

ÉTATS FINANCIERS

AU 30 NOVEMBRE 2012

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'intention des actionnaires du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) qui comprennent les bilans au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, et les états des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2012 et 2011, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.



¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A105976



² CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125741

Montréal, le 21 décembre 2012

BILANS

(en milliers \$, sauf l'actif net par action)

30 novembre 2012

31 mai 2012

Actif

Investissements en capital de développement (note 4)	5 104 821	4 918 765
Autres investissements (note 5)	4 015 964	4 123 020
Débiteurs et autres actifs (note 8)	629 111	656 836
Encaisse	9 974	13 789
Immobilisations (note 9)	60 549	61 076
Impôts sur les bénéfices	3 008	93
Impôts futurs (note 17)	595	-
	<u>9 824 022</u>	<u>9 773 579</u>

Passif

Billets (note 10)	448 891	428 544
Créditeurs et autres passifs (note 12)	608 613	816 434
Impôts futurs (note 17)	3 111	3 913
	<u>1 060 615</u>	<u>1 248 891</u>

Actif net (note 13)

Nombre d'actions de catégorie A en circulation (note 13)	<u>322 158</u>	<u>320 629</u>
--	----------------	----------------

Actif net par action de catégorie A

	<u>27,20</u>	<u>26,59</u>
--	--------------	--------------

Éventualités (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



Yvon Bolduc, administrateur



Michel Arsenault, administrateur

RÉSULTATS

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$, sauf le bénéfice par action)	2012	2011
Produits		
Intérêts (note 15)	86 158	87 573
Dividendes	40 277	33 255
	<u>126 435</u>	<u>120 828</u>
Charges (note 16)		
Frais corporatifs	20 300	17 958
Frais d'investissements en capital de développement et autres investissements	16 298	16 927
Frais de développement et d'administration de l'Actionnariat et de la Formation économique	20 052	17 395
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	2 777	2 323
	<u>59 427</u>	<u>54 603</u>
Revenu net de placement avant impôts	67 008	66 225
Impôts (note 17)	10 500	12 960
Revenu net de placement	56 508	<u>53 265</u>
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements		
Réalisés	36 865	(25 806)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	105 294	(7 286)
Frais de transaction	(727)	(1 121)
	<u>141 432</u>	<u>(34 213)</u>
Bénéfice net	197 940	19 052
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	321 566	315 552
Bénéfice par action de catégorie A	0,62	0,06

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	Capital-actions de catégorie A (note 13)			Surplus d'apport (note 13)	Bénéfices non répartis	Actif net
	Série 1	Série 2	Souscrit			
2012						
Solde au début	7 010 355	76 483	760	972 070	465 020	8 524 688
Bénéfice net					197 940	197 940
Émissions d'actions	245 131	3 768				248 899
Variation nette des souscriptions d'actions			120			120
Rachats d'actions	(176 870)	(2 904)		(26 398)	(8 575)	(214 747)
Variation des rachats en attente	5 339			947	221	6 507
Virement (note 13)	75 000				(75 000)	-
Solde à la fin	7 158 955	77 347	880	946 619	579 606	8 763 407
2011						
Solde au début	6 676 628	78 428	727	1 052 330	369 698	8 177 811
Bénéfice net					19 052	19 052
Émissions d'actions	232 023	3 464				235 487
Variation nette des souscriptions d'actions			23			23
Rachats d'actions	(208 335)	(4 580)		(32 760)	(10 321)	(255 996)
Variation des rachats en attente	(5 307)			(1 913)	879	(6 341)
Virement (note 13)	95 000				(95 000)	-
Solde à la fin	6 790 009	77 312	750	1 017 657	284 308	8 170 036

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	2012	2011
Activités d'exploitation		
Revenu net de placement	56 508	53 265
Éléments sans effet sur la trésorerie et variation des éléments hors-caisse		
Intérêts capitalisés sur investissements en capital de développement	(1 104)	(1 062)
Intérêts capitalisés sur billets	8 714	8 205
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	2 777	2 323
Impôts futurs	(1 397)	1 989
Débiteurs et autres actifs	83 500	(340 784)
Créditeurs et autres passifs	(83 150)	394 420
Impôts sur les bénéfices	(2 915)	(6 422)
Autres	1 239	(926)
Frais de transactions	(726)	(1 101)
	63 446	109 907
Activités de financement		
Émissions de billets	61 292	109 686
Remboursements de billets	(49 659)	(65 696)
Émissions et souscriptions d'actions	249 019	235 510
Actions rachetées	(216 025)	(255 933)
	44 627	23 567
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements en capital de développement	(458 250)	(372 641)
Produits de cessions d'investissements en capital de développement	291 694	204 933
Acquisitions d'autres investissements	(2 814 739)	(3 602 449)
Produits de cessions d'autres investissements	2 871 673	3 640 298
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 304)	(1 695)
Développement informatique	(962)	(862)
	(111 888)	(132 416)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(3 815)	1 058
Encaisse au début	13 789	6 372
Encaisse à la fin	9 974	7 430

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation incluent des impôts versés de 16,3 M\$ (30 novembre 2011 : 18,6 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. LOI CONSTITUTIVE

STATUTS ET OBJECTIFS DU FONDS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le Fonds), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois;
- b) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec;
- c) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises;
- d) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements en capital de développement dans des placements non garantis, principalement dans de petites et moyennes entreprises (PME) situées au Québec. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

NORME DE 60 %

Le Fonds peut faire des investissements en capital de développement dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements en capital de développement du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds de l'exercice précédent.

Si le Fonds fait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant sont limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements en capital de développement moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent se situe à 67,0 % au 31 mai 2012 (31 mai 2011 : 71,0 %).

Puisque le pourcentage minimal de la norme est atteint au 31 mai 2012, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2012-2013.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds est une société de placement en vertu de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et applique, à cet égard, les principes comptables y afférents.

L'état du résultat étendu n'est pas présenté, car il n'y a aucun élément à y inclure.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'établissement de provisions et l'évaluation à la juste valeur des investissements en capital de développement et autres investissements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction. Le coût présenté correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transaction.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont les débiteurs et autres actifs, excluant les titres achetés en vertu de conventions de revente et les instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les passifs financiers classés comme autres passifs sont les billets et les créditeurs et autres passifs, excluant les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés. Tous ces instruments sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les investissements en capital de développement et autres investissements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

a) Instruments financiers non cotés

Les instruments financiers non cotés sont constitués d'actions, de parts et de prêts et avances.

Ces instruments sont évalués à la juste valeur en fonction de techniques et de modèles d'évaluation appropriés qui peuvent ne pas être principalement basés sur des informations de marché observables. Les informations de marché observables sont appliquées aux modèles d'évaluation si elles sont disponibles.

La juste valeur déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables dont tiendraient compte des parties dans le cadre d'une transaction sans lien de dépendance. Certaines hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur la juste valeur dont celles retenues pour déterminer les flux monétaires caractéristiques, le niveau de risque et le taux de croissance futur associés à ces flux en tenant compte des conditions économiques, des perspectives d'avenir du secteur d'activité concerné et des conditions propres à l'entreprise.

Les parts de fonds de couverture sont évaluées à la juste valeur établie par leur administrateur respectif à la date la plus rapprochée de celle du bilan du Fonds.

b) Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont constitués d'actions, d'obligations et d'instruments du marché monétaire. Ces instruments sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Lorsque exceptionnellement le marché d'un instrument financier n'est pas actif, celui-ci est alors évalué selon des techniques d'évaluation appropriées dont, entre autres, les méthodes établies pour les instruments financiers non cotés.

c) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés cotés sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Les instruments financiers dérivés non cotés sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs.

PRÊTS DE TITRES, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE ET TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds participe au programme de prêts de titres mis en place par son fiduciaire sur les titres dont il a la garde. Ce programme permet de conclure des opérations de prêts de titres, ainsi que des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assorties de garanties. Les conventions de reventes sont inscrites au bilan à leur juste valeur et les conventions de rachat sont inscrites au bilan au prix de rachat prédéterminé par l'engagement. Les produits découlant de la participation du Fonds à ce programme sont présentés sous Intérêts à l'état des résultats.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux (%)
Corporelles		
Bâtisses	linéaire	2,5
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0
Équipement informatique	linéaire	25,0
Développement informatique	linéaire	33,3

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

CONSTATATION DES PRODUITS

a) Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration, et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Gains et pertes sur investissements en capital de développement et autres investissements

Les gains et les pertes réalisés résultant de cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements à l'état des résultats et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, multipliés par les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires et ceux comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des gestionnaires et des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 9,5 et 12,1 années (31 mai 2012 : entre 8,5 et 12,1 années).

3. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé en 2008 que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les entités ayant une obligation d'information du public. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'ICCA, devront appliquer les IFRS pour la première fois aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Fonds respecte son plan de conversion et présentera ses premiers états financiers intermédiaires préparés selon les IFRS le 30 novembre 2014.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

(en milliers \$)	30 novembre 2012			31 mai 2012		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
Non garantis						
Actions cotées	741 637	21 525	763 162	666 736	45 502	712 238
Actions et parts non cotées	2 411 687	309 706	2 721 393	2 381 376	231 649	2 613 025
Prêts, obligations et avances	1 630 765	(18 968)	1 611 797	1 592 344	(24 144)	1 568 200
Garantis						
Prêts et avances	13 788	(5 319)	8 469	29 173	(3 871)	25 302
	4 797 877	306 944	5 104 821	4 669 629	249 136	4 918 765

La rubrique Investissements en capital de développement inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 290,2 M\$ (31 mai 2012 : 283,7 M\$).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES PRÊTS, OBLIGATIONS ET AVANCES À LA JUSTE VALEUR

(en milliers \$)	Taux variables		Taux fixes		Total
		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	5 ans et plus	
30 novembre 2012					
Non garantis	96 880	354 071	518 986	641 860	1 611 797
Taux moyen effectif (%)	9,4	1,0 ¹	8,8	7,3	
Garantis		200	8 269	-	8 469
Taux moyen effectif (%)		5,7	13,2	9,6	
31 mai 2012					
Non garantis	104 134	362 866	335 348	765 852	1 568 200
Taux moyen effectif (%)	9,1	2,8 ¹	8,5	7,3	
Garantis	413	7 429	150	17 310	25 302
Taux moyen effectif (%)	5,0	14,4	8,1	11,6	

1. Ce taux moyen inclut des avances remboursables à demande ne portant pas intérêt faites à une société en propriété exclusive au montant de 314,7 M\$ (31 mai 2012 : 294,2 M\$). En excluant ces avances, le taux moyen effectif serait de 6,8 % (31 mai 2012 : 12,0 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers \$)	Investissements technologiques	Manufacturier et primaire	Services et tourisme	Fonds régional ou local et immobilier	Total
30 novembre 2012					
Coût	830 300	1 170 996	1 939 348	857 233	4 797 877
Plus-value (moins-value) non réalisée	(164 434)	(16 001)	258 357	229 022	306 944
Juste valeur	665 866	1 154 995	2 197 705	1 086 255	5 104 821
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	24 122	79 616	89 229	(192 967)	-
Fonds engagés mais non déboursés ¹	398 406	137 639	126 680	70 407	733 132
Garanties et cautionnements ²		6 898	9 010		15 908
	1 088 394	1 379 148	2 422 624	963 695	5 853 861
31 mai 2012					
Coût	874 966	1 150 805	1 825 158	818 700	4 669 629
Plus-value (moins-value) non réalisée	(176 520)	(17 855)	241 706	201 805	249 136
Juste valeur	698 446	1 132 950	2 066 864	1 020 505	4 918 765
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	21 723	78 430	85 302	(185 455)	-
Fonds engagés mais non déboursés ¹	415 625	118 234	215 802	72 141	821 802
Garanties et cautionnements ²		6 898	9 331		16 229
	1 135 794	1 336 512	2 377 299	907 191	5 756 796

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements en capital de développement qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Des fonds engagés mais non déboursés, un montant de 104,5 M\$ (31 mai 2012 : 248,1 M\$) représente des facilités de crédit et des financements de projets de sociétés en exploitation, dont l'échéance moyenne pondérée est de 18 mois (31 mai 2012 : 15 mois); et un montant de 628,6 M\$ (31 mai 2012 : 573,7 M\$) représente des engagements, qui seront déboursés par tranches, auprès de fonds spécialisés, dont l'échéance moyenne pondérée est de 9,2 ans (31 mai 2012 : 9,3 ans). Des engagements d'un montant de 60,8 M\$ (31 mai 2012 : 89,9 M\$) sont en devises, libellés principalement en dollars américains.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, lorsque le Fonds fait un investissement en capital de développement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres investissements.

GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements qui ne comportent généralement pas d'échéances spécifiques et qui sont des engagements irrévocables du Fonds à effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé et aux fins suivantes :

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – sans recours	7 510	7 831
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – avec recours	8 398	8 398
	15 908	16 229

Au 30 novembre 2012, la provision relativement aux garanties et cautionnements est de 3,5 M\$ (31 mai 2012 : 4,5 M\$) et est présentée sous Crédoeurs et autres passifs.

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités concernent habituellement les cessions d'investissements en capital de développement pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires. Cette dernière responsabilité est couverte, à certaines conditions, par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations, en tenant compte des provisions constituées, occasionnent des charges importantes additionnelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements*, non audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

(en milliers \$)	30 novembre 2012			31 mai 2012		
	Plus-value (moins-value)			Plus-value (moins-value)		
	Coût	non réalisée	Juste valeur	Coût	non réalisée	Juste valeur
Actions cotées et parts non cotées	1 585 209	(27 019)	1 558 190	1 607 277	(92 976)	1 514 301
Parts de fonds de couverture	238 841	(9 552)	229 289	238 510	2 540	241 050
Obligations	2 019 024	107 163	2 126 187	2 032 824	120 890	2 153 714
Instruments du marché monétaire	94 577	68	94 645	207 346	129	207 475
	3 937 651	70 660	4 008 311	4 085 957	30 583	4 116 540
Instruments financiers dérivés	-	7 653	7 653	43	6 437	6 480
	3 937 651	78 313	4 015 964	4 086 000	37 020	4 123 020

La rubrique Autres investissements inclut des titres en devises d'une juste valeur de 1 344,3 M\$ (31 mai 2012 : 1 338,5 M\$), dont principalement 803,2 M\$ (31 mai 2012 : 825,9 M\$) en dollars américains, 175,8 M\$ (31 mai 2012 : 153,2 M\$) en euros et 164,4 M\$ (31 mai 2012 : 170,0 M\$) en livres sterling.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE

Obligations

(en milliers \$)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	De 10 à 20 ans	De 20 à 30 ans	30 ans et plus	Total
30 novembre 2012							
Juste valeur	176 321	631 330	663 118	221 343	391 534	42 541	2 126 187
Coût	179 184	622 898	630 156	198 736	343 969	44 081	2 019 024
Valeur nominale	177 639	607 613	598 748	170 838	308 453	42 695	1 905 986
Taux moyen effectif (%)	1,9	2,6	3,4	4,5	4,2	2,6	3,3
Taux moyen nominal (%)	2,4	3,5	4,2	5,9	4,9	2,7	4,1
31 mai 2012							
Juste valeur	206 858	699 972	575 566	221 241	395 104	54 973	2 153 714
Coût	209 031	696 094	538 235	196 441	338 660	54 363	2 032 824
Valeur nominale	205 856	674 956	516 919	167 872	306 258	53 559	1 925 420
Taux moyen effectif (%)	2,0	2,7	3,8	4,4	4,5	3,0	3,4
Taux moyen nominal (%)	3,1	3,9	4,4	5,8	5,2	3,1	4,3

Instruments du marché monétaire

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	Total
30 novembre 2012			
Juste valeur	93 417	1 228	94 645
Taux moyen effectif (%)	1,1	1,0	1,1
31 mai 2012			
Juste valeur	56 991	150 484	207 475
Taux moyen effectif (%)	1,0	1,1	1,1

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

Instruments financiers dérivés

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
30 novembre 2012				
Juste valeur ¹				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	(132)	4		(128)
Ventes	7 064	(5)		7 059
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	-	-		-
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(214)	(1 878)		(2 092)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-			-
Contrats à terme normalisés sur produits de base	-			-
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(3 551)	(3 551)
	6 718	(1 879)	(3 551)	1 288
Valeur notionnelle				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	574 917	4 474		579 391
Ventes	899 748	558 368		1 458 116
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	1 700	89 496		91 196
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	56 949	263 045		319 994
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	32 179			32 179
Contrats à terme normalisés sur produits de base	510			510
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

Instruments financiers dérivés (suite)

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
31 mai 2012				
Juste valeur ¹				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		80		80
Ventes d'options d'achat		(45)		(45)
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	237	8		245
Ventes	(22 000)	(36)		(22 036)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(246)	(4 884)		(5 130)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers				
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(3 774)	(3 774)
	(22 009)	(4 877)	(3 774)	(30 660)
Valeur notionnelle				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		2 693		2 693
Ventes d'options d'achat		9 012		9 012
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	568 341	10 525		578 866
Ventes	881 848	547 637		1 429 485
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	11 182	114 215		125 397
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	3 494			3 494
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

1. La juste valeur de ces instruments dont la valeur est positive est de 7,7 M\$ (31 mai 2012 : 6,4 M\$) et est présentée sous Autres investissements. La juste valeur de ceux dont la valeur est négative est de 6,4 M\$ (31 mai 2012 : 37,1 M\$) et est présentée sous Créiteurs et autres passifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION DE LA JUSTE VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

(en milliers \$)	Actions cotées, parts non cotées et parts de fonds de couverture	Obligations	Instruments du marché monétaire	Total
30 novembre 2012				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 356 127	52 244	1 408 371
Institutions financières	104 935	503 272	2 568	610 775
Investissements technologiques	225 915	82 542	8 998	317 455
Manufacturier et primaire	926 534	78 383	30 835	1 035 752
Services et tourisme	530 095	105 863		635 958
Juste valeur	1 787 479	2 126 187	94 645	4 008 311
Fonds engagés mais non déboursés ²	25 333			25 333
	1 812 812	2 126 187	94 645	4 033 644
31 mai 2012				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 302 050	112 471	1 414 521
Institutions financières	79 313	529 820	35 243	644 376
Investissements technologiques	223 457	98 970	19 957	342 384
Manufacturier et primaire	901 526	105 998	39 804	1 047 328
Services et tourisme	551 055	116 876		667 931
Juste valeur	1 755 351	2 153 714	207 475	4 116 540
Fonds engagés mais non déboursés ²	26 324			26 324
	1 781 675	2 153 714	207 475	4 142 864

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés.
2. Les fonds engagés mais non déboursés auprès de fonds d'infrastructures à l'international représentent les autres investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Ces engagements, dont l'échéance moyenne pondérée est de 0,5 an (31 mai 2012 : 1,0 an), sont en dollars américains.

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées dans la détermination des justes valeurs. La hiérarchie se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Juste valeur fondée sur les cours de marché (non rajustés) observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

Niveau 2 : Juste valeur fondée sur les prix cotés pour des instruments financiers semblables ou fondée sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont basées sur des informations de marché observables.

Niveau 3 : Juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas basées sur des informations de marché observables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

(en milliers \$)	Niveau			Total
	1	2	3	
30 novembre 2012				
Investissements en capital de développement				
Non garantis				
Actions cotées	763 159	3	-	763 162
Actions et parts non cotées			2 721 393	2 721 393
Prêts, obligations et avances		446 792	1 165 005	1 611 797
Garantis				
Prêts et avances			8 469	8 469
	763 159	446 795	3 894 867	5 104 821
Autres investissements				
Actions cotées et parts non cotées	1 490 906		67 284	1 558 190
Parts de fonds de couverture			229 289	229 289
Obligations		2 116 386	9 801	2 126 187
Instruments du marché monétaire		94 645		94 645
Instruments financiers dérivés	-	7 653		7 653
	1 490 906	2 218 684	306 374	4 015 964
	2 254 065	2 665 479	4 201 241	9 120 785
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat				
		153 669		153 669
Titres achetés en vertu de conventions de revente				
		224 046		224 046
Encaisse				
	9 974			9 974
Instruments financiers dérivés				
	-	(6 365)		(6 365)
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
		(377 715)		(377 715)
	2 264 039	2 659 114	4 201 241	9 124 394
31 mai 2012				
Investissements en capital de développement				
Non garantis				
Actions cotées	703 132	9 106	-	712 238
Actions et parts non cotées			2 613 025	2 613 025
Prêts, obligations et avances		463 393	1 104 807	1 568 200
Garantis				
Prêts et avances			25 302	25 302
	703 132	472 499	3 743 134	4 918 765
Autres investissements				
Actions cotées et parts non cotées	1 436 719		77 582	1 514 301
Parts de fonds de couverture			241 050	241 050
Obligations		2 144 909	8 805	2 153 714
Instruments du marché monétaire		207 475		207 475
Instruments financiers dérivés	80	6 400		6 480
	1 436 799	2 358 784	327 437	4 123 020
	2 139 931	2 831 283	4 070 571	9 041 785
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat				
		131 507		131 507
Titres achetés en vertu de conventions de revente				
		325 443		325 443
Encaisse				
	13 789			13 789
Instruments financiers dérivés				
	(45)	(37 095)		(37 140)
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
		(456 950)		(456 950)
	2 153 675	2 794 188	4 070 571	9 018 434

NOTES COMPLÉMENTAIRES

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des justes valeurs de niveau 3.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(en milliers \$)	Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances		Total
			Non garantis	Garantis	
30 novembre 2012					
Juste valeur au 31 mai 2012	-	2 613 025	1 104 807	25 302	3 743 134
Pertes réalisées		(11 913)	(2 563)	(360)	(14 836)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		78 058	(6 222)	(1 450)	70 386
Achats		174 262	109 068	4 000	287 330
Ventes et règlements		(132 039)	(55 085)	(19 023)	(206 147)
Transfert vers le niveau 3			15 000 ¹		15 000
Juste valeur au 30 novembre 2012	-	2 721 393	1 165 005	8 469	3 894 867
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2012	-	39 627	(10 402)	(1 601)	27 624
30 novembre 2011					
Juste valeur au 31 mai 2011	-	2 097 834	997 759	31 161	3 126 754
Gains (pertes) réalisés	(5 113)	18 631	(8 421)	(491)	4 606
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	5 652	165 729	14 383	29 685	215 449
Achats		141 194	78 658	7 029	226 881
Ventes et règlements	(539)	(103 587)	(59 553)	(37 674)	(201 353)
Juste valeur au 30 novembre 2011	-	2 319 801	1 022 826	29 710	3 372 337
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2011	-	144 573	(9 205)	(60)	135 308

1. Une débenture non garantie a été transférée du niveau 2 au niveau 3 puisque sa méthode d'évaluation ne repose plus sur des informations de marché observables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

AUTRES INVESTISSEMENTS

(en milliers \$)	Actions cotées et parts non cotées	Parts de fonds de couverture	Obligations	Total
30 novembre 2012				
Juste valeur au 31 mai 2012	77 582	241 050	8 805	327 437
Pertes réalisées	(55)		–	(55)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)
Achats	612	331		943
Ventes et règlements	(3 018)		(5)	(3 023)
Juste valeur au 30 novembre 2012	67 284	229 289	9 801	306 374
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2012	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)
30 novembre 2011				
Juste valeur au 31 mai 2011	76 742	216 439	11 742	304 923
Pertes réalisées		(5 229)		(5 229)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	3 505	9 926	(1 193)	12 238
Achats	460	60 419		60 879
Ventes et règlements	(6 720)	(48 051)	(3)	(54 774)
Juste valeur au 30 novembre 2011	73 987	233 504	10 546	318 037
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2011	3 505	4 809	(1 193)	7 121

Tous les instruments financiers de niveau 3, à l'exception de certaines parts, sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation dont les résultats sont tributaires d'hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Bien que la direction juge que ses évaluations à la juste valeur sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait résulter en des justes valeurs différentes. Lorsque cela est possible, une analyse de sensibilité aux changements d'hypothèses importantes est réalisée. La direction a évalué la situation et établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles ne résulterait pas en des justes valeurs significativement différentes.

Quant à la juste valeur des parts de fonds de couverture et de certaines parts de niveau 3, le Fonds n'a pas accès à l'information sur les placements sous-jacents, elle est alors basée sur la valeur fournie par le commandité ou l'administrateur externe. Ainsi, aucune autre hypothèse raisonnablement possible n'a pu être utilisée.

7. PRÊTS DE TITRES

Dans le cadre du programme de prêts de titres, le fiduciaire obtient, en échange des titres prêtés, des garanties ou des éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi ou entente applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102 % et 107 % au 30 novembre 2012 (31 mai 2012 : entre 102 % et 106 %) et la juste valeur des titres prêtés s'établit à 163 M\$ (31 mai 2012 : 133 M\$).

8. DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Débiteurs sur cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements	145 025	89 399
Dividendes et intérêts courus	69 992	73 315
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat	153 669	131 507
Titres achetés en vertu de conventions de revente	224 046	325 443
Autres	36 379	37 172
	629 111	656 836

NOTES COMPLÉMENTAIRES

9. IMMOBILISATIONS

(en milliers \$)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
30 novembre 2012			
Bâtisses ¹	67 715	18 093	49 622
Mobilier et équipement de bureau	18 317	15 779	2 538
Équipement informatique	13 710	9 205	4 505
Développement informatique	18 971	15 087	3 884
	118 713	58 164	60 549
31 mai 2012			
Bâtisses ¹	67 715	17 179	50 536
Mobilier et équipement de bureau	17 945	15 449	2 496
Équipement informatique	12 966	8 353	4 613
Développement informatique	17 928	14 497	3 431
	116 554	55 478	61 076

1. La valeur comptable nette de la partie de la bâtisse qui est louée est de 20,2 M\$ (31 mai 2012 : 20,6 M\$).

10. BILLETS

Les billets sont remboursables sur demande et portent intérêt à un taux établi en fonction du taux de rendement de Autres investissements. Ainsi la juste valeur de ces billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux et de certains fonds spécialisés, correspond à leur valeur comptable. Le taux d'intérêt au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012 est de 4,0 %.

11. MARGES DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de marges de crédit au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012 d'un montant de 80 M\$. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, ces marges ne sont pas utilisées.

12. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Créditeurs sur acquisitions d'investissements en capital de développement et autres investissements	119 903	204 982
Instruments financiers dérivés	6 365	37 140
Rachats d'actions	19 728	28 072
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	377 715	456 950
Charges à payer et autres	84 902	89 290
	608 613	816 434

13. ACTIF NET

CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

ACTIONS DE CATÉGORIE A

Nombre illimité d'actions de catégorie A à être émises en séries 1 et 2, sans valeur nominale, avec droit de vote, rachetables et non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration.

Les actions de catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

13. ACTIF NET (SUITE)

CAPITAL-ACTIONS (suite)

Autorisé (suite)

ACTIONS DE CATÉGORIE B

Nombre illimité d'actions de catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions de catégorie A.

Souscrit

Le capital souscrit représente les sommes d'argent encaissées et pour lesquelles aucune action de catégorie A ne peut être émise en contrepartie en vertu de la politique d'achat de gré à gré. Ces sommes d'argent feront l'objet d'une émission d'actions de catégorie A au moment prévu dans cette politique, au prix de l'action en vigueur à cette date.

Modalités de rachat

Le Fonds est tenu de racheter les actions dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou les acheter de gré à gré lors de situations exceptionnelles, prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé lors de virements et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions. Cet excédent est réduit lors de rachats d'actions à un prix supérieur à la valeur moyenne du capital-actions émis, en proportion des actions rachetées.

Virements

Au cours de la période, les administrateurs du Fonds ont approuvé l'augmentation du capital émis et payé des actions de catégorie A, série 1, d'un montant de 75 M\$ par virement des bénéfices non répartis (30 novembre 2011 : 95 M\$).

Au 30 novembre 2012, le Fonds a procédé à des virements des bénéfices non répartis au capital-actions pour un montant cumulatif de 1 792 M\$.

ACTIF NET DE CATÉGORIE A

(en milliers)	Série 1		Série 2		Souscrit	Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
30 novembre 2012						
Actif net au début	317 218	8 433 242	3 411	90 686	760	8 524 688
Bénéfice net		195 830		2 110		197 940
Émissions d'actions	9 257	245 131	142	3 768		248 899
Variation nette des souscriptions d'actions					120	120
Rachats d'actions	(7 986)	(211 322)	(129)	(3 425)		(214 747)
Variation des rachats en attente	245	6 507				6 507
Actif net à la fin	318 734	8 669 388	3 424	93 139	880	8 763 407
30 novembre 2011						
Actif net au début	311 941	8 084 720	3 563	92 364	727	8 177 811
Bénéfice net		18 823		229		19 052
Émissions d'actions	9 010	232 023	135	3 464		235 487
Variation nette des souscriptions d'actions					23	23
Rachats d'actions	(9 711)	(250 630)	(207)	(5 366)		(255 996)
Variation des rachats en attente	(245)	(6 341)				(6 341)
Actif net à la fin	310 995	8 078 595	3 491	90 691	750	8 170 036

NOTES COMPLÉMENTAIRES

14. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges pouvant résulter en des pertes. Lorsqu'une perte éventuelle est probable et qu'elle peut faire l'objet d'une estimation, celle-ci est comptabilisée. De l'avis de la direction, le montant global des pertes éventuelles, net des pertes comptabilisées, n'aurait pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

15. PRODUITS

Des intérêts de 8,7 M\$ (30 novembre 2011: 8,2 M\$) sur les billets sont présentés en diminution des Intérêts à l'état des résultats et capitalisés sous Billets.

16. CHARGES

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Traitements et charges sociales	37 811	34 301
Frais de publicité et d'information	6 816	5 394
Frais d'occupation et loyers	4 484	4 458
Honoraires de gestion	3 475	3 697
Honoraires professionnels	3 032	3 749
Fournitures et matériel de bureau	1 632	1 491
Déplacements, voyages et représentation	1 549	1 730
Communication de l'information aux actionnaires	1 240	1 276
Frais de garde et de rémunération du fiduciaire	437	501
Produits d'honoraires et autres produits	(1 810)	(2 281)
Produits de location	(2 016)	(2 036)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 187	1 936
Amortissement du développement informatique	590	387
	59 427	54 603

NOTES COMPLÉMENTAIRES

17. IMPÔTS

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, le Fonds est assujéti aux règles applicables aux sociétés de placement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou par l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. Puisque cet impôt est remboursable et que la direction du Fonds est d'avis qu'elle effectuera des augmentations suffisantes de son capital-actions émis et payé pour récupérer cet impôt, celui-ci n'est pas présenté à l'état des résultats mais est inclus sous Débiteurs et autres actifs. Le solde de cet impôt est de 10,5 M\$ (31 mai 2012 : 10,3 M\$).

Le Fonds, ayant le statut de société privée, peut se faire rembourser une partie des impôts payés sur ses revenus de placement en ayant accès à l'impôt en main remboursable au titre de dividende (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. La totalité de cet impôt au montant de 17,8 M\$ (31 mai 2012 : 31,9 M\$) a été appliquée en réduction des impôts sur les bénéfices à payer à la suite d'un virement approuvé par les administrateurs au cours de la période.

En vertu de la *Loi sur les impôts* du Québec, le Fonds a le statut de société d'investissement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut, aux fins du calcul de son impôt du Québec, déduire de son revenu imposable ses gains en capital imposables. En conséquence, les gains en capital réalisés par le Fonds ne sont sujets à aucun impôt du Québec.

Les impôts sur le revenu net de placement avant impôts se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Exigibles	11 897	10 971
Futurs	(1 397)	1 989
	10 500	12 960

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si l'on appliquait le taux d'imposition de base combiné (provincial et fédéral) au revenu net de placement avant impôts. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 46,6 %	31 226	30 861
Dividendes non imposables	(9 115)	(6 336)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(17 775)	(16 362)
Autres éléments	6 164	4 797
	10 500	12 960

Les éléments donnant lieu aux impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	Investissements en capital de		Total
	Immobilisations	développement et autres	
30 novembre 2012			
Actifs d'impôts futurs	(711)	1 306	595
Passifs d'impôts futurs	949	2 162	3 111
31 mai 2012			
Passifs d'impôts futurs	1 749	2 164	3 913

NOTES COMPLÉMENTAIRES

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1^{er} janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Les prestations déterminées de ces régimes de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1^{er} juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 30 septembre 2012. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation et de solvabilité a été effectuée en date du 31 décembre 2011 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 décembre 2012.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2012		30 novembre 2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début	160 030	2 217	120 826	1 833
Coût des services rendus	7 398	56	6 785	43
Intérêts débiteurs	3 757	51	3 330	49
Prestations versées	(831)	(15)	(625)	(12)
Perte actuarielle	15 841	170	5 586	69
Solde à la fin	186 195	2 479	135 902	1 982
Actifs des régimes				
Solde au début	112 379	-	93 246	-
Cotisations du Fonds	6 465	15	3 904	12
Cotisations des employés	1 868		2 643	
Prestations versées	(831)	(15)	(625)	(12)
Rendement réel des actifs des régimes	4 167		(4 010)	
Solde à la fin	124 048	-	95 158	-
Rapprochement des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes				
Situation de capitalisation - déficit	(62 147)	(2 479)	(40 744)	(1 982)
Perte actuarielle nette non amortie	47 616	804	26 256	509
Coût (gain) non amorti des services passés	275	(118)	448	(158)
Passif au titre des prestations constituées	(14 256)	(1 793)	(14 040)	(1 631)

Ce passif au titre des prestations constituées est présenté sous Crédeurs et autres passifs.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

Les actifs des régimes capitalisés sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante :

(en %)	30 novembre 2012	30 novembre 2011
Fonds commun d'actions	62,4	62,4
Fonds commun d'obligations	37,4	37,3
Encaisse et autres	0,2	0,3
	100,0	100,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES (suite)

Les coûts constatés au cours de la période se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2012		30 novembre 2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Coût des services rendus au cours de la période déduction faite des cotisations des employés	5 530	56	4 142	43
Intérêts débiteurs	3 757	51	3 330	49
Rendement réel des actifs des régimes	(4 167)		4 010	
Perte actuarielle	15 841	170	5 586	69
Coût avant ajustements pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	20 961	277	17 068	161
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes	698		(6 987)	
Écart entre le montant de la perte ou du gain actuariel constaté et le montant réel de la perte ou du gain actuariel sur l'obligation au titre des prestations constituées	(15 037)	(151)	(5 411)	(57)
Écart entre l'amortissement du coût ou du gain des services passés et les modifications effectives des régimes	87	(20)	87	(20)
Coûts constatés de la période	6 709	106	4 757	84

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés, se chiffre à 6,5 M\$ (30 novembre 2011 : 3,9 M\$).

PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer les obligations du Fonds au titre des prestations constituées et les coûts constatés des régimes sont les suivantes :

(en %)	30 novembre 2012				30 novembre 2011			
	Régimes				Régimes			
	de retraite		d'assurance		de retraite		d'assurance	
Obligations au titre des prestations constituées								
<i>Taux à la fin de la période</i>								
Taux d'actualisation	4,00		4,00		5,00		5,00	
Taux de croissance des salaires	3,50				3,50			
Coûts constatés au titre des prestations constituées								
<i>Taux à la fin de la période précédente</i>								
Taux d'actualisation	4,50		4,50		5,25		5,25	
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00				6,25			
Taux de croissance des salaires	3,50				3,50			

Le Fonds a déterminé le montant maximal annuel qu'il allait assumer par personne retraitée en vertu du régime d'assurance. Le Fonds ne prévoit aucune augmentation dans le futur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des sociétés apparentées, qui sont des entreprises qu'il contrôle ou sur lesquelles il a une influence notable. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des sociétés apparentées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes sur les investissements et en certaines charges, notamment des primes payées en vertu de régimes d'assurance.

Le Fonds, dont la majorité des administrateurs sont nommés par la FTQ, a convenu de verser 1,0 M\$ à cette dernière pour la période de six mois terminée le 30 novembre 2012 (30 novembre 2011 : 0,9 M\$) en vertu d'une entente pour rémunérer les services rendus principalement dans le cadre de formation économique, de bilans sociaux, de développement de l'actionnariat, de soutien et d'encadrement de certaines activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et il en nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds lui a consenti un prêt de 5 M\$, à un taux d'intérêt variable et conditionnel, d'une juste valeur de 3,8 M\$ (31 mai 2012 : 3,6 M\$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts de 20 M\$ d'une juste valeur de 13,9 M\$ au 30 novembre et au 31 mai 2012 aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), des entités apparentées au Fonds, car celui-ci nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Ces prêts sont présentés au bilan sous Débiteurs et autres actifs.

20. GESTION DES RISQUES

Les risques découlant des instruments financiers font partie intégrante des états financiers audités et sont traités dans la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2012*. Le *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2012* est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés pour les rendre comparables à ceux de la période courante.

22. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, le *Relevé des autres investissements*, non audité, ainsi que le *Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût*, non audité, sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

POUR LE SEMESTRE
TERMINÉ LE 30 NOVEMBRE 2012

RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE POUR LE SEMESTRE TERMINÉ LE 30 NOVEMBRE 2012

Ce rapport de gestion intermédiaire vise à permettre aux lecteurs d'évaluer, du point de vue de la direction, les résultats et la situation financière du Fonds de solidarité FTQ (le « Fonds ») ainsi que les changements significatifs survenus à l'égard de ceux-ci pour le semestre terminé le 30 novembre 2012. Le rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers au 30 novembre 2012 et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers du Fonds. Pour faciliter leur compréhension des événements et des incertitudes qui y sont présentés, les lecteurs doivent lire ce rapport de gestion intermédiaire en parallèle avec les états financiers et les notes complémentaires qui les accompagnent.

Ce rapport contient certains énoncés prévisionnels sur les activités, les résultats et les stratégies du Fonds qui devraient être interprétés avec précaution. Ces prévisions comportent nécessairement des hypothèses, des incertitudes et des risques; il est donc possible, en raison de plusieurs facteurs, qu'elles ne se réalisent pas. Des changements d'ordre législatif ou réglementaire, les conditions économiques et commerciales ainsi que le degré de concurrence ne sont que quelques exemples de facteurs importants qui peuvent influencer, parfois de façon significative, sur la justesse des énoncés prévisionnels contenus dans ce rapport. Le rapport de gestion est daté du 21 décembre 2012.

Le Fonds est assujéti au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* (le « Règlement ») et applique donc les exigences de ce Règlement, notamment dans ses états financiers et dans son rapport de gestion intermédiaire.

Vous pouvez obtenir les états financiers au 30 novembre 2012 gratuitement, sur demande, en composant le 514 383-3663 ou, sans frais, le 1 800 567-3663, en nous écrivant au 8717, rue Berri, Montréal (Québec) H2M 2T9, en consultant notre site Internet (www.fondsftq.com) ou le site Internet de SEDAR (www.sedar.com). Vous pouvez également obtenir de la même façon l'information annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant le Fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices et du semestre terminé le 30 novembre 2012. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds. Les résultats du Fonds sont commentés sous la rubrique « Résultats d'exploitation », à la page 3.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

Semestre ou exercices terminés les

	30 novembre 2012 (semestre)	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2010	31 mai 2009	31 mai 2008
<i>(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)</i>						
Produits	126	247	256	222	239	261
Bénéfice net (perte nette)	198	215	650	600	(919)	(89)
Actif net	8 763	8 525	8 178	7 294	6 375	7 285
Actions de catégorie A en circulation (nombre, en milliers)	322 158	320 629	315 504	305 951	291 733	290 050
Ratio des charges totales d'exploitation* (%)	0,68	1,46	1,47	1,54	1,70	1,36
Taux de rotation du portefeuille** :						
Investissements en capital de développement (%)	4,15	12,09	11,38	7,93	6,71	12,22
Autres investissements (%)	57,99	158,61	172,57	233,20	179,65	118,80
Ratio des frais d'opérations*** (%)	0,02	0,02	0,02	0,03	0,02	0,03
Nombre d'actionnaires (nombre)	**** 594 287	594 287	583 235	577 511	570 889	575 394
Émissions d'actions	249	767	698	660	655	611
Rachats d'actions	215	620	465	341	647	476
Juste valeur des investissements en capital de développement*****	5 854	5 757	5 207	4 784	4 598	3 959

* On obtient le ratio des charges totales d'exploitation de la façon suivante : pour un semestre, en divisant les charges inscrites à l'état des résultats du semestre par l'actif net à la fin de ce semestre; pour un exercice, en divisant les charges (excluant la taxe sur le capital) inscrites à l'état des résultats de l'exercice par l'actif net moyen de cet exercice. Le ratio des charges totales d'exploitation pour le semestre terminé le 30 novembre 2012 est présenté sur une base non annualisée.

** Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition d'un portefeuille. Il n'existe pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un portefeuille. Le taux de rotation du portefeuille pour le semestre terminé le 30 novembre 2012 est présenté sur une base non annualisée.

*** Le ratio des frais d'opérations correspond aux frais de transaction, présentés en pourcentage annualisé de l'actif net, pour le semestre, et de l'actif net moyen, pour l'exercice.

**** Donnée au 31 mai 2012.

***** Ces investissements incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

Semestre ou exercices terminés les

(en dollars)	30 novembre 2012 (semestre)	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2010	31 mai 2009	31 mai 2008
Actif net par action au début du semestre / d'un exercice*	26,59	25,92	23,84	21,78	25,05	25,36
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation** :	0,62	0,68	2,10	2,01	(3,16)	(0,31)
Intérêts et dividendes	0,39	0,78	0,82	0,74	0,82	0,90
Charges totales d'exploitation	(0,19)	(0,39)	(0,38)	(0,37)	(0,37)	(0,34)
Impôts et taxe sur le capital	(0,03)	(0,09)	(0,08)	(0,09)	(0,05)	0,00
Gains (pertes) réalisés	0,12	0,16	0,26	0,22	(1,31)	0,35
Gains (pertes) non réalisés	0,33	0,22	1,48	1,51	(2,25)	(1,22)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,11)	0,00
Écart attribuable au virement des actions de catégorie G	-	-	-	0,07	-	-
Actif net par action à la fin du semestre / d'un exercice*	27,20	26,59	25,92	23,84	21,78	25,05

* L'actif net par action est fonction du nombre réel d'actions en circulation au moment considéré.

** L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours du semestre ou de l'exercice considéré.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Le monde et les États-Unis

Au cours des six derniers mois, l'environnement économique et financier mondial est demeuré tendu. Un peu partout à travers le monde, l'incertitude entourant la capacité des autorités politiques et financières à dénouer la crise des dettes souveraines a continué de se faire sentir. Les pays industrialisés, dont plusieurs font également face à des problèmes structurels importants, en ont subi les effets, ce qui a du même coup limité leur croissance. Les économies émergentes, dont celles de la Chine et de l'Inde, n'ont pas non plus été épargnées au cours de cette période, puisqu'elles ont vu leur développement, jusque-là rapide, ralentir en raison notamment de la faible croissance des pays industrialisés, ce qui a réduit leurs exportations. Toute cette tension a exercé une pression à la baisse sur les taux obligataires et a créé de la volatilité au niveau des prix des produits de base, dont ceux du cuivre, de l'or et du pétrole. Dans le monde, les enjeux économiques et financiers sont donc restés importants, et la route pour atteindre une plus grande stabilité est encore parsemée d'embûches.

Dans la zone euro, plusieurs pays sont en récession, et la situation reste encore bien fragile pour diverses raisons – le climat politique et social en Grèce, la précarité du système bancaire en Espagne et au Portugal, ou encore le risque de contagion de la crise à d'autres pays comme l'Italie. Malgré tout, au cours des six derniers mois, les autorités politiques et la communauté financière européennes ont réussi à voguer dans la tempête, en grande partie toutefois grâce à l'Allemagne, qui a tenu à bout de bras la croissance de la zone euro. Pendant plusieurs mois, les spéculations sont allées bon train quant à l'éclatement possible de la zone euro tant la conjoncture avait dégénéré, mais, même si l'on ne peut totalement exclure cette possibilité, la situation semble s'être améliorée quelque peu au cours du semestre. Les progrès sont notables surtout depuis que le président de la Banque centrale européenne (BCE) a promis, l'été dernier, de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauver l'euro. Pour y arriver, la BCE a mis sur pied un programme qui lui permet d'acheter sans limites des obligations des pays ayant demandé de l'aide au fonds de sauvetage européen afin d'y calmer les tensions financières. Mentionnons que les pays qui reçoivent cette aide doivent en retour adhérer à des règles fermes d'assainissement de leurs finances publiques.

Aux États-Unis, l'essoufflement qu'a connu l'économie à compter du printemps 2012 est une indication claire que les séquelles liées à la récession de 2008-2009 sont encore bien présentes, et que les risques de rechute ne se sont pas encore totalement dissipés. Même si, contrairement à plusieurs pays de la zone euro, les États-Unis ont réussi à éviter une récession au cours des six derniers mois, cette possibilité demeure encore bien réelle. Cela se révèle particulièrement vrai dans le contexte actuel de grande incertitude entourant l'impasse à laquelle fait face le gouvernement à cause de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le « précipice budgétaire » (« *fiscal cliff* »), c'est-à-dire un ensemble de mesures budgétaires qui, à moins d'un plan de rechange, entreront en vigueur en janvier 2013 et pourraient entraîner une récession.

Après avoir pris de la vigueur au cours du dernier trimestre de 2011, l'économie américaine a connu un essoufflement au niveau de la croissance de son PIB au cours des deux trimestres suivants. Plusieurs facteurs, dont le manque de confiance des ménages et des entreprises dans l'économie et la persistance des inquiétudes financières liées à l'Europe, expliquent cette situation. Cependant, il y a eu une amélioration au cours du troisième trimestre de 2012 puisque la croissance du PIB s'est accélérée comparativement au trimestre précédent (2,7 % comparativement à 1,3 %). En ce qui a trait au taux d'épargne, celui-ci est demeuré faible (atteignant 3,4 % en octobre 2012). La création d'emplois, forte au cours de l'hiver 2012, a ralenti au printemps, puis s'est accélérée au cours des derniers mois. Cette accélération a eu des retombées positives sur le taux de chômage, puisque celui-ci a baissé au cours des six derniers mois : il se situait à 7,7 % en novembre 2012, comparativement à 8,2 % en mai 2012. Quant au marché immobilier, les gains au niveau de la valeur des maisons ont été modestes et le niveau d'activité est demeuré faible; cependant la tendance qui se dessine à l'horizon semble être encourageante. En ce qui concerne l'inflation, la variation annuelle de l'IPC américain se situe à 1,8 % en moyenne depuis mai 2012. Enfin, le taux directeur est resté inchangé à 0,25 % depuis décembre 2008.

Le Canada et le Québec

Au cours des six derniers mois, le Canada n'a pas été épargné par la morosité et l'incertitude économiques qui ont plané à travers le monde. L'économie canadienne a continué de croître, mais à un rythme relativement modéré. Durant cette période, les investissements résidentiels et non résidentiels ont continué à progresser rapidement, mais leur contribution à la croissance économique a été en partie neutralisée par une réduction des dépenses gouvernementales en raison de la lutte au déficit. La demande intérieure n'a augmenté que faiblement en raison du manque de vigueur des dépenses de consommation. Les exportations ont poursuivi leur croissance, mais pas de manière suffisante pour contrer les fortes importations, rendues nécessaires par les investissements des entreprises. En ce qui concerne l'inflation, la variation annuelle de l'IPC canadien s'est établie à 1,3 % en moyenne depuis mai 2012. Le taux de chômage, quant à lui, a légèrement diminué, passant de 7,3 % en mai 2012 à 7,2 % en novembre 2012. Le dollar canadien, pour sa part, se transigeait à 1,01 \$ US au 30 novembre 2012, ayant ainsi gagné de la valeur comparativement au 31 mai 2012, où il se transigeait à 0,97 \$ US. Quant au taux directeur, celui-ci est demeuré inchangé, à 1 %, depuis septembre 2010.

Au Québec, la croissance est demeurée faible : le taux de croissance du PIB a été de 0,5 % au premier trimestre et de 0,8 % au deuxième trimestre de 2012, en raison notamment de l'effritement de la consommation des ménages et d'un commerce extérieur déficitaire. Quant au taux de chômage, il se situait à 7,6 % en novembre 2012, inférieur au taux de 7,8 % qui prévalait en mai 2012; ce taux est supérieur à celui du Canada (7,2 %) et inférieur à celui de l'Ontario (7,9 %).

Au cours des six derniers mois, les taux d'intérêt à court terme (2 ans) et à long terme (10 ans) sur les obligations gouvernementales canadiennes sont demeurés relativement stables. Quant aux écarts de crédit des provinces et des sociétés de haute qualité, ils ont fluctué au cours de cette période; toutefois, au 30 novembre 2012, on notait, comparativement au 31 mai 2012, une détérioration des écarts de crédit des provinces et une amélioration des écarts de crédit des sociétés de haute qualité.

L'incertitude économique qui a persisté à travers le monde au cours des derniers mois a continué d'avoir des répercussions sur la performance de plusieurs institutions financières, dont le Fonds.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT GLOBAL

Au cours du semestre, le Fonds a réalisé un bénéfice net de 198 millions \$, comparativement à 19 millions \$ pour la même période l'an dernier. Ce résultat a produit un rendement de 2,3 %, supérieur au rendement de 0,2 % réalisé au cours de la même période l'an dernier dans un contexte économique moins favorable. La valeur de l'action du Fonds a ainsi augmenté de 0,61 \$ par rapport au prix publié en juillet 2012, pour se chiffrer à 27,20 \$. L'actif net du Fonds, quant à lui, a atteint 8,8 milliards \$ au 30 novembre 2012, comparativement à 8,5 milliards \$ au 31 mai 2012. En ce qui concerne les 12 derniers mois (soit du 1^{er} décembre 2011 au 30 novembre 2012), le Fonds a obtenu un rendement de 4,7 %, comparativement à 3,8 % pour la même période en 2010-2011.

En raison de la mission du Fonds de solidarité FTQ, une partie importante de son portefeuille est constituée de titres privés et de fonds spécialisés. Par conséquent, le Fonds n'a pu bénéficier pleinement de la hausse des marchés boursiers au cours des derniers mois. En effet, la répartition des actifs du Fonds tend à limiter son potentiel de rendement dans un cycle haussier des marchés boursiers comme celui que l'on a vécu au cours du semestre; cependant, dans un cycle baissier, c'est le phénomène inverse qui se produit. À ce titre, d'ailleurs, le Fonds avait réussi à obtenir, pour le semestre terminé le 30 novembre 2011 ainsi que pour la période de 12 mois terminée le 30 novembre 2011, un rendement supérieur au rendement moyen des fonds équilibrés canadiens¹.

¹ On parle ici du rendement moyen des fonds équilibrés canadiens neutres tel que compilé par globefund.com.

RENDEMENT DU FONDS

Semestres terminés les 30 novembre

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin* M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin* M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement	4 661	53,1	2,8	4 075	49,8	2,6
Autres investissements**	4 124	46,9	3,6	4 105	50,2	(0,3)
	8 785	100,0	3,1	8 180	100,0	1,1
Charges totales d'exploitation			(0,7)			(0,7)
Impôts			(0,1)			(0,2)
Rendement du Fonds (semestre)			2,3			0,2
Rendement du Fonds (12 derniers mois)			4,7			3,8

* L'actif sous gestion à la fin correspond à la juste valeur, à la fin du semestre, de l'actif géré par les secteurs Investissements et Placements et qui a servi à générer les produits présentés aux résultats. Ce montant diffère de celui de l'actif présenté aux états financiers qui, contrairement à l'actif sous gestion, inclut entre autres les billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux ainsi que de certains fonds spécialisés.

** Les autres investissements représentent le solde des actifs non investis dans les entreprises partenaires. Gérés par le secteur Placements, ils sont constitués des portefeuilles d'obligations, d'encaisse et de marché monétaire, d'actions sectorielles, de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé.

RÉSULTATS PAR SECTEUR

Le secteur Investissements

L'actif géré par le secteur Investissements se compose essentiellement des investissements en capital de développement que fait le Fonds, conformément à sa mission, en actions, en parts ou en prêts, dans des entreprises privées et publiques. Afin de stabiliser son rendement, le Fonds favorise un juste équilibre entre les investissements sous forme de prêts – généralement non garantis, qui procurent un rendement courant grâce aux paiements d'intérêts –, les investissements en actions – au rendement potentiellement plus élevé, qui comportent un niveau de volatilité plus important – et les investissements dans des parts de fonds spécialisés – qui, en plus d'entraîner un afflux de capitaux privés et de capitaux étrangers au Québec, permettent au Fonds de mieux diversifier son portefeuille. Les investissements en capital de développement sont régis par la *Politique d'investissement* du Fonds, une composante importante de sa *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*.

Le secteur Investissements a obtenu un rendement brut de 2,8 % pour le semestre, supérieur au rendement brut de 2,6 % enregistré pour la même période en 2011. En considérant ce rendement, et compte tenu du niveau des investissements liés à la mission du Fonds pendant le semestre, l'actif de ce secteur a atteint 4,7 milliards \$ et correspond à 53,1 % de l'actif sous gestion au 30 novembre 2012 (49,8 % au 30 novembre 2011).

La performance du secteur Investissements est influencée par différents facteurs, notamment le comportement des marchés financiers et les conditions économiques et commerciales dans lesquelles évoluent nos entreprises partenaires, ainsi que par la gestion dynamique de nos investissements. Le rendement brut de 2,8 % du secteur Investissements pour le semestre qui vient de se terminer s'explique principalement par :

- le rendement de 3,6 % généré par notre portefeuille de titres privés et fonds spécialisés au cours du semestre (comparativement à 6,1 % pour la même période en 2011, alors que des plus values importantes avaient été enregistrées sur certaines de nos participations, dont sur celle que nous détenions dans Enobia Pharma). Cette performance s'explique principalement par la solidité générale du portefeuille – qui a produit des revenus d'intérêt et de dividendes et qui en outre a généré une plus-value au cours du semestre;
- le rendement négatif de 1,2 % généré au cours du semestre par notre portefeuille de titres cotés. Ce rendement s'explique en grande partie par la mauvaise performance de certains de nos investissements dans des entreprises de petite capitalisation. Pour la même période en 2011, ce portefeuille avait obtenu un rendement négatif de 13,3 % dans un contexte beaucoup moins favorable des marchés boursiers.

Le secteur Placements

Le secteur Placements gère les autres investissements du Fonds, c'est-à-dire les actifs non investis dans ses entreprises partenaires. Ces autres investissements sont constitués des portefeuilles d'obligations, d'encaisse et de marché monétaire, d'actions sectorielles, de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé. Leur gestion, comme celle des investissements en capital de développement, est régie par la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, qui vise une saine diversification des actifs financiers du Fonds. Selon cette politique, une partie suffisante des actifs financiers doit être investie de façon à permettre au Fonds de répondre à ses besoins de liquidités, et à produire un revenu courant suffisant pour qu'il puisse assumer ses charges et contribuer à générer un rendement raisonnable pour ses actionnaires.

Pour le semestre, le secteur Placements a obtenu un rendement brut positif de 3,6 %, supérieur au rendement brut négatif de 0,3 % réalisé au cours de la même période en 2011. Quant à l'actif de ce secteur, il est de 4,1 milliards \$, ou 46,9 % de l'actif sous gestion du Fonds au 30 novembre 2012 (50,2 % au 30 novembre 2011).

L'évolution des taux d'intérêt et la performance des marchés boursiers sont les facteurs déterminants quand on analyse la performance du secteur Placements. Ainsi, les résultats obtenus par ce secteur sont influencés par le comportement des marchés financiers et par les conditions touchant l'environnement économique. Le rendement brut positif de 3,6 % du secteur Placements pour le semestre s'explique principalement par :

- la hausse des marchés boursiers des derniers mois, qui a mené à un rendement positif de 5,7 % pour les portefeuilles d'actions sectorielles² et autres titres³. Cette performance a fait suite à un rendement négatif de 6,0 % au cours de la même période l'an dernier, dans un contexte économique beaucoup moins favorable tant au Canada qu'à l'international;
- le rendement de 1,9 % réalisé sur notre portefeuille de titres à revenu fixe au cours du semestre, comparativement à 3,8 % au cours de la même période l'an dernier. Puisque les variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit, quand on les considère dans leur ensemble, ont eu relativement peu d'impact sur le portefeuille au cours du semestre, ce résultat s'explique essentiellement par les revenus d'intérêt générés par le portefeuille.

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Semestres terminés les 30 novembre

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds spécialisés	3 896	44,4	3,6	3 422	41,8	6,1
Titres cotés	765	8,7	(1,2)	653	8,0	(13,3)
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	2 320	26,4	1,9	2 402	29,4	3,8
Actions sectorielles et autres titres	1 804	20,5	5,7	1 703	20,8	(6,0)
	8 785	100,0	3,1	8 180	100,0	1,1

CHARGES TOTALES D'EXPLOITATION

Les charges totales d'exploitation sont constituées principalement des charges liées aux actifs sous gestion, aux services offerts aux actionnaires, aux activités de souscription, aux systèmes et contrôles ainsi qu'à leur amélioration, au démarchage ainsi qu'au suivi des entreprises partenaires, au personnel et à toutes les autres ressources nécessaires pour permettre au Fonds de solidarité FTQ de réaliser sa mission et d'atteindre ses objectifs. Bien qu'il soit essentiel pour le Fonds d'avoir à sa disposition les ressources nécessaires pour mener à bien sa mission, il est également primordial pour ce dernier d'exercer un contrôle sur ses charges. Bon an, mal an, le Fonds a été en mesure de garder ses charges totales d'exploitation à un niveau qu'il considère faible.

Pour le semestre terminé le 30 novembre 2012, le ratio des charges totales d'exploitation sur l'actif net à la fin du semestre (sur une base non annualisée), calculé selon la méthode stipulée au Règlement, est de 0,7 %, comme pour la même période l'an dernier. Lorsque l'on considère les charges totales d'exploitation en dollars, celles-ci s'élèvent à 59,4 millions \$ pour le semestre terminé le 30 novembre 2012, comparativement à 54,6 millions \$ pour la même période l'an dernier. Cette augmentation provient en bonne partie de la hausse des traitements et des charges sociales ainsi que de celle des frais liés aux campagnes de publicité et d'information.

² Ces secteurs sont ceux des matériaux, de l'énergie, de la consommation de base, des services publics et des télécommunications.

³ Les autres titres sont constitués des portefeuilles de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE, DU BILAN ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du Fonds ont totalisé 63 millions \$ pour le semestre, en baisse comparativement à 110 millions \$ pour la même période en 2011. La variation de ces flux de trésorerie résulte principalement de nos activités courantes.

Par ailleurs, les flux de trésorerie liés aux activités de financement du Fonds ont généré un montant total de 45 millions \$ pour le semestre, comparé à 24 millions \$ pour la même période en 2011. Ces flux de trésorerie pour le semestre résultent principalement du montant d'actions émises de 249 millions \$ (235 millions \$ pour la même période en 2011), duquel on soustrait le montant versé pour les rachats d'actions de 216 millions \$⁴ (256 millions \$ pour la même période en 2011).

Quant aux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du Fonds, ceux-ci correspondent à une sortie nette de liquidités d'un montant de 112 millions \$ pour le semestre, comparativement à 132 millions \$ pour le semestre correspondant en 2011. Les liquidités nécessaires pour soutenir les investissements nets (acquisitions moins produits de cession) dans ses entreprises partenaires provenaient autant des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation que des activités de financement du Fonds présentées ci-dessus.

Le Fonds dispose également de marges de crédit pour les besoins de son fonds de roulement. Au 30 novembre 2012, ces marges de crédit n'étaient pas utilisées.

Bilan et éléments hors bilan

Le montant des investissements en capital de développement au bilan du Fonds est passé de 4,9 milliards \$ au 31 mai 2012 à 5,1 milliards \$ au 30 novembre 2012. Cette augmentation de 186 millions \$ s'explique principalement par les investissements nets déboursés de 141 millions \$ (des investissements déboursés de 282 millions \$ moins des désinvestissements de 141 millions \$) et par la plus-value enregistrée au cours du semestre sur les investissements en capital de développement. Au cours du semestre, sur une base d'engagements, le Fonds a réalisé des investissements en capital de développement de 204 millions \$, comparativement aux 546 millions \$ enregistrés au cours de la même période l'an dernier. Par ailleurs, les fonds engagés mais non déboursés sont passés de 822 millions \$ au 31 mai 2012 à 733 millions \$ au 30 novembre 2012.

De plus, le montant des autres investissements au bilan a diminué de 107 millions \$ au cours du semestre, pour s'établir à 4,0 milliards \$ au 30 novembre 2012 (4,1 milliards \$ au 31 mai 2012). Cette diminution est attribuable principalement au volume d'investissements en capital de développement nets déboursés au cours du semestre.

Le Fonds utilise des instruments financiers dérivés notamment pour préserver la valeur de ses actifs, pour faciliter la gestion de ses portefeuilles, pour modifier la répartition de ses actifs sans avoir à augmenter ou à réduire les sommes confiées aux spécialistes internes et externes et pour bonifier son rendement à l'intérieur des limites de risques allouées. (Voir la section « Gestion des risques », à la page 14, pour plus de détails.)

MISSION DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ, OBJECTIFS ET STRATÉGIES

La mission, les objectifs et les stratégies du Fonds n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel.

NORME DE 60 %

La norme de 60 % est prescrite par la loi constitutive du Fonds et stipule que les investissements moyens du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comportent aucune garantie doivent représenter au moins 60 % de son actif net moyen de l'exercice précédent. Le Fonds peut placer le solde dans d'autres véhicules financiers, dans le but de diversifier ses actifs et d'assurer une saine gestion. La méthode de calcul de cette norme repose sur la valeur des actifs du Fonds, qui est tributaire, entre autres, de l'évolution des taux d'intérêt et de la performance des marchés boursiers ainsi que de celle de l'économie en général.

Au 31 mai 2012, la valeur des investissements moyens admissibles⁵ s'élevait à 5,1 milliards \$, soit 67,0 % de l'actif net moyen de l'exercice précédent (comparativement à 71,0 % au 31 mai 2011). Puisque le pourcentage minimal de la norme était atteint au 31 mai 2012, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2012-2013. Au 30 novembre 2012 et au 31 mai 2012, le Fonds respectait également l'ensemble des autres limites et règles énoncées dans sa loi constitutive.

Le Fonds prévoit respecter l'ensemble des limites et règles énoncées dans sa loi constitutive au cours des prochaines années.

⁴ Ce montant est présenté sur une base de trésorerie et inclut donc la variation des sommes à payer entre le 31 mai 2012 et le 30 novembre 2012.

⁵ Ces investissements incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds n'entrevoit pas l'adoption de nouvelles conventions comptables qui auraient des incidences notables sur le résultat net de son exercice financier ou de son actif net par action au 31 mai 2013.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a annoncé en 2008 que les entités ayant une obligation d'informer le public devront remplacer les PCGR du Canada par les IFRS dans les états financiers de leurs exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), devront appliquer les IFRS pour la première fois au plus tard aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Fonds entend respecter la date de cette première application, et préparera donc pour la première fois ses états financiers en utilisant les IFRS au cours du semestre terminé le 30 novembre 2014.

Plan de conversion aux IFRS

Le Fonds a adopté un plan de conversion aux IFRS en trois phases : une phase de diagnostic; une phase d'évaluation des normes, d'analyse détaillée, de résolution des problèmes, de préparation d'états financiers modèles; et une phase d'intégration des changements.

La première phase a été réalisée avant la fin de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Elle a permis de déterminer les normes IFRS ayant des impacts pour le Fonds, ainsi que les principaux enjeux et priorités à étudier dans le contexte du Fonds.

La partie de la deuxième phase touchant l'évaluation des normes, l'analyse détaillée et la résolution des problèmes a été terminée en mai 2010. Elle a permis d'approfondir de façon plus détaillée les IFRS, leurs différences avec les normes canadiennes actuelles, ainsi que leurs interprétations, et de déterminer ainsi les impacts de la conversion sur les processus, les systèmes et les états financiers. Au cours des prochains mois, le Fonds élaborera un projet d'états financiers en fonction des nouvelles normes.

Durant la phase d'intégration des changements, nous effectuerons le traitement comptable à la fois selon les PCGR canadiens et selon les IFRS, afin de pouvoir présenter des données comparatives lors de la transition. De plus, le Fonds a déployé ses plans de formation visant à mettre à niveau son personnel comptable et les autres intervenants qui, dans son organisation, sont touchés par la conversion aux IFRS.

Le Fonds effectue une vigie continue des normes IFRS afin d'en suivre l'évolution et d'en évaluer les impacts.

Principales modifications prévues

Le tableau qui suit présente les seuls éléments importants de différences entre les PCGR canadiens appliqués actuellement par le Fonds et les IFRS. Ces différences sont dignes de mention, mais n'ont pas nécessairement un impact important sur les états financiers du Fonds. Ce tableau a été préparé à partir des normes actuelles qui seraient en vigueur à la date de transition; certaines normes pourraient toutefois être modifiées, et, au besoin, le Fonds pourrait réévaluer sa position. L'évaluation des impacts reflète les résultats de l'analyse en fonction de la situation actuelle.

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR canadiens et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Consolidation	<p>En vertu des PCGR, les sociétés de placement qui satisfont à certains critères comptabilisent leurs placements à la juste valeur, conformément à la Note d'orientation NOC-18, <i>Sociétés de placement</i>. Cette règle s'applique à tous les placements, même ceux où une société de placement détient plus de 50 % des actions donnant droit de vote ou le contrôle des participations.</p> <p>Le 31 octobre 2012, le normalisateur international, l'International Accounting Standards Board (IASB), a publié le document <i>Entités d'investissement (amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27)</i>, qui définit les entités d'investissement et qui prévoit une exception au principe de consolidation pour ces entités. Selon cette exception, les entités d'investissement évaluent leurs placements dans des entités qu'elles contrôlent à la juste valeur – au lieu de les consolider – et elles inscrivent les variations de juste valeur aux résultats. Le document précise également certaines obligations de divulgation d'informations concernant ces placements dans des entités contrôlées.</p>	<p>À l'heure actuelle, le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés, et comptabilise tous ses investissements en capital de développement et ses autres investissements à la juste valeur.</p> <p>Les normes IFRS prévoient maintenant un traitement comptable des entités contrôlées comparable à celui qu'utilise actuellement le Fonds. Le Fonds est d'avis qu'il répond à la définition d'entité d'investissement présentée dans les récents amendements aux normes.</p> <p>Le Fonds évaluera les nouvelles obligations de divulgation en temps opportun.</p>
Instruments financiers	<p>En vertu des PCGR, le Fonds comptabilise tous ses investissements en capital de développement et ses autres investissements à la juste valeur, conformément aux principes comptables applicables aux sociétés de placement.</p> <p>Comme mentionné ci-dessus à la section Consolidation, les normes IFRS prévoient maintenant un traitement comptable des entités contrôlées comparable à celui qu'utilise actuellement le Fonds.</p>	<p>Le Fonds comptabilisera tous ses instruments financiers à la juste valeur, comme c'est le cas actuellement.</p> <p>Il n'y aura pas d'impact sur les états financiers du Fonds.</p> <p>Le Fonds évaluera les nouvelles obligations de divulgation en temps opportun.</p>
Immobilisations	<p>Les IFRS exigent que les composants d'une immobilisation soient amortis séparément lorsque cette immobilisation est constituée de composants auxquels s'appliquent différents taux d'amortissement. Par conséquent, l'utilisation des IFRS entraîne un plus grand nombre de composants reconnus que celle des PCGR.</p> <p>Les IFRS permettent d'évaluer une immobilisation selon le modèle du coût ou selon le modèle de la juste valeur. Les PCGR ne permettent pas de réévaluer les immobilisations à la juste valeur.</p> <p>La Norme IFRS 1, <i>Première application des normes IFRS</i>, permet, au moment de la transition aux IFRS, d'utiliser la juste valeur d'une immobilisation comme coût présumé à la date de transition.</p>	<p>La liste des composants des bâtisses du Fonds est en cours d'élaboration. Cette liste sera divulguée par voie de notes aux états financiers.</p> <p>Le Fonds prévoit utiliser la juste valeur de ses bâtisses comme coût présumé à la date de transition.</p> <p>Après la transition, le Fonds prévoit continuer d'utiliser le modèle du coût pour évaluer ses immobilisations.</p> <p>Les montants en cause (juste valeur des bâtisses et calcul de l'amortissement par composant) sont en cours d'évaluation, mais ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR canadiens et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Immeubles de placement	<p>Les normes IFRS définissent un immeuble de placement comme un bien immobilier que l'on détient pour en retirer des loyers, valoriser le capital, ou les deux. Un immeuble de placement peut être évalué selon le modèle du coût ou selon le modèle de la juste valeur.</p> <p>Les entités d'investissement doivent cependant retenir le modèle de la juste valeur, ce qui élimine le choix mentionné ci-dessus.</p> <p>Les PCGR ne contiennent pas de définition spécifique des immeubles de placement.</p>	<p>Le Fonds présentera distinctement dans son bilan, sous la rubrique Immeuble de placement, la partie de la bâtisse qui est louée.</p> <p>Le Fonds évaluera cette partie de la bâtisse qui est louée à la juste valeur.</p> <p>Cette réévaluation ne devrait pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>
Avantages du personnel	<p>Le coût des services passés des régimes d'assurance et de retraite à prestations déterminées, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, est passé immédiatement en charges selon les IFRS. Selon les PCGR, il est généralement amorti sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs.</p> <p>Selon les PCGR, les gains ou les pertes actuariels des régimes d'assurance et de retraite à prestations déterminées qui dépassent la limite du « corridor » sont amortis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs. Cette possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, auparavant permise selon les IFRS, a été éliminée à la suite de la publication de modification à la Norme IAS 19, Avantages du personnel.</p>	<p>La portion acquise des coûts des services passés devra être reconnue immédiatement à l'actif net. Cet ajustement aura un impact peu important sur les états financiers du Fonds.</p> <p>Le Fonds se conformera à la norme révisée IAS 19. Par conséquent, la portion non comptabilisée de la perte actuarielle nette des régimes d'assurance et de retraite, incluant l'impact fiscal, devra être reconnue à l'actif net du Fonds à la date de transition.</p> <p>Les montants en cause sont en cours d'évaluation. La direction du Fonds ne peut quantifier l'impact futur de ce changement de normes comptables, qui dépendra des hypothèses actuarielles en vigueur à la date de transition aux IFRS.</p> <p>Par la suite, les variations au titre des prestations définies et des actifs des régimes de retraite devront être inscrites au moment où elles surviendront.</p> <p>Le Fonds évaluera les nouvelles obligations de divulgation en temps opportun.</p>

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR canadiens et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Impôts sur le revenu	<p>Selon les PCGR, la partie des impôts payés remboursable dans le futur lors d'un versement de dividendes ou lors d'un virement des bénéfices non répartis au capital-actions doit être comptabilisée à l'actif. De plus, les taux d'impôts utilisés dans le calcul des impôts futurs incorporent déjà l'effet favorable des impôts remboursables.</p> <p>Selon les IFRS, les impôts remboursables ne sont comptabilisés comme étant à recevoir que lorsque les dividendes ou les virements des bénéfices non répartis réalisés au capital-actions, qui donnent droit au remboursement de ces impôts, sont réalisés et approuvés par le conseil d'administration. Ainsi, le calcul des impôts futurs ne peut tenir compte de l'effet favorable des impôts remboursables.</p>	<p>Ces différences ont pour effet que les soldes d'impôts remboursables à recevoir devront être radiés à la date de la transition et que le montant des impôts futurs devra être ajusté.</p> <p>Aucun impôt remboursable ne pourra être comptabilisé pour des plus-values non réalisées.</p> <p>Les montants en cause sont en cours d'évaluation, mais ils ne devraient pas avoir d'impact important sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>

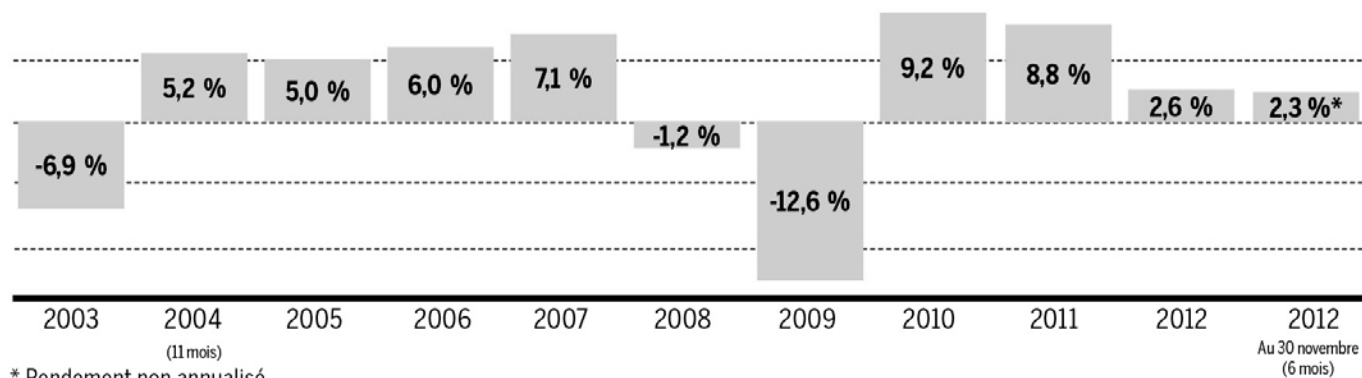
Le Fonds considère que la conversion aux IFRS ne nécessitera pas de changement majeur à ses systèmes d'information, aux processus de traitement de ses données et à ses différentes activités. Le Fonds estime également que les contrôles internes actuels à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information financière seront suffisants et adéquats pour qu'il puisse adopter les normes IFRS et répondre aux exigences de divulgation d'information qui y sont liées.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements passés du Fonds. Ces rendements ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL DU FONDS

Le graphique ci-dessous montre le rendement annuel du Fonds et fait ressortir la variation de ce rendement d'un exercice à l'autre, pour les 10 derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 novembre 2012.



On calcule le rendement annuel du Fonds en divisant le résultat net par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice. Ce rendement est parfois différent du rendement composé annuel à l'actionnaire, puisque, contrairement à celui-ci, le rendement annuel du Fonds tient compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu en cours d'exercice, ce qui a un effet dilutif ou relatif sur le résultat net par action, selon le cas. Pour calculer le rendement non annualisé pour le semestre terminé le 30 novembre 2012, on divise le résultat net par action du semestre par le prix de l'action au début du semestre.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

À la valeur actuelle de l'action de 27,20 \$, un actionnaire ayant investi au début de chacune des périodes indiquées ci-dessous obtient les rendements composés annuels suivants :

10 ans	5 ans	3 ans	1 an
3,0 %	1,4 %	5,0 %	4,7 %

On calcule le rendement composé annuel à l'actionnaire en tenant compte de la variation annualisée du prix de l'action pendant chacune des périodes indiquées. Ce rendement est parfois différent du rendement annuel du Fonds, puisque, tel qu'expliqué ci-dessus, il ne tient pas compte de l'effet dilutif ou relatif des émissions et des rachats d'actions en cours d'exercice.

Le rendement composé annuel à l'actionnaire depuis la création du Fonds est de 3,6 %.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE (INCLUANT LES CRÉDITS D'IMPÔT)

Prenons l'exemple d'un actionnaire qui a investi, grâce à des retenues sur le salaire, le même montant chaque année. Si l'on tient compte des crédits d'impôt du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral liés aux fonds de travailleurs (de 15 % chacun) dont a bénéficié cet actionnaire, celui-ci a obtenu, à la valeur actuelle de l'action (27,20 \$), un rendement composé annuel de 13,4 % et de 10,0 % respectivement sur une période de 7 ans et de 10 ans. En plus de ce rendement, l'actionnaire peut bénéficier d'avantages fiscaux supplémentaires s'il détient les actions du Fonds dans un REER.

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 30 novembre 2012, les actifs sous gestion du Fonds se répartissaient comme suit :

Catégories d'actifs	% de l'actif net
Investissements en capital de développement	
Titres privés	32,0
Fonds spécialisés	12,5
Titres cotés	8,7
	53,2
Autres investissements	
Encaisse et marché monétaire	3,6
Obligations	22,9
Actions sectorielles	16,0
Fonds de couverture ⁶	2,6
Actions à dividendes élevés ⁷	1,2
Fonds d'infrastructures à l'international	0,8
	47,1

Au 30 novembre 2012, les émetteurs des 25 principales positions détenues par le Fonds, dont 16 appartiennent au portefeuille d'investissements en capital de développement et 9 au portefeuille des autres investissements, étaient les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net	
Investissements en capital de développement (16 émetteurs) *	32,4	
Autres investissements (9 émetteurs)**	16,7	
	49,1	
* Les 16 émetteurs représentant collectivement 32,4 % de l'actif net du Fonds sont :	** Les 9 émetteurs représentant collectivement 16,7 % de l'actif net du Fonds sont :	
Atrium Innovations inc.	Province de l'Ontario	4,7 %
Camoplast Solideal inc.	Financement-Québec	2,8 %
Cogeco Câble inc.	Province de Québec	2,6 %
Corporation Financière L'Excellence Itée	Gouvernement du Canada	2,2 %
Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation ⁸	Banque Laurentienne du Canada	1,2 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ inc. ⁸	Banque Canadienne Impériale de Commerce	0,8 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c. ⁸	Hydro-Québec	0,8 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c. ⁸	La Banque de Nouvelle-Écosse	0,8 %
Gestion TFI inc.	Q-BLK Strategic Partners, inc.	0,8 %
Groupe TMX Limitée		
Metro inc.		
Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite ⁸		
SSQ Groupe financier ⁹		
Transcontinental inc.		
Trencap s.e.c.		
VC, société en commandite		

Cet aperçu du portefeuille peut changer en cours de semestre en raison des opérations effectuées par le Fonds.

⁶ Les fonds de couvertures font partie du portefeuille de stratégies à rendement absolu.

⁷ Les actions à dividendes élevés font partie du portefeuille à revenu élevé.

⁸ Malgré leur poids relativement important dans le portefeuille global du Fonds, ces émetteurs ne constituent pas un risque de concentration élevé étant donné le grand nombre d'entreprises dans lesquelles ceux-ci ont investi.

⁹ On tient compte ici de l'ensemble des investissements du Fonds dans SSQ, Société d'assurance-vie inc., et dans ses filiales SSQ, Société d'assurance inc. et SSQ, Société d'assurances générales inc.

CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Fidèle à sa mission, le Fonds a effectué, au cours du semestre, des investissements qui ont contribué à créer, à maintenir ou à sauvegarder des emplois de qualité dans différents secteurs de l'économie du Québec. Dans le contexte économique actuel, encore marqué par de l'incertitude, le Fonds continue à jouer un rôle actif dans le développement et la croissance des entreprises québécoises. Ainsi, au cours du semestre, sur une base d'engagements, le Fonds a investi 204 millions \$ afin d'appuyer les entrepreneurs québécois dans leurs projets de développement.

Le Fonds s'est entre autres engagé pour un montant de 75 millions \$ (annoncé au semestre précédent) dans le nouveau Fonds Valorisation Bois; ce fonds d'investissement pour la transformation à forte valeur ajoutée du bois orientera les entreprises du secteur forestier vers les nouveaux créneaux que sont la construction verte, l'énergie verte et la chimie verte, tous alimentés par la filière bois.

De plus, Groupe QuébecComm, un chef de file dans l'industrie québécoise du divertissement, a pour sa part bénéficié d'un engagement du Fonds de 4 millions \$ qui l'aidera à réaliser son plan de développement. Par ailleurs, en partenariat avec des investisseurs d'ailleurs dans le monde, le Fonds a participé au financement d'un projet au Québec lié au produit phare d'Innovation Thrasos, une entreprise privée de produits bio-thérapeutiques au stade clinique pour le traitement des maladies rénales; le Fonds s'est engagé pour un montant de 7,1 millions \$ dans cette société au cours du semestre.

PERSPECTIVES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le monde et les États-Unis

La situation économique difficile en Europe a continué d'occuper le devant de la scène au cours des derniers mois (voir la section « Conjoncture économique »); il faudra voir si le programme d'achat d'obligations mis de l'avant par la Banque centrale européenne lui permettant d'acheter des dettes souveraines de façon illimitée – et qui, à priori, semble avoir apaisé les craintes d'un éclatement de la zone euro – donnera suffisamment de temps aux décideurs politiques pour engager les réformes structurelles nécessaires à la résolution de la crise. Quant à la récession qui sévit dans plusieurs pays de la zone euro depuis quelque temps déjà, elle devrait durer encore quelque mois, ce qui n'a rien de rassurant pour les partenaires commerciaux de ces pays.

Aux États-Unis, en raison de la menace du « précipice budgétaire », l'incertitude semble s'accroître, et cela amène les entreprises à réduire l'investissement et l'embauche. La croissance économique devrait donc rester faible pour les mois à venir chez nos voisins du sud. Afin de pallier cette situation, la Réserve fédérale américaine (la Fed) a procédé à une troisième campagne d'assouplissement quantitatif, au cours de laquelle, cette fois-ci, elle ne mettra pas de limite à la quantité d'obligations gouvernementales qu'elle rachètera. La Fed espère ainsi que maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau permettra de soutenir l'économie, en attendant que le gouvernement mette en place les mesures fiscales qui permettront de régler les problèmes de nature structurelle. Les chiffres de l'emploi continuent de s'améliorer, mais pas suffisamment pour faire baisser le taux de chômage jusqu'au niveau souhaité. Dans ce contexte, la Fed a convenu encore une fois de prolonger la période pendant laquelle elle souhaite garder son taux directeur au niveau actuel (soit 0,25 %) de la mi-2014 à la mi-2015.

Le Canada et le Québec

Au Canada, selon l'avis de plusieurs économistes, la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme modéré au cours des prochains trimestres malgré la réduction des dépenses gouvernementales (en raison de la lutte contre le déficit), le resserrement des conditions de crédit (en regard des nouvelles normes de crédit hypothécaire), la réduction des dépenses de consommation des ménages (qui font preuve de prudence vu le taux élevé d'endettement) et la détérioration des exportations nettes (compte tenu de la faiblesse des demandes américaine et mondiale). Devant les difficultés que connaît l'économie européenne et les incertitudes qui planent toujours sur l'économie américaine, la Banque du Canada, comme la Fed, continue à communiquer au marché le message que le taux directeur (actuellement à 1 %) ne montera pas dans un avenir proche. Compte tenu du contexte économique actuel, nous prévoyons que le dollar canadien variera au cours des prochains mois dans une fourchette allant de 0,95 \$ US à 1,08 \$ US, tandis que les taux d'intérêt sur les obligations du Canada 10 ans et 30 ans devraient osciller dans un intervalle ne dépassant pas 50 points de base à la hausse ou à la baisse.

Au Québec, on attend toujours une reprise des dépenses de consommation. Par ailleurs, la faiblesse de la conjoncture économique mondiale ainsi que la force du dollar canadien pèsent fortement sur les exportations, ce qui empêche le déficit commercial de se résorber. Enfin, le marché résidentiel semble stagner, ce qui constitue un facteur additionnel d'incertitude. Ainsi, la croissance du PIB du Québec au cours des prochains mois devrait être relativement faible.

LE MARCHÉ DE L'ÉPARGNE ET LE REER

Les bouleversements économiques des dernières années ont amené les Québécois à prendre de plus en plus conscience de la fragilité de l'emploi et du niveau élevé d'endettement des ménages, mais l'impact que cela devrait avoir sur l'épargne tarde encore à se concrétiser. En effet, un sondage réalisé au printemps 2012 par la firme SOM (et publié en septembre dernier par Question retraite, un organisme qui encourage les jeunes à commencer à épargner tôt), a révélé le manque d'intérêt des Québécois pour l'épargne, puisque 58 % d'entre eux affirment que l'épargne vient au second rang dans leurs priorités financières, après la satisfaction de leurs besoins de consommation.

Ce sondage a également révélé que les dettes de consommation sont souvent un frein à l'épargne. Or, une grande majorité de Québécois (87 %) ont des dettes, que ce soit une hypothèque (57 %), un emprunt sur une marge de crédit (42 %), un prêt auto (40 %), un solde impayé sur une carte de crédit (38 %), un prêt personnel (14 %) ou un prêt étudiant (7 %). Cela explique pourquoi le taux de contribution à un REER n'a été que de 62 % pour l'année d'imposition 2011, ce qui correspond à une baisse de 3 % par rapport à 2010, année où l'on avait observé une amélioration de trois points de pourcentage par rapport à 2009. Pour les jeunes, plusieurs éléments, dont l'âge, l'éloignement du moment de départ à la retraite et le niveau d'endettement, expliquent la raison pour laquelle le niveau d'épargne est encore plus faible; en effet, seulement 53 % des Québécois de 25 à 34 ans possèdent un REER, et, dans les trois quarts des cas, ce REER est inférieur à 20 000\$.

Dans ce contexte, la sensibilisation et l'incitation des Québécois à l'épargne, qui fait partie intégrante de la mission du Fonds, restent au cœur de nos priorités, et en particulier en ce qui a trait aux jeunes. Nous pensons à cet égard que la stratégie de communication que nous avons conçue tout spécialement pour eux, ainsi que l'implication de notre réseau de plus de 2 000 responsables locaux, notre rendement et les crédits d'impôts auxquels nos actions donnent droit, constituent des atouts qui permettront encore une fois, en 2012-2013, aux actions du Fonds de garder une position avantageuse parmi l'ensemble des produits d'épargne-retraite disponibles sur le marché.

PERSPECTIVES POUR LE FONDS

Pour le Fonds, les perspectives n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite du Fonds de solidarité FTQ. Notre gestion du risque se fait à l'intérieur d'un cadre qui tient compte de la nature de nos activités ainsi que des risques qu'il est raisonnable d'assumer en prenant en considération le rapport rendement-risque souhaité et les attentes de nos actionnaires. À cette fin, nous tablons sur une démarche structurée afin de déterminer, de mesurer et de contrôler les risques significatifs avec lesquels nous devons composer.

Note aux lecteurs : les quatre paragraphes suivants ainsi que les sections portant sur le risque de marché, le risque de crédit et de contrepartie et le risque de liquidité font partie intégrante des états financiers sur lesquels une opinion non modifiée a été exprimée dans un rapport des auditeurs indépendants émis le 21 décembre 2012.

Le Fonds gère l'ensemble de ses instruments financiers de façon intégrée et globale selon des normes établies dans la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* adoptée par le conseil d'administration. Cette politique vise les investissements en capital de développement et les autres investissements; elle fixe les objectifs, les balises et plusieurs limites qui permettent à la direction du Fonds de s'assurer que le profil rendement-risque visé est respecté. Le Fonds utilise des instruments financiers dérivés notamment pour préserver la valeur de ses actifs, faciliter la gestion de ses portefeuilles, modifier la répartition de ses actifs sans avoir à augmenter ou à réduire les sommes confiées aux spécialistes internes et externes et bonifier son rendement à l'intérieur des limites de risques allouées.

Au cours du semestre terminé le 30 novembre 2012, l'approche de gestion des risques a continué à évoluer, après que le Fonds eut entrepris, il y a un peu plus de deux ans, une démarche visant la mise en place d'un cadre de gestion intégrée des risques. Cette démarche a principalement pour objectif de doter la direction du Fonds d'une vision globale de l'ensemble des risques, pour lui permettre de s'assurer qu'ils sont tous gérés selon leur degré d'importance. La production d'un profil de risque intégré a permis la priorisation des principaux risques financiers et non financiers touchant le Fonds, avant et après la considération de l'efficacité des contrôles mis en place pour atténuer l'exposition du Fonds à ces risques. Une stratégie d'atténuation a été déterminée pour certains de ces risques, et des plans d'action ont été élaborés et déployés. De plus, le Fonds produit, sur une base trimestrielle, un tableau de bord portant sur les risques. Ce tableau de bord, intégré à son tableau de bord d'entreprise, permet à la direction de suivre l'évolution des risques en lien avec les objectifs d'affaires et les stratégies de l'organisation.

Par ailleurs, la démarche de gestion intégrée des risques visait aussi à améliorer la gouvernance, la vigie et la reddition de comptes à l'égard des risques. À cet effet, le conseil d'administration du Fonds a adopté en mai 2012 une nouvelle politique, la *Politique de gestion intégrée des risques*, qui établit les exigences du Fonds en cette matière, tout en précisant les responsabilités des principaux intervenants concernés. Cette nouvelle politique est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2012. Sa mise en œuvre a débuté au cours du semestre terminé le 30 novembre 2012 et se poursuivra au cours du semestre suivant.

Dans la poursuite de ses activités, le Fonds s'expose à différents risques, dont les principaux sont présentés ci-après.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché, inhérent à la participation du Fonds aux marchés financiers, correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des cours des instruments financiers cotés entraînent des pertes de valeur. De façon plus précise, ce risque varie en fonction de la conjoncture des marchés financiers et de certains paramètres de ces marchés, telle la volatilité, qui peuvent causer des fluctuations à la baisse de la valeur des actifs financiers du Fonds et ainsi avoir une incidence négative sur son bilan et ses résultats. Une conjoncture économique ou financière difficile peut donc avoir un impact défavorable sur la valeur de l'action du Fonds.

Le Fonds gère le risque de marché en répartissant ses actifs financiers en plusieurs catégories. Il s'engage également dans une diversité de secteurs d'activité économique (gouvernements et organismes gouvernementaux, institutions financières, investissements technologiques, secteurs manufacturier et primaire, services et tourisme, fonds régional ou local et immobilier) et géographique, dans la mesure permise par sa loi constitutive.

Les actifs financiers du Fonds sont surtout sensibles au cours des actions cotées et à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire (taux des obligations du Canada et écarts de crédit). Les actifs financiers du Fonds sont également sensibles à une variation des taux de change, mais, puisque la plupart des transactions du Fonds sont effectuées en dollars canadiens, l'exposition directe au risque de change est relativement faible. Par ailleurs, des mécanismes de protection, comme des contrats à terme sur devises, sont utilisés pour une bonne partie des autres investissements en devises.

Au cours de l'exercice 2009-2010, en réponse à l'appréciation significative du dollar canadien, le Fonds avait convenu de réduire graduellement, pendant les semestres suivants, de 100 % à 50 % la protection contre le risque de change de son portefeuille d'actions sectorielles. Le Fonds garde le cap sur l'atteinte de cet objectif malgré une pause dans la réduction du niveau de protection au cours des derniers semestres. Le ratio de couverture sur les actions sectorielles se situait à 52,5 % au 30 novembre 2012, soit au même niveau qu'au 31 mai 2012.

Pour ce qui est de la portion du portefeuille obligataire gérée à l'interne, il a été convenu en avril 2012 d'éliminer les opérations de couverture contre une hausse des taux d'intérêt au fur et à mesure que les marchés des taux offriraient une fenêtre d'action. Au cours du semestre, le niveau de couverture de cette portion du portefeuille a migré graduellement vers l'atteinte de cet objectif et il se situait à 7,9 % au 30 novembre 2012 comparativement à 16,5 % au 31 mai 2012.

Le Fonds fait des analyses de sensibilité et des simulations pour permettre à la haute direction d'être informée des niveaux significatifs d'exposition au risque de marché. Il utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition au risque de marché et de préserver la valeur de ses actifs. Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité pour chacune des trois catégories de risques de marché auxquelles sont exposés les actifs financiers du Fonds, soit les variations des taux d'intérêt, du cours des actions cotées et des taux de change. Ces analyses tiennent compte de l'effet des changements apportés au niveau de protections existantes visant à réduire l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

SENSIBILITÉ DES RÉSULTATS DU FONDS AU RISQUE DE MARCHÉ

(en millions de dollars)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Variation des taux d'intérêt du marché obligataire*		
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	(146)	(134)
Diminution de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	146	134
Variation du cours des actions cotées**		
Augmentation de 10 % du cours des actions cotées	223	215
Diminution de 10 % du cours des actions cotées	(223)	(215)
Variation des taux de change***		
Appréciation de 10 % du dollar canadien	(76)	(77)
Dépréciation de 10 % du dollar canadien	76	77

* Cette analyse est effectuée sur les obligations détenues par le Fonds présentées aux états financiers sous Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur taux d'intérêt visant la préservation des actifs.

** Cette analyse est effectuée sur les actions cotées détenues par le Fonds présentées aux états financiers sous Investissements en capital de développement et Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur indices boursiers.

*** Cette analyse est effectuée sur les titres libellés en devises détenus par le Fonds présentés aux états financiers sous Investissements en capital de développement et Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur devises.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille d'investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tiennent compte des conditions de marché, tels le taux de change, la croissance économique et les écarts de crédit, à la date de l'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet de l'une de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats. De plus, la juste valeur de certains instruments financiers, notamment les autres investissements et les titres cotés du portefeuille d'investissements en capital de développement, est déterminée en fonction d'informations de provenance externe et, par conséquent, aucune autre hypothèse raisonnablement possible ne peut être appliquée aux techniques d'évaluation. La direction a tout de même évalué la situation pour les prêts, obligations et avances, ainsi que pour les titres non cotés évalués selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, et établi que l'utilisation d'autres hypothèses possibles ne résulterait pas en de justes valeurs significativement différentes.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le Fonds est exposé au risque de crédit en raison, principalement, de ses investissements dans le domaine du capital de développement liés à sa mission, des investissements qui ne sont généralement pas garantis. En ce qui concerne les activités touchant les autres investissements, ce risque est généralement moindre, car les contreparties concernées présentent une solidité financière généralement supérieure (gouvernements, banques, etc.).

Le risque de crédit est lié à l'éventualité de subir une perte de valeur dans le cas où une entreprise partenaire (instruments financiers présentés sous Investissements en capital de développement), un émetteur ou une contrepartie à une transaction (instruments financiers présentés sous Autres investissements) n'honorerait pas ses engagements contractuels ou verrait sa situation financière se dégrader. Le Fonds gère ce risque grâce à divers moyens, notamment un processus de vérification diligente qui permet de veiller à ce que le niveau du risque de crédit soit acceptable.

Le Fonds assure une diversification de ses actifs grâce à la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*. Le respect de cette politique permet ainsi une gestion du risque de concentration lié à l'exposition à un émetteur ou à un groupe d'émetteurs présentant des caractéristiques communes (secteurs d'activité, cotes de crédit, etc.).

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

(juste valeur en pourcentage de l'actif net)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Poids des cinq plus importantes participations (Investissements en capital de développement)	20,2*	19,7*
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties (Autres investissements)	13,5**	13,8**

* La part attribuable à des participations qui ne constituent pas un risque de concentration élevé étant donné le grand nombre d'entreprises dans lesquelles celles-ci ont investi représentait 10,0 % au 30 novembre 2012 (9,7 % au 31 mai 2012).

** La part attribuable aux titres émis ou garantis par les gouvernements du Québec, de l'Ontario et du Canada représentait 12,3 % au 30 novembre 2012 (12,7 % au 31 mai 2012).

L'aperçu du portefeuille présenté précédemment fournit également des informations pertinentes quant à la concentration du risque de crédit et de contrepartie.

En ce qui a trait au portefeuille d'investissements en capital de développement, le Fonds approuve, sur une base annuelle, des cibles par secteur de l'économie, en lien avec sa structure interne. La détermination de ces cibles sectorielles se fait dans le cadre d'une gestion par enveloppe de risque. Il est à noter que le résultat réel peut toutefois différer des cibles sectorielles établies en fonction des occasions d'investissement qu'offre le marché. À partir d'un risque optimal que le Fonds définit pour l'ensemble de ce portefeuille en tenant compte de sa mission, la gestion par enveloppe de risque facilite un suivi et un contrôle plus efficaces du profil et de la répartition sectorielle du portefeuille par niveau de risque. De cette façon, l'adéquation rendement-risque de ce portefeuille se fait grâce à une répartition sectorielle des enveloppes de risque qui tient compte du niveau de risque plus élevé de nos investissements dans certains secteurs.

De façon régulière, le Fonds réévalue l'état de ses investissements en capital de développement afin de s'assurer de leur classement adéquat dans l'une des trois catégories suivantes : conformes aux critères internes, sous surveillance, en situation de redressement. Afin de faire face aux situations plus difficiles, un comité interne suit étroitement les dossiers qui présentent des risques de crédit accrus.

CLASSEMENT DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(juste valeur en millions de dollars)	30 novembre 2012	31 mai 2012
Conformes aux critères internes	4 759	4 562
Sous surveillance	331	334
En situation de redressement	15	23
	5 105	4 919

Dans le cas du portefeuille des autres investissements, la cote de crédit des émetteurs et des contreparties ainsi que le respect des limites d'exposition par emprunteur ou contrepartie contribuent à une saine gestion du risque de crédit et de contrepartie de ce portefeuille, et à la diversification des actifs. Ces critères sont établis en fonction des risques propres à chaque catégorie d'actifs, et atténuent les risques qu'un défaut de paiement influe de manière significative sur nos résultats. Au 30 novembre 2012, la cote de crédit moyenne pondérée des obligations était AA-, tout comme au 31 mai 2012.

CLASSEMENT DES OBLIGATIONS DU PORTEFEUILLE DES AUTRES INVESTISSEMENTS*

(juste valeur en millions de dollars)	30 novembre 2012	31 mai 2012
AAA	289	342
AA	747	801
A	882	796
BBB	207	211
Autres	1	4
	2 126	2 154

* Présenté selon l'échelle de notation Standard and Poor's.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Fonds doit faire quotidiennement des sorties d'argent – quand il rachète des actions détenues par des actionnaires, quand il débourse les sommes qu'il s'est engagé à investir dans des entreprises partenaires, quand il rembourse des billets à payer ou quand il paie des charges. Rappelons que le Fonds n'est tenu de racheter des actions que dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou de les acheter de gré à gré dans des situations exceptionnelles prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec.

Le Fonds doit être en mesure d'obtenir les liquidités nécessaires pour satisfaire à ses engagements, et le risque de liquidité est donc lié à la possibilité de subir une perte s'il n'est pas en mesure de les respecter. Dans certains cas, des titres achetés sur le marché peuvent faire l'objet de restrictions relativement à leur vente, ce qui peut diminuer d'autant la liquidité de ces actifs.

La loi constitutive du Fonds fait en sorte qu'une partie de ses actifs financiers peut être investie dans des titres négociables de marchés organisés, tels les marchés boursiers et obligataires, afin qu'il puisse obtenir facilement des liquidités. Par ailleurs, le Fonds dispose de marges de crédit bancaire qui lui accordent un accès supplémentaire à des liquidités.

Au 30 novembre 2012, le ratio d'actifs financiers liquides¹⁰, exprimé en pourcentage des actifs sous gestion, était de 52,5 % (51,5 % au 31 mai 2012), ce qui démontre, de l'avis de la direction, que le Fonds dispose des liquidités nécessaires pour faire face à toutes ses obligations et à tous ses engagements, même dans l'éventualité de scénarios qui lui seraient moins favorables.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est inhérent à toutes les activités du Fonds : c'est le risque de subir des pertes en raison de l'inadéquation ou de l'échec de certains processus ou systèmes mis en place, de facteurs humains ou d'événements externes. Ce risque comprend également le risque juridique. Depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel, il n'y a eu aucun changement significatif en ce qui concerne la gestion du risque opérationnel.

AUTRES RISQUES

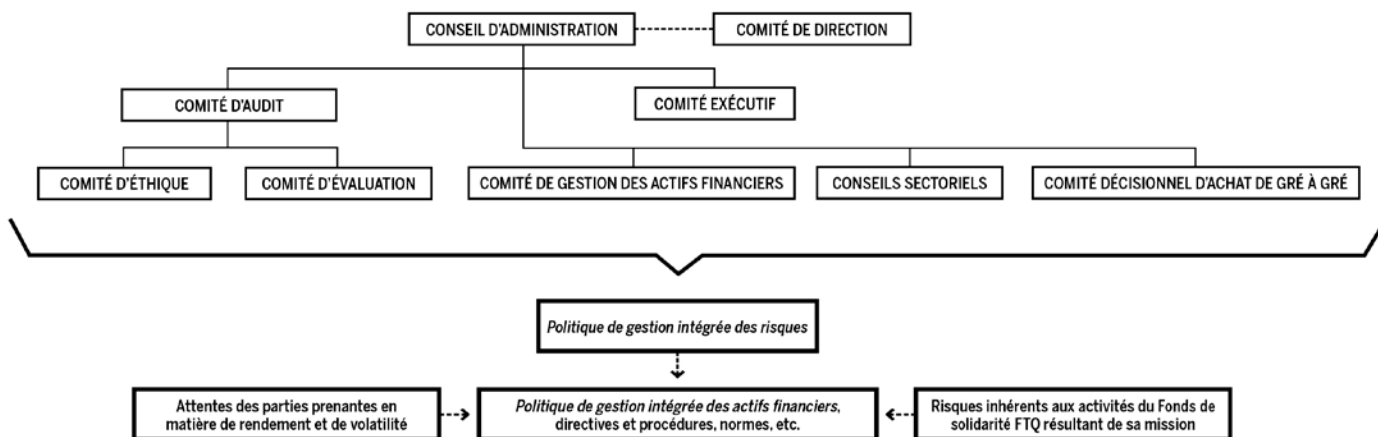
Le Fonds est également soumis à d'autres risques, tels le risque stratégique et le risque de réputation, qui peuvent aussi entraîner des incidences financières défavorables. Depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel, il n'y a eu aucun changement significatif en ce qui concerne la gestion de ces risques.

¹⁰ Les actifs financiers liquides sont les titres à revenu fixe (encaisse, obligations et titres du marché monétaire) ainsi que les actions cotées du portefeuille des autres investissements et certaines actions cotées du portefeuille d'investissements en capital de développement.

GOUVERNANCE

GOUVERNANCE DES RISQUES

La gestion générale des opérations du Fonds de solidarité FTQ est assurée par un comité de direction, composé du président-directeur général et de hauts dirigeants. La gouvernance des risques étant une composante essentielle de la gestion intégrée des actifs financiers, le Fonds s'est muni d'un cadre de gestion visant à assurer que l'application des stratégies de gestion et de contrôle des risques ainsi que les décisions opérationnelles qui en découlent tiennent compte du niveau du risque acceptable établi. Ce cadre de gestion se présente comme suit :



La structure de gouvernance du Fonds, sur le plan des risques, s'appuie sur un ensemble de politiques approuvées par le conseil d'administration. Le Fonds réévalue régulièrement ses politiques, normes, directives et procédures afin qu'elles intègrent les meilleures pratiques qui soient. Fait à noter, les fonctions de président du conseil d'administration du Fonds et de président-directeur général sont distinctes.

Les rôles et les responsabilités des principales instances du Fonds (conseil d'administration et autres comités), la *Politique de gestion intégrée des risques*, la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, ainsi que le cadre de gestion applicable au processus d'évaluation des investissements en capital de développement n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du dernier rapport de gestion annuel.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LES CONTRÔLES INTERNES

Depuis quelques années, le Fonds s'est doté d'un programme-cadre de conformité financière, communément nommé *Confor*. Bien qu'il ne soit pas assujéti à l'application du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, le Fonds a choisi de s'inspirer des principes édictés dans ce règlement, exprimant ainsi sa volonté de respecter les meilleures pratiques en matière de gouvernance financière.

La direction a pour responsabilité de concevoir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière, ainsi que des contrôles et des procédures de communication de l'information. Ces contrôles sont élaborés de façon à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Toutefois, étant donné ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas permettre de prévenir ou de déceler certaines inexactitudes en temps opportun. La direction doit évaluer périodiquement la conception et l'efficacité des contrôles. L'évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été réalisée à l'aide du cadre de référence COSO (Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway), un cadre reconnu en matière de gouvernance financière.

Au cours du semestre, aucun changement aux contrôles internes n'a été apporté qui aurait eu, ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ceux-ci.

RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT, AU COÛT

AU 30 NOVEMBRE 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des administrateurs du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit du relevé des investissements en capital de développement, au coût (le « relevé ») du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2012. Ce relevé a été préparé par la direction sur la base des dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, l'information financière présentée dans le relevé du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2012 a été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.



¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A105976

Montréal, le 21 décembre 2012

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
1988	Fonds de développement emploi-Montréal inc.	F		1 338		1 338	
	TransForce inc.	S	9 955			9 955	
1989	Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation	IT/M/P/S	302 799			302 799	
1990	Bestar inc.	M	1 499		798	2 297	
	Transat A.T. inc.	S	39 377			39 377	
1991	B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	S		750		750	
	• Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c.	I		28 975		28 975	
	• Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.	F		38 000		38 000	
1992	Polycor inc.	P			12 490	12 490	
1993	European Medical Ventures Fund S.C.A.	IT		68		68	
	• Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c.	I		25 000		25 000	
	Groupe Robert inc.	S		21 940	18 875	40 815	
	Le Devoir inc.	S		1 315		1 315	
	SSQ, Société d'assurance-vie inc.	S		29 413	66 100	95 513	
1994	Corporation Financière Brome inc.	S		2 991	3 100	6 091	
1995	Château M.T. inc.	S		2 610		2 610	
	• Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite	F		16 105		16 105	
	• Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite	F		18 985		18 985	
	• Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite	F		20 114		20 114	
	• Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite	F		12 587		12 587	
	• Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite	F		21 532		21 532	
	• Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite	F		21 524		21 524	
	• Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite	F		12 708		12 708	
	MethylGene inc.	IT	17 033			17 033	
	Mines Virginia inc.	P	1 712			1 712	
1996	• Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite	S		26 700		26 700	
	• Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite	F		13 160		13 160	
	• Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite	F		18 574		18 574	
	• Fonds régional de solidarité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite	F		12 573		12 573	
	• Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite	F		24 478		24 478	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
1996	Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite	F		30 478		30 478	
	Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite	F		24 976		24 976	
	Fonds régional de solidarité Saguenay - Lac-Saint-Jean, société en commandite	F		24 971		24 971	
	Groupe Solmax inc.	M		3 800	4 875	8 675	
	Mines Richmond inc.	P	9 219			9 219	
1997	Fonds de capital de risque GeneChem Technologies, s.e.c.	IT		6 439		6 439	
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.), société en commandite	I		1 657	52	1 709	
	Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite	F		12 000		12 000	
	GSM Capital Limited Partnership	IT		879		879	
	Mines Aurizon Itée	P	106			106	
1998	Cap sur mer inc.	M		1 807	102	1 909	
	Exploration Azimut inc.	P	654			654	
	Fonds régional de solidarité Centre-du-Québec, société en commandite	F		9 616		9 616	
	Niocan inc.	P	284			284	
	Société en commandite Manoir Richelieu	S		46 179	1 254	47 433	
	TS03 inc.	IT	6 503			6 503	
1999	Corporation minière Osisko	P	4 523		12 083	16 606	
	La Financière des entreprises culturelles (FIDEC), société en commandite	S		4 000		4 000	
2000	ARGO II : The Wireless-Internet Fund - Limited Partnership	IT		11 364		11 364	
	Atrium Innovations inc.	IT	37 769		25 000	62 769	
	Genopole 1er Jour S.A.	IT		136		136	
	Groupe HNZ inc.	S	24 633			24 633	
	GTI V, société en commandite	IT		8 059		8 059	
	Marketing Léger inc.	S		1 000	398	1 398	
	Société en commandite GeneChem Thérapeutique	IT		9 775		9 775	
2001	Fonds Bio-Innovation, société en commandite	IT		22 071		22 071	
	Investissement Premières Nations du Québec, société en commandite	F		2 000		2 000	
	Kruger Wayagamack inc.	M			12 137	12 137	
	Novacap II, société en commandite	S		8 260		8 260	
	Partenaires MidCap	S		447		447	
	SIDEX, société en commandite	P		15 000		15 000	
2002	FinTaxi, s.e.c.	S		12 800	47 200	60 000	
	Fonds immobilier de solidarité FTQ inc.	I		1	311 692	311 693	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2002	Junex inc.	P	304			304	
	Lumira Capital I Québec société en commandite	IT		6 552		6 552	
	Produits Intégrés Avior inc.	M		3 250	119	3 369	
	Thermetco inc.	M		900	337	1 237	
	Vimac Early Stage Fund L.P.	IT		9 659		9 659	
2003	Le Fonds Entrepia Nord, s.e.c.	IT		7 612		7 612	
	Mines de la Vallée de l'or Itée	P	437			437	
	Stella-Jones inc.	M	1 248		35 938	37 186	
	Tranzyme, inc.	IT	9 546			9 546	
	Vimac Milestone Medica Fund North L.P.	IT		5 550		5 550	
2004	4262280 Canada inc. (Transat A.T.)	S		4 647		4 647	
	Corporation Aurifère QMX	P	229		300	529	
	Fonds Brightspark II, s.e.c.	IT		1 191		1 191	
	Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	IT		8 982		8 982	
	Groupe Plafolift inc.	M		167	500	180	847
	Matamec Explorations inc.	P	154			154	
	Octasic inc.	IT		1 741	5 599		7 340
	Sciences de la vie Bioniche inc.	IT	8 338				8 338
	Trencap s.e.c.	S		198 516			198 516
	Vimac ESF Annex Fund L.P.	IT		1 030			1 030
2005	9053-2698 Québec inc.	M		1		1	
	A.M. Pappas Life Science Ventures III, LP	IT		10 583		10 583	
	Addenda Capital inc.	S		71 371		71 371	
	Camoplast Solideal inc.	M		39 551		39 551	
	Château Bonne Entente inc.	S		3 200	331		3 531
	• FIER Partenaires, société en commandite	F		22 828			22 828
	Fonds d'opportunités canadiennes HRS, s.e.c.	S		20 484			20 484
	Groupe C.N.P. inc.	M			241		241
	Groupe Canatal inc.	M			1 300		1 300
	Média Groupe inc.	S		2 000	2 042		4 042
	Metro inc.	S			74 948		74 948
	ProQuest Investments III, L.P.	IT		3 496			3 496
	RHO Fund Investors 2005, L.P.	IT		5 753			5 753
	SAIL Plein Air inc.	S		1 000	5 529		6 529
2006	6569293 Canada inc. (Maison des Futailles)	M		13 482	8 000		21 482
	9178-6590 Québec inc. (Excavation René-St-Pierre)	S		25			25
	Alaris Royalty Corp.	IT	1				1
	Boutique Linen Chest (Phase II) inc.	S			2 867		2 867
	Capital Financière Agricole inc.	S		2 366			2 366

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2006	Capital St-Laurent, s.e.c.	IT		11 259		11 259	
	Corporation développement Knowlton inc.	M		9 249	10 405	19 654	
	Corporation Financière L'Excellence Itée	S			100 000	100 000	
	Coveo Solutions inc.	IT		3 640		3 640	
	Distribution Acier Pointe-Claire inc.	M			2 807	2 807	
	Emerald Cleantech Fund II L.P.	IT		6 090		6 090	
	Entreprises SMD Itée	S		3 500	390	3 890	
	Équipements Comact inc.	M		428		428	
	Éthanol Greenfield inc.	M			60 000	60 000	
	Excavation René St-Pierre inc.	S			5 000	5 000	
	Exploration Dios inc.	P	184			184	
	FCPR Aerofund	S		9 406		9 406	
	Fiducie du Chantier de l'économie sociale	S			12 000	12 000	
	Fonds CTI sciences de la vie, s.e.c.	IT		2 829		2 829	
	Fonds ID s.e.c.	IT		9 324		9 324	
	Fonds Propulsion III s.e.c.	IT		5 444		5 444	
	Gestion Rivière du Diable inc.	S		2 841	750	3 591	
	Groupe CVTech inc.	S	19 985		4 004	23 989	
	J.L. Albright IV Venture Fund L.P.	IT		3 611		3 611	
	Métal Perreault inc.	M		300	338	150	788
	Ressources Cartier inc.	P	768				768
	• Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.	IT		18 750			18 750
• Soccrent 2006, société en commandite	F		11 380	6 400		17 780	
Société en commandite Agechem	IT		16 742			16 742	
Sonaca S.A.	M			3 950		3 950	
VantagePoint Venture Partners 2006 (Q), L.P.	IT		15 906			15 906	
2007	6705341 Canada inc. (North Country Slate)	P		90		658	748
	Envivio, inc.	IT	5 751				5 751
	Exploration Midland inc.	P	486				486
	Fonds d'acquisition de Montréal, société en commandite	S		5 000			5 000
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.) II, société en commandite	I		990			990
	Fonds d'investissement iNovia II, société en commandite	IT		3 392			3 392
	GO capital, s.e.c.	IT		1 288			1 288
	Groupe Bikini Village inc.	S			1 425		1 425
	Investissement (12348) s.e.n.c. (Cellfish Media)	IT		11 785			11 785
	Les Industries Spectra Premium inc.	M		10 000	6 169		16 169
	MMV Financial inc.	S		5 685			5 685
	Nexsan Corporation	IT		8 687			8 687

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2007	Novacap Industries III, s.e.c.	M		15 821		15 821		
	Novacap Technologies III, s.e.c.	IT		10 653		10 653		
	Partenaires Médias Remstar, s.e.c.	S		2 000		2 000		
	ProQuest Investments IV, L.P.	IT		6 064		6 064		
	• Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite	P		150 000		150 000		
	Thallion pharmaceutiques inc.	IT	8 275			8 275		
	Vertex III (C.I.) Fund, L.P.	IT		8 806		8 806		
	Victhom Bionique Humaine inc.	IT	5 005			5 005		
2008	147755 Canada inc. (Groupe B.M.R.)	S			11 300	11 300		
	9185-1337 Québec inc.	M		1 500	1 250	2 750		
	Administration LVER inc.	S			10 633	10 633		
	Alimentation Coop Port-Cartier	S			192	192		
	• BDR Capital s.e.c.	IT		76 536		76 536		
	Cogeco Câble inc.	IT			100 000	100 000		
	Dalkotech inc.	M		5 400	780	6 180		
	Donner Metals Ltd	P	260			260		
	Exploration NQ inc.	P	145		125	270		
	Fonds soutien Montréal parallèle, s.e.c.	IT		2 000		2 000		
	G.D.G. Environnement Itée	S		2 500		2 500		
	Gestion ACCEO inc.	IT		22 870	8 000	30 870		
	Gestion TFI inc.	S			125 000	125 000		
	GLV inc.	M	32 061		25 000	57 061		
	Groupe AGF inc.	M			10 500	10 500		
	Groupe Gecko Alliance inc.	IT			5 000	5 000		
	HR Stratégies inc.	S		100		100		
	Mango Industrie du cuivre inc.	M		15 500	102	2 000	17 602	6 898
	Ontario Venture Capital Fund LP	IT		450		450		
	Placements Montrusco Bolton inc.	S		20 127		20 127		
	Rho Ventures VI L.P.	IT		17 230		17 230		
Sonaca Montréal inc.	M			5 000	5 000			
VantagePoint Cleantech Partners II, L.P.	IT		15 102		15 102			
2009	5N Plus inc.	M	14 166			14 166		
	A.M. Pappas Life Science Ventures IV, LP	IT		9 856		9 856		
	ADS inc.	M		3 600		3 600		
	Axtel SARL	S		1	811	812		
	Champlain Capital Partners, L.P.	S		7 197		7 197		
	Corporation Nuvolt inc.	M			196	196		
	CT-Paiement inc.	IT		3 000	300	200	3 500	
	FCPR Aerofund II	S		8 850		8 850		
	Fonds Cycle Capital I, s.e.c.	S		16 382		16 382		

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2009	Fonds d'acquisition québécois, société en commandite	S	5 000			5 000		
	Gestion hôtelière REVPAR inc.	S			207	207		
	Gestion Juste pour Rire inc.	S			3 500	3 500		
	Holding Smardt inc.	M		12 121	5 000	17 121		
	Les Viandes Laroche inc.	M		2 000		2 000		
	Meca Dev s.a.s.	M		21 502	10 227	31 729		
	Média Cinéflix inc.	S			11 250	11 250		
	Medicago inc.	IT	5 099			5 099		
	Premier Tech Itée	P			36 563	36 563		
	Shermag inc.	M			3 867	3 867		
	Société d'exploration minière Vior inc.	P	132			132		
	Société en commandite Groupe CH	S		40 000		40 000	7 510	
	Teraxion inc.	S		6 167		6 167		
	Transcontinental inc.	M			100 000	100 000		
• VC, société en commandite	I		112 537		112 537			
Yellow Média inc.	S			20 000	20 000			
2010	9220-2324 Québec inc. (Groupe C.N.P.)	M	2 500			2 500		
	Cactus Commerce inc.	IT			389	389		
	Dalkotech International inc.	M		1		1		
	Focus Graphite inc.	P	83			83		
	Foliot Management inc.	M		7 000	2 000	9 000		
	Fonds d'investissement Réal, s.e.c.	IT		3 536		3 536		
	Fortress Paper Ltd	M	7 000		25 000	32 000		
	Glendyne inc.	P		840		840		
	Groupe Technosub inc.	S		3 625		3 625		
	IPL inc.	M		15 000	45 000	60 000		
	Janod Itée	S		6 000	3 425	2 000	11 425	1 500
	Les Diamants Stornoway (Canada) inc.	P	1 041		14 700		15 741	
	Logibec Groupe Informatique Itée	IT			30 000		30 000	
	Nemaska Lithium inc.	P	260				260	
	Radialpoint Safecare inc.	IT		1	17 096		17 097	
	Ressources Géoméga inc.	P	555				555	
	Ressources Pershimco inc.	P	145				145	
	Royal Nickel Corp.	P	300				300	
	Saladexpress inc.	M		8 217			8 217	
	Scierie Dion & Fils inc.	M			3 250		3 250	
	Serdy Média inc.	S		2 500	1 333		3 833	
SSQ, Société d'assurances générales inc.	S			15 000		15 000		
Twist, société en commandite	S		5 250			5 250		
Xmet inc.	P	250				250		

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2011	Abitibi Royalties inc.	P	8			8	
	Acquisio inc.	IT		4 429		4 429	
	AmorChem, société en commandite	IT		1 634		1 634	
	Bombardier inc.	M	25 000		21 196	46 196	
	Cogeco inc.	IT			25 000	25 000	
	Corporation Aurifère Aurvista	P	300			300	
	Divertissement 7G inc.	IT		6 006		5 467	11 473
	Fonds Alpha+ Montrusco Bolton	S		20 000			20 000
	Fonds Capital Culture Québec, société en commandite	S		10 000			10 000
	Fonds d'amorçage Cycle-C3E, s.e.c.	IT		1 856			1 856
	Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA), s.e.c.	S		1 667			1 667
	Fonds Relève Québec, s.e.c.	S		1 100			1 100
	Fonds stratégique à rendement absolu HRS s.e.c.	S		50 000			50 000
	Groupe Colabor inc.	S			15 000		15 000
	Groupe Crête division St-Faustin inc.	M				1 933	1 933
	Groupe Meloche inc.	M		3 000			3 000
	Groupe TMX Limitée	S	97 600				97 600
	Groupe Tolgeco inc.	S			2 500		2 500
	JV Driver Corporation inc.	S			16 000		16 000
	Les Chantiers de Chibougamau Itée	M			4 250		4 250
	Les Investissements Nolinor inc.	S			2 125		2 125
	Magnus Poirier inc.	S			425		425
	Milestone Pharmaceutiques inc.	IT		2 868			2 868
	Nunavik Nickel Mines Ltd	P	14				14
Ressources Monarques inc.	P	305				305	
Ressources Sirios inc.	P	138				138	
Rona inc.	S	39 985				39 985	
Scandinave Spa in Whistler inc.	S		1 950			1 950	
SSQ, Société d'assurance inc.	S		270 000			270 000	
2012	9187-8850 Québec inc. (Forage Boréal)	P			2 450	2 450	
	9259-0454 Québec inc. (Groupe MBI)	M		18 565		18 565	
	9262-2059 Québec inc. (Casavant Frères)	M		2 000		2 000	
	9266-4382 Québec inc. (Loisirs Fletcher)	M			2 500	2 500	
	9267-6022 Québec inc.	IT		1 604		1 604	
	Abipa Canada inc.	M		9 800		9 800	
	Agritibi R.H. inc.	S			600	600	
	Erfa Canada 2012 inc.	S		3 125		3 125	
	Exploration Khalkos inc.	P	13				13
	Fempro I inc.	M			3 725		3 725

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 30 NOVEMBRE 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2012	Finloc inc.	S			6 101	6 101		
	Fonds de solidarité FTQ Investissements croissance I, s.e.c.	S	3 333			3 333		
	Fonds de solidarité FTQ Investissements technologiques I, s.e.c.	IT	2 000			2 000		
	Germain Larivière inc.	S			1 700	1 700		
	Gestion SMS inc.	M	1			1		
	Gestion Steelhead inc.	S	1	1		2		
	Groupe PCM inc.	M			500	500		
	Groupe QuébéComm inc.	S	3 000			3 000		
	Innovation Thrasos inc.	S	2 012			2 012		
	La Coop fédérée	M	50 000			50 000		
	Les Bois de plancher P.G. inc.	M	2 000			2 000		
	Les Industries Touch inc.	S			800	800		
	Lumira Capital II, société en commandite	IT	428			428		
	Maetta Sciences inc.	M	2 438			2 438		
	Maibec inc.	M			2 500	2 500		
	Mine Barlow inc.	P	200			200		
	Société en commandite Free 2 Play	S	5 000			5 000		
	Sojag inc.	S			4 750	4 750		
	Supermétal Structures inc.	M	3 618			3 618		
	16 commandités de sociétés en commandite	S	2	1		3		
Total			741 637	2 411 687	1 630 765	13 788	4 797 877	15 908

- La liste des investissements effectués par ces fonds spécialisés est présentée au Répertoire non audité de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût.

Ce relevé des investissements en capital de développement au coût total de 4 797 877 000 \$ fournit le détail par société des sommes investies par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers du Fonds au 30 novembre 2012. De plus, ce relevé présente les garanties et cautionnements octroyés par le Fonds.

Légende

F: Fonds régional ou local
 I: Immobilier
 M: Manufacturier
 P: Primaire
 S: Services et tourisme
 IT: Investissements technologiques

**RELEVÉ
DES AUTRES
INVESTISSEMENTS
(NON AUDITÉ)**

AU 30 NOVEMBRE 2012

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Acciona SA	6 634	718	407
Advantage Oil & Gas Ltd	54 500	306	180
Aeon Co. Ltd	68 200	941	756
AES Corp.	170 659	2 410	1 785
AGL Energy Ltd	149 049	2 084	2 217
Agnico-Eagle Mines Ltd	90 800	3 965	5 026
Agrium inc.	88 160	5 983	8 933
Air Liquide SA	38 801	4 100	4 708
Air Products & Chemicals inc.	26 200	2 105	2 044
Air Water inc.	20 000	257	248
Airgas inc.	8 000	454	664
Ajinomoto Co. inc.	73 000	868	1 034
Aker Solutions ASA	14 295	201	267
Akzo Nobel NV	29 431	1 683	1 671
Alacer Gold Corp.	98 500	813	443
Alamos Gold inc.	52 000	728	969
Albemarle Corp.	11 500	723	680
Alcoa inc.	131 100	2 008	1 094
Allegheny Technologies inc.	13 700	777	354
Alliant Energy Corp.	30 000	1 130	1 327
AltaGas Ltd	34 716	916	1 195
Alumina Ltd	331 957	612	325
Amcor Ltd	148 523	916	1 213
AMEC plc	25 749	405	428
Ameren Corp.	66 700	2 241	1 985
American Electric Power Co. inc.	131 800	5 071	5 556
American Water Works Co. inc.	48 500	1 300	1 730
Anadarko Petroleum Corp.	40 000	2 490	2 901
Anglo American plc	172 934	6 797	4 770
Anheuser-Busch InBev NV	86 023	4 738	7 490
Antofagasta plc	48 353	752	991
APA Group	220 968	1 162	1 269
Apache Corp.	31 300	3 022	2 389
ARC Resources Ltd	102 000	2 230	2 525
ArcelorMittal	115 741	3 452	1 747
Archer-Daniels-Midland Co.	69 900	2 295	1 843
Argonaut Gold inc.	40 200	344	386
Arkema	8 081	735	821
Aryzta AG	8 904	373	444
Asahi Breweries Ltd	43 700	830	974
Asahi Kasei Corp.	155 000	918	876
Associated British Foods plc	40 333	729	948
AT&T inc.	1 432 994	46 293	48 626
Athabasca Oil Corp.	103 600	1 387	1 148
AuRico Gold inc.	122 281	1 025	957
Avon Products inc.	49 000	1 426	667
B2Gold Corp.	153 300	535	529
Baker Hughes inc.	34 947	1 884	1 494
Ball Corp.	18 000	525	796
Bankers Petroleum Ltd	1 425 000	5 068	3 747
Banque Laurentienne du Canada	2 339 697	78 966	104 935
Banro Corporation	345 500	1 652	1 137

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Barrick Gold Corp.	545 164	22 682	18 689
Barry Callebaut AG-REG	172	160	172
BASF SE	114 461	7 313	10 177
Baytex Energy Corp.	40 000	1 565	1 758
Beam inc.	16 058	790	834
Beiersdorf AG	11 424	772	890
Belgacom SA	36 326	1 497	1 060
Belo Sun Mining Corporation	372 800	500	623
Bezeq Israeli Telecommunication Corp. Ltd	458 245	1 024	560
BG Group plc	276 266	5 321	4 704
BHP Billiton Ltd	402 040	13 423	14 312
BHP Billiton plc	263 099	7 566	8 218
Birchcliff Energy Ltd	81 400	619	636
BlackPearl Resources inc.	87 800	333	275
Boliden AB	35 904	471	630
Bonavista Energy Corp.	49 200	1 098	806
Bonterra Energy Corp.	5 100	283	223
Boral Ltd	102 877	474	428
Border Petroleum Corp.	9 331 500	1 763	1 120
BP plc	1 545 121	13 542	10 615
Brown-Forman Corp.	13 850	622	959
BT Group plc	1 961 163	6 925	7 287
Bunge Ltd	16 435	1 164	1 176
Cabot Oil & Gas Corp.	16 500	651	768
CALBEE inc.	1 500	122	121
Calfrac Well Services Ltd	10 700	269	248
Calpine Corp.	81 100	1 154	1 375
Caltex Australia Ltd	11 013	145	205
Cameco Corp.	131 500	2 878	2 376
Cameron International Corp.	19 500	778	1 040
Campbell Soup Co.	21 600	797	785
Canadian Energy Services & Technology Corp.	213 800	1 997	2 288
Canadian Natural Resources Ltd	517 660	16 562	14 650
Canadian Oil Sands Ltd	149 900	3 833	3 022
Canexus Corp.	52 500	379	414
Canfor Corp.	37 200	398	547
Capstone Mining Corp.	725 000	2 076	1 617
Carlsberg AS, classe B	12 085	1 050	1 169
Carrefour SA	65 009	2 701	1 595
Casino Guichard Perrachon SA	5 676	537	512
Castle Resources inc.	1 308 800	1 044	262
Cathedral Energy Services Ltd	109 400	791	574
CCL Industries inc., classe B	11 000	349	400
Celanese Corp.	20 300	775	822
Celtic Exploration Ltd	29 100	451	757
Cenovus Energy inc.	402 250	12 744	13 327
CenterPoint Energy inc.	111 500	1 879	2 173
Centerra Gold inc.	68 800	961	610
Centrica plc	1 411 841	7 137	7 318
CenturyLink inc.	155 207	5 823	5 922
CF Industries Holdings inc.	7 700	1 011	1 630
Chesapeake Energy Corp.	52 400	1 428	887

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd	136 000	601	821
Chevron Corp.	159 110	14 075	16 689
China Gold International Resources Corp. Ltd	104 900	490	410
Chubu Electric Power Co. inc.	177 100	4 216	2 376
Chugoku Electric Power Co. inc.	82 300	1 704	1 178
Church & Dwight Co. inc.	15 800	600	803
Cie Générale de Géophysique-Veritas	13 521	548	410
Cimarex Energy Co.	6 600	352	393
Cliffs Natural Resources inc.	18 359	1 197	524
Clorox Co.	12 900	864	974
CLP Holdings Ltd	488 000	3 924	4 238
CMS Energy Corp.	70 500	1 697	1 701
Cobalt International Energy inc.	16 100	454	373
Coca-Cola Amatil Ltd	64 634	652	918
Coca-Cola Co.	435 700	13 585	16 338
Coca-Cola Enterprises inc.	30 900	780	946
Coca-Cola Hellenic Bottling Co. SA	23 084	622	520
Coca-Cola West Co. Ltd	5 400	128	83
Colgate-Palmolive Co.	50 706	4 371	5 439
Colossus Minerals inc.	996 279	5 242	4 157
Colruyt SA	7 649	368	350
ConAgra Foods inc.	42 900	1 048	1 271
Concho Resources inc.	8 400	738	661
ConocoPhillips	93 778	4 919	5 296
Consolidated Edison inc.	79 200	4 027	4 368
Constellation Brands inc.	15 900	397	565
Contact Energy Ltd	95 581	457	415
Continental Resources inc.	3 700	237	251
Copper Mountain Mining Corp.	41 900	170	156
Core Laboratories NV	4 100	543	404
Corporation minière Osisko	168 100	1 676	1 346
Cosmo Oil Co. Ltd	48 000	166	92
Costco Wholesale Corp.	46 200	3 356	4 759
Crescent Point Energy Corp.	138 600	5 178	5 381
Crew Energy inc.	39 900	442	269
CRH plc	89 195	2 134	1 623
Croda International plc	17 635	631	668
Crown Castle International Corp.	73 089	2 964	4 631
Crown Holdings inc.	19 300	564	681
CVS Caremark Corp.	136 200	5 217	6 279
Daicel Chemical Industries Ltd	40 000	260	241
Daido Steel Co. Ltd	39 000	196	167
Danone	61 826	3 948	3 896
DE Master Blenders 1753 NV	67 065	749	767
DeeThree Exploration Ltd	103 700	557	639
Delhaize Group SA	10 196	799	374
Denbury Resources inc.	30 400	557	464
Denison Mines Corp.	103 500	245	114
Denki Kagaku Kogyo KK	65 000	249	209
Detour Gold Corp.	48 900	1 080	1 199
Deutsche Telekom AG	699 519	10 417	7 655
Devon Energy Corp.	30 600	2 258	1 571

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Diageo plc	268 522	5 764	7 938
Diamond Offshore Drilling inc.	5 400	520	369
Distribuidora Internacional	70 267	483	431
Dominion Resources inc.	155 700	6 985	7 855
Dow Chemical Co.	149 000	4 622	4 455
Dr Pepper Snapple Group inc.	23 903	773	1 059
DTE Energy Co.	46 700	2 268	2 797
Duke Energy Corp.	191 933	11 224	12 120
Dundee Precious Metals inc.	99 100	919	831
E.ON AG	490 995	17 959	8 795
Eastman Chemical Co.	18 800	689	1 129
Ecolab inc.	36 300	1 963	2 588
EDF SA	66 274	4 073	1 209
Edison International	83 700	3 467	3 762
EDP - Energias de Portugal SA	512 616	2 037	1 289
El du Pont de Nemours & Co.	115 700	5 267	4 958
Eldorado Gold Corp.	309 325	3 921	4 436
Electric Power Development Co. Ltd	32 200	1 112	809
Elisa OYJ	33 658	757	710
Ems-Chemie Holding AG-REG	948	222	222
Enagas SA	49 117	1 220	981
Enbridge inc.	265 000	8 051	10 597
Enbridge Income Fund Holdings inc.	10 300	237	237
Encana Corp.	303 250	7 770	6 557
Endeavour Silver Corp.	37 100	324	316
Enel Green Power SPA	475 783	1 048	805
Enel SPA	1 792 073	10 848	6 742
Enerflex Ltd	25 600	321	282
Energen Corp.	6 400	332	281
Energizer Holdings inc.	7 500	560	562
Enerplus Corp.	65 379	1 637	868
ENI SPA	206 841	5 312	4 853
Ensco plc, classe A	18 400	1 042	1 059
Ensign Energy Services inc.	41 800	611	596
Entergy Corp.	48 600	4 062	3 053
EOG Resources inc.	22 000	2 089	2 559
EQT Corp.	12 750	590	756
Estee Lauder Companies inc.	24 900	785	1 433
Eurasian Natural Resources Corp. plc	33 321	493	143
Evraz plc	45 897	217	171
Exelon Corp.	232 267	11 951	6 972
Exxon Mobil Corp.	374 146	29 295	32 732
FamilyMart Co. Ltd	6 800	261	299
First Majestic Silver Corp.	91 800	1 767	2 098
First Quantum Minerals Ltd	305 300	5 453	6 222
FirstEnergy Corp.	113 213	5 762	4 746
Fletcher Building Ltd	82 561	502	533
FMC Corp.	16 800	594	921
FMC Technologies inc.	18 900	578	697
Fortescue Metals Group Ltd	181 148	799	730
Fortum OYJ	122 084	3 506	2 178
Fortuna Silver Mines inc.	53 900	290	246

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
France Telecom SA	462 614	11 026	4 864
Franco-Nevada Corp.	62 900	2 406	3 508
Freehold Royalties Ltd	15 700	272	331
Freeport-McMoRan Copper & Gold inc.	118 008	4 485	4 566
Fresnillo plc	21 829	370	689
FRM Diversified II Fund SPC	539 053	68 464	64 221
Frontier Communications Corp.	238 530	1 923	1 130
Fugro NV	5 732	328	341
Gabriel Resources Ltd	90 700	430	222
Galp Energia SGPS, SA	23 031	372	349
GAM Global Rates Fund	10 300 000	10 005	10 696
Gas Natural SDG, SA	95 806	1 809	1 467
GDF Suez	347 838	12 779	7 772
General Mills inc.	69 100	2 439	2 807
Gibson Energy inc.	33 400	712	757
Givaudan SA	1 020	914	1 011
Goldcorp inc.	462 800	18 332	17 790
Golden Agri-Resources Ltd	713 888	430	383
Green Mountain Coffee Roasters inc.	13 200	1 044	480
Harry Winston Diamond Corp.	34 700	468	489
Hathersage LTCP Fund	10 300 000	10 005	8 100
HeidelbergCement AG	17 220	968	930
Heineken Holding NV	11 496	563	618
Heineken NV	24 407	1 255	1 599
Helmerich & Payne inc.	8 200	420	425
Henkel AG & Co. KGaA	33 556	1 762	2 562
Herbalife Ltd	11 500	638	525
Hershey Co.	17 500	860	1 264
Hess Corp.	24 400	1 520	1 202
Hitachi Chemical Co. Ltd	14 300	289	203
Hitachi Metals Ltd	22 000	257	162
HJ Heinz Co.	34 000	1 697	1 976
HKT Trust and HKT Ltd	582 000	550	559
Hokkaido Electric Power Co. inc.	47 100	1 059	461
Hokuriku Electric Power Co.	43 900	1 040	482
Holcim Ltd	28 324	1 950	1 901
HollyFrontier Corp.	16 278	542	725
Hong Kong & China Gas Co. Ltd	1 409 160	2 932	3 784
Hormel Foods Corp.	16 600	378	509
HRS Holding Ltd	223 714	52 825	48 250
HudBay Minerals inc.	85 400	874	817
Husky Energy inc.	98 000	2 561	2 721
I.L.F. Ltd, série 01 2008, classe B	925	927	514
IAMGOLD Corp.	163 218	2 076	1 913
Iberdrola SA	1 080 544	8 970	5 305
Idemitsu Kosan Co. Ltd	1 400	141	114
Iliad SA	5 711	619	1 004
Iluka Resources Ltd	54 356	866	463
Imerys SA	4 606	285	271
Imperial Oil Ltd	84 600	3 471	3 576
Incitec Pivot Ltd	197 926	738	644
Inmarsat plc	106 900	1 145	1 000

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Inmet Mining Corp.	30 700	1 675	2 079
Inpex Corp.	173	1 094	919
Integrus Energy Group inc.	21 200	1 062	1 114
Inter Pipeline Fund, classe A	90 000	1 327	2 024
International Flavors & Fragrances inc.	9 900	488	635
International Forest Products Ltd, classe A	1 200	6	9
International Paper Co.	51 400	1 434	1 888
Israel Chemicals Ltd	59 278	690	726
Israel Corporation Ltd	323	227	221
Ivanhoe Mines Ltd	152 055	1 939	1 119
J Sainsbury plc	138 892	854	755
James Hardie Industries	57 516	413	539
Japan Petroleum Exploration Co.	2 300	151	80
Jeronimo Martins SGPS, SA	22 180	255	411
JFE Holdings inc.	60 200	1 758	923
JM Smucker Co.	11 554	714	1 008
Johnson Matthey plc	25 109	744	959
JSR Corp.	24 000	495	439
JX Holdings inc.	177 400	1 098	936
K+S AG	21 106	1 266	951
Kaneka Corp.	38 000	301	189
Kansai Electric Power Co. inc.	206 800	4 665	1 945
Kansai Paint Co. Ltd	30 000	265	318
Kao Corp.	55 700	1 617	1 518
Kazakhmys plc	24 554	458	279
KDDI Corp.	67 100	4 481	4 922
Kellogg Co.	26 500	1 420	1 455
Kerry Group plc	16 899	604	875
Kesko OYJ	6 088	252	191
Keyera Corp.	59 618	1 879	2 834
Kikkoman Corp.	18 000	214	252
Kimberly-Clark Corp.	42 200	2 996	3 583
Kinder Morgan inc.	51 290	1 676	1 727
Kinder Morgan Management LLC	7 951	392	594
Kinross Gold Corp.	494 252	6 591	4 957
Kirin Holdings Co. Ltd	91 000	1 309	1 107
Kirkland Lake Gold inc.	26 800	390	231
Kobe Steel Ltd	338 000	806	309
Koninklijke Ahold NV	106 462	1 371	1 341
Koninklijke DSM NV	18 946	861	1 083
Koninklijke KPN NV	240 547	3 878	1 351
Kraft Foods inc.	59 786	2 613	2 614
Kroger Co.	54 700	1 371	1 420
Krom River Fund	9 746 152	9 939	9 149
Kuraray Co. Ltd	41 600	518	509
Kyushu Electric Power Co. inc.	114 200	2 485	1 061
Labrador Iron Ore Royalty Corp.	27 800	797	821
Lafarge SA	22 996	1 599	1 326
Lake Shore Gold Corp.	172 700	384	119
Lanxess AG	10 182	695	880
Lawson inc.	6 900	360	463
Legacy Oil + Gas inc.	42 200	483	294

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Level 3 Communications inc.	36 448	809	677
Linde AG	22 994	3 080	3 950
Lindt & Spruengli AG-PC	96	294	298
Lindt & Spruengli AG-REG	12	342	449
L'Oreal SA	25 744	2 918	3 471
Lundin Mining Corp.	697 890	3 102	3 552
Lundin Petroleum AB	19 492	477	457
LyondellBasell Industries NV	39 100	1 489	1 892
Major Drilling Group International	34 000	428	311
Marathon Oil Corp.	56 100	1 478	1 715
Marathon Petroleum Corp.	27 078	895	1 590
Market Vectors Gold Miners ETF	10 800	516	509
Markham Rae I Fund, classe B	4 309 016	4 249	4 148
Markham Rae I Fund, classe C	5 845 559	5 765	5 600
Martin Marietta Materials inc.	5 900	549	528
Maruichi Steel Tube Ltd	5 200	139	111
McCormick & Co. inc.	13 600	623	869
MDU Resources Group inc.	48 100	1 183	899
Mead Johnson Nutrition Co.	21 567	1 142	1 454
MeadWestvaco Corp.	21 100	500	645
MEG Energy Corp.	40 100	1 762	1 434
MEIJI Holdings Co. Ltd	7 100	321	313
Metcash Ltd	99 643	384	351
Methanex Corp.	40 800	997	1 225
Metro AG	13 106	841	364
MetroPCS Communications inc.	77 166	929	813
Millicom International Cellular SA	15 708	1 485	1 338
Mines Aurizon Itée	70 700	370	255
Mitsubishi Chemical Holdings Corp.	175 500	1 014	759
Mitsubishi Gas Chemical Co. inc.	52 000	373	304
Mitsubishi Materials Corp.	145 000	532	409
Mitsui Chemicals inc.	116 000	447	258
Molson Coors Brewing Co.	16 900	813	689
Mondelez International inc., classe A	180 268	5 733	4 634
Monster Beverage Corp.	16 990	856	874
Mosaic Co.	38 266	2 238	2 049
Mullen Group Ltd	27 000	487	574
Murphy Oil Corp.	15 600	1 018	876
Nabors Industries Ltd	22 500	577	314
National Grid plc	987 285	10 277	11 073
National Oilwell Varco inc.	34 063	1 867	2 306
Neste Oil OYJ	10 225	305	130
Nestlé SA	346 128	18 053	22 491
Nevada Copper Corp.	1 219 000	4 493	4 023
Nevsun Resources Ltd	86 600	415	346
New Gold inc.	200 500	1 555	2 111
Newcrest Mining Ltd	94 844	2 889	2 507
Newfield Exploration Co.	11 700	563	253
Newmont Mining Corp.	61 600	3 254	2 872
Newstrike Capital inc.	374 500	1 138	745
Nexen inc.	176 000	3 394	4 256
NextEra Energy inc.	108 871	6 300	7 411

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Niko Resources Ltd	15 220	840	126
Nippon Meat Packers inc.	17 000	227	251
Nippon Paper Group inc.	13 200	428	160
Nippon Steel Corp.	941 000	2 875	2 142
Nippon Telegraph & Telephone Corp.	108 900	5 150	4 834
NiSource inc.	78 100	1 568	1 863
Nisshin Seifun Group inc.	18 500	212	235
Nissin Foods Holdings Co. Ltd	5 600	200	219
Nitto Denko Corp.	20 300	880	1 050
Noble Corp.	21 400	838	728
Noble Energy inc.	14 100	1 060	1 362
Norsk Hydro ASA	121 890	812	581
Northeast Utilities	86 077	2 603	3 297
Novagold Resources inc.	97 000	696	428
Novozymes AS, classe B	29 836	674	811
NRG Energy inc.	62 800	1 792	1 265
NTT DoCoMo inc.	3 809	6 428	5 450
Nucor Corp.	39 200	1 761	1 593
NuWave Fund	10 300 000	10 005	9 492
Occidental Petroleum Corp.	65 800	5 187	4 902
OceanaGold Corp.	113 100	345	374
Oceaneering International inc.	9 100	476	477
Oest Elektrizitaets Wirtschafts	19 247	987	439
OGE Energy Corp.	26 400	1 498	1 496
OJI Paper Co. Ltd	108 000	546	338
Olam International Ltd	184 516	365	236
OMV AG	12 795	651	453
Oneok inc.	52 424	1 468	2 327
Orica Ltd	44 937	968	1 120
Origin Energy Ltd	88 189	1 139	1 000
Osaka Gas Co. Ltd	515 000	2 026	2 004
Owens-Illinois inc.	18 700	506	369
OZ Minerals Ltd	41 791	451	312
Pacific Rubiales Energy Corp.	98 100	2 046	2 111
Pan American Silver Corp.	66 025	1 433	1 242
Paramount Resources Ltd	145 400	4 402	4 995
Parkland Fuel Corp.	22 200	286	390
Pason Systems inc.	21 600	283	360
PCCW Ltd	936 000	299	391
Peabody Energy Corp.	23 300	988	582
Pembina Pipeline Corp.	96 005	2 129	2 700
Pengrowth Energy Corp.	167 510	1 786	858
Penn West Petroleum Ltd	158 600	3 004	1 738
Pepco Holdings inc.	61 400	1 192	1 196
Pepsico inc.	166 840	11 191	11 603
Pernod-Ricard SA	22 600	2 093	2 542
PetroBakken Energy Ltd	31 249	620	335
Petrobank Energy & Resources Ltd	31 500	452	388
Petrofac Ltd	22 340	374	578
Petrominerales Ltd	29 242	691	223
Peyto Exploration & Development Corp.	45 500	791	1 126
PG&E Corp.	115 700	5 096	4 681

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Phillips 66	48 589	1 528	2 527
Pilot Gold inc.	722 250	1 050	1 175
Pinecrest Energy inc.	559 000	1 265	934
Pinnacle West Capital Corp.	30 199	1 284	1 535
Pioneer Natural Resources Co.	9 200	545	923
Plains Exploration & Production Co.	10 400	439	367
Portefeuille de deux fonds d'infrastructures privés	2	70 687	67 284
Portugal Telecom SGPS, SA	148 911	1 525	686
Poseidon Concepts Corp.	24 900	350	99
Potash Corp. of Saskatchewan inc.	490 180	19 964	18 755
Power Assets Holdings Ltd	380 500	2 454	3 321
PPG Industries inc.	18 900	1 489	2 322
PPL Corp.	159 000	4 905	4 590
Praxair inc.	37 100	3 394	3 932
Precision Drilling Corp.	78 100	745	581
Premier Gold Mines Ltd	59 600	335	256
Pretium Resources inc.	31 300	494	421
Primero Mining Corporation	78 100	555	500
Procter & Gamble Co.	295 900	19 634	20 446
Progress Energy Resources Corp.	60 306	773	1 212
Public Service Enterprise Group inc.	136 800	4 721	4 073
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 12, classe I 2010	382	388	418
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 4, classe I 2011	1 097	1 043	1 151
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 4, classe I 2012	65 008	63 985	66 199
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 5, classe I 2012	164	171	167
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 7, classe I 2010	819	842	945
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 8, classe I 2011	229	227	239
QEP Resources inc.	13 800	445	349
Queenston Mining inc.	689 800	3 403	3 366
Ralcorp Holdings inc.	5 700	339	504
Randgold Resources Ltd	10 728	930	1 137
Range Resources Corp.	13 700	657	867
Reckitt Benckiser Group plc	69 558	3 765	4 345
Red Electrica Corp. SA	29 927	1 603	1 363
Rémy Cointreau SA	2 195	223	244
Renegade Petroleum Ltd	1 326 800	4 534	3 105
Repsol YPF SA	64 736	1 650	1 362
Reunion Gold Corp.	1 324 400	1 380	477
Rexam plc	113 831	794	793
Rio Alto Mining Ltd	187 600	981	944
Rio Tinto Ltd	54 106	3 423	3 291
Rio Tinto plc	166 970	8 967	8 223
Rock-Tenn company, classe A	8 576	616	525
Rowan Cos. plc	10 900	374	342
Roxgold inc.	110 200	204	77
Royal Dutch Shell plc	515 175	16 839	17 356
Rubicon Minerals Corp.	124 800	471	368
RWE AG	144 191	10 578	5 938
SABMiller plc	102 279	3 179	4 603
Safeway inc.	24 400	648	412
Saipem SPA	20 932	816	922
Salzgitter AG	5 125	515	235

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Santos Ltd	79 867	1 001	911
Savanna Energy Services Corp.	27 600	276	184
SBA Communications Corp.	30 500	1 138	2 050
SCANA Corp.	33 500	1 382	1 533
Schlumberger Ltd	107 719	7 592	7 642
Scottish & Southern Energy plc	257 087	5 654	5 832
Seadrill Ltd	27 893	714	1 066
Sealed Air Corp.	24 200	537	402
Secure Energy Services inc.	205 800	940	2 063
SEMAFO inc.	118 600	664	410
Sempra Energy	62 200	3 471	4 204
Seven & I Holdings Co. Ltd	80 200	2 367	2 319
Severn Trent plc	65 692	1 634	1 689
ShawCor Ltd	19 400	518	890
Sherritt International Corp.	128 680	782	652
Sherwin-Williams Co.	10 800	992	1 624
Shikoku Electric Power Co. inc.	45 900	1 330	618
Shin-Etsu Chemical Co. Ltd	50 900	2 786	2 970
Shiseido Co. Ltd	41 200	803	592
Shopping Centres Australasia Property Group	27 163	40	41
Showa Denko KK	192 000	470	275
Showa Shell Sekiyu KK	13 600	163	78
Sigma-Aldrich Corp.	14 800	853	1 060
Sika AG	281	485	603
Silver Standard Resources inc.	87 400	1 431	1 167
Silver Wheaton Corp.	184 800	4 589	6 741
Silvercorp Metals inc.	74 100	469	405
Sims Metal Management Ltd	21 417	453	195
Singapore Telecommunications Ltd	1 988 000	4 796	5 340
Sino-Forest Corp.	83 900	1 049	-
Sirocco Mining inc.	444 400	533	311
Snam Rete Gas SPA	465 036	2 305	2 037
Softbank Corp.	220 600	6 127	8 211
Solvay SA	7 272	817	978
Southern Co.	236 800	9 327	10 117
Southwestern Energy Co.	27 400	946	940
SP AusNet	466 347	434	510
Spartan Oil Corp.	129 500	363	593
Spectra Energy Corp.	51 950	1 285	1 435
Sprint Nextel Corp.	749 015	5 123	4 256
StarHub Ltd	141 000	248	427
Statoil ASA	89 126	2 232	2 164
Stora Enso OYJ	71 525	753	465
Subsea 7 SA	24 286	594	549
Suedzucker AG	8 167	206	320
Suez Environnement Co.	77 966	1 520	844
Sumitomo Chemical Co. Ltd	192 000	978	543
Sumitomo Metal Mining Co. Ltd	64 000	910	870
Suncor Energy inc.	739 576	23 170	23 948
Sunward Resources Ltd	1 400	3	2
Superior Energy Services inc.	11 900	364	235
Svenska Cellulosa AB	61 047	938	1 227

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Swisscom AG	5 843	2 255	2 442
Syngenta AG	11 582	3 158	4 610
Sysco Corp.	62 300	1 920	1 950
Tahoe Resources inc.	78 900	1 298	1 394
Taiheiyō Cement Corp.	149 000	313	330
Taiyo Nippon Sanso Corp.	36 000	287	198
Talisman Energy inc.	343 100	4 668	3 822
Taseko Mines Ltd	194 800	628	542
Tate & Lyle plc	53 071	584	651
TDC A/S	126 500	1 071	856
Technip SA	8 411	647	971
Teck Resources Ltd	307 000	9 554	10 269
Teijin Ltd	127 000	439	288
Tele2 AB	76 032	1 323	1 318
Telecom Corp. of New Zealand Ltd	449 091	902	844
Telecom Italia SPA	3 729 960	6 296	3 187
Telefonica S.A.	1 018 705	22 178	13 187
Telekom Austria AG	51 979	933	342
Telenet Group Holding NV	14 194	542	644
Telenor ASA	174 062	2 824	3 511
TeliaSonera AB	541 033	3 944	3 600
Telstra Corp. Ltd	1 086 367	3 851	4 841
Tenaris SA	40 181	678	790
Terna Rete Elettrica Nazionale SPA	360 527	1 411	1 353
Tesco plc	859 491	5 694	4 448
Thompson Creek Metals Co. inc.	64 800	535	189
ThyssenKrupp AG	47 311	1 495	950
Toho Gas Co. Ltd	114 000	643	656
Tohoku Electric Power Co. inc.	122 100	2 643	1 096
Tokyo Electric Power Co. inc.	391 400	9 556	608
Tokyo Gas Co. Ltd	661 000	3 123	3 217
TonenGeneral Sekiyu KK	23 000	242	212
Toray Industries inc.	180 000	1 217	1 058
Torc Oil & Gas Ltd	539 269	1 563	1 267
Torex Gold Resources inc.	699 100	1 351	1 440
Tourmaline Oil Corp.	42 700	1 212	1 405
Toyo Seikan Kaisha Ltd	20 700	342	245
Toyo Suisan Kaisha Ltd	9 000	230	244
TransCanada Corp.	234 200	9 210	10 694
Transglobe Energy Corp.	24 400	316	250
Transocean Ltd	29 501	1 835	1 335
Treasury Wine Estates Ltd	65 192	340	339
Trican Well Service Ltd	48 700	699	598
Trilogy Energy Corp.	117 000	3 146	3 346
Trinidad Drilling Ltd	40 200	279	271
TriOil Resources Ltd	911 800	2 203	2 617
Tullow Oil plc	72 147	1 301	1 580
Tyson Foods inc.	33 700	572	638
Ube Industries Ltd	136 000	384	280
Ultra Petroleum Corp.	11 600	670	230
Umicore SA	14 794	588	763
Unicharm Corp.	12 900	471	653

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Unilever NV	174 411	5 580	6 573
Unilever plc	137 299	4 351	5 252
United States Steel Corp.	19 328	974	412
United Utilities Group plc	187 423	2 307	2 033
UPM-Kymmene OYJ	68 159	1 114	761
Uranium One inc.	148 900	541	283
Valero Energy Corp.	43 900	1 639	1 407
Vedanta Resources plc	12 823	413	219
Veolia Environnement SA	93 439	3 090	1 009
Veresen inc.	65 300	825	824
Verizon Communications inc.	707 800	25 334	30 936
Vermilion Energy inc.	32 600	1 318	1 638
Vivendi SA	324 129	7 347	6 918
Vodafone Group plc	12 217 812	33 006	31 335
Voestalpine AG	14 733	496	474
Vulcan Materials Co.	15 800	857	822
Walgreen Co.	96 700	3 655	3 261
Weatherford International Ltd	64 600	1 330	656
Wesfarmers Ltd	107 525	3 158	3 959
West Fraser Timber Co. Ltd	13 800	608	960
Whitecap Resources inc.	238 100	1 779	2 041
Whitehaven Coal Ltd	33 600	190	102
Whitting Petroleum Corp.	9 000	585	372
Whole Foods Market inc.	18 600	1 160	1 709
Williams Cos. inc.	49 700	1 118	1 614
Wilmar International Ltd	219 000	914	569
Windstream Corp.	140 900	1 637	1 173
Wisconsin Energy Corp.	63 350	1 776	2 348
WM Morrison Supermarkets plc	241 512	1 195	1 033
Woodside Petroleum Ltd	54 048	2 085	1 892
Woolworths Ltd	131 644	3 420	3 986
WorleyParsons Ltd	17 719	431	447
Xcel Energy inc.	133 500	3 143	3 464
Xstrata plc	261 306	4 343	4 301
Yakult Honsha Co. Ltd	9 900	318	430
Yamana Gold inc.	490 463	6 618	9 152
Yamato Kogyo Co. Ltd	5 800	217	155
Yamazaki Baking Co. Ltd	12 000	130	139
Yara International ASA	22 980	876	1 144
Ziggo NV	30 512	949	949
Total - actions et parts		<u>1 824 050</u>	<u>1 787 479</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Banque Royale du Canada	1,40 % 2012-12-14 Taux variable	19 998	20 013	20 012
Fiducie de Claret	4,71 % 2012-12-15	1	1	1
CI Financial Corp.	3,30 % 2012-12-17	1 500	1 500	1 501
Citigroup Finance Canada inc.	4,35 % 2013-03-08	4 000	3 997	4 028
1ère Corporation émettrice de TACHC N-45 (2003-1, A2)	4,68 % 2013-03-15	117	118	118
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,70 % 2013-04-08 Taux variable	5 000	5 014	5 008
Toronto Hydro Corp.	6,11 % 2013-05-07	700	700	714
Real Estate Asset Liquidity Trust (2004-1, A1)	4,45 % 2013-05-12	227	227	228
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,64 % 2013-05-21 Taux variable	20 000	20 045	20 027
Gouvernement du Canada	3,50 % 2013-06-01	340	348	344
Scotia Capital Trust	6,28 % 2013-06-30	5 000	5 285	5 126
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,64 % 2013-07-19 Taux variable	20 000	20 021	20 036
Serco DES inc.	5,27 % 2013-08-27	372	372	378
Lehman Brothers Holding inc.	4,85 % 2013-09-03	3 000	2 828	683
Honda Canada Finance inc.	5,61 % 2013-09-12	2 250	2 250	2 322
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2004-CA12, A1)	4,74 % 2013-09-12	202	202	205
Daimler Canada Finance inc.	2,55 % 2013-09-16 Taux variable	10 000	10 081	10 072
La Banque de Nouvelle-Écosse	8,30 % 2013-09-27	2 100	2 406	2 210
Banque de Montréal	1,42 % 2013-10-15 Taux variable	20 000	20 000	20 028
La Banque de Nouvelle-Écosse	3,47 % 2013-10-17 Taux variable	34 000	34 910	34 604
Gouvernement du Canada	1,50 % 2013-11-01	10 330	10 376	10 371
VW Credit Canada inc.	2,55 % 2013-11-18	3 000	2 996	3 031
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,42 % 2013-11-28 Taux variable	10 000	10 000	9 870
Industrielle Alliance Capital Trust	5,71 % 2013-12-31	4 638	4 658	4 765
TransCanada PipeLines Ltd	5,65 % 2014-01-15	680	749	711
John Deere Credit inc.	1,85 % 2014-01-24	5 000	5 006	5 021
Gouvernement du Canada	1,00 % 2014-02-01	4 530	4 527	4 527
GE Capital Canada Funding Co.	2,95 % 2014-02-10	2 900	2 909	2 946
Merrill Lynch Canada Finance Co.	5,00 % 2014-02-18	500	498	516
Bell Aliant Regional Communications L.P.	4,95 % 2014-02-26	8 000	8 399	8 285
Daimler Canada Finance inc.	3,16 % 2014-04-14	10 440	10 451	10 628
British Columbia Ferry Services inc.	5,74 % 2014-05-27	600	600	636
Financement Québec	3,25 % 2014-06-01	11 000	11 330	11 323
Gouvernement du Canada	3,00 % 2014-06-01	4 300	4 429	4 423
Manulife Financial Corp.	4,90 % 2014-06-02	8 000	8 271	8 322
GE Capital Canada Funding Co.	2,18 % 2014-06-11 Taux variable	16 000	16 011	16 127
Canada Housing Trust No 1	3,15 % 2014-06-15	32 625	33 680	33 627
Banque Royale du Canada	5,95 % 2014-06-18	3 000	3 088	3 179
Bell Canada	4,85 % 2014-06-30	14 500	15 094	15 189
Province de l'Ontario	3,25 % 2014-09-08	40 200	41 629	41 591
Data Centres Trust	7,23 % 2014-09-10	702	759	732
Citigroup Finance Canada inc.	6,75 % 2014-09-22	1 500	1 499	1 618
American Express Canada Credit Corp.	4,85 % 2014-10-03	2 000	2 000	2 112
Emera inc.	4,10 % 2014-10-20	3 500	3 499	3 635
Financement-Québec	1,22 % 2014-12-01 Taux variable	35 630	35 403	35 574
Gouvernement du Canada	2,00 % 2014-12-01	1 500	1 528	1 527
Thomson Reuters Corp.	5,20 % 2014-12-01	3 000	3 060	3 201
CI Financial Corp.	4,19 % 2014-12-16	1 500	1 499	1 550
BMO Capital Trust	5,47 % 2014-12-31	10 000	10 753	10 690
Banque Royale du Canada	2,05 % 2015-01-13	10 000	9 994	10 075
Banque Nationale du Canada	2,23 % 2015-01-30	6 000	6 000	6 053
Gouvernement du Canada	1,00 % 2015-02-01	11 845	11 836	11 825

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
bclMC Realty Corp.	4,65 % 2015-02-10	2 000	1 990	2 117
GE Capital Canada Funding Co.	4,65 % 2015-02-11	300	300	318
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2005-CA15, A2)	4,82 % 2015-02-12	1 750	1 695	1 837
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2005-CA15, B)	5,04 % 2015-03-12	1 000	1 000	1 026
Trans-Northern Pipelines inc.	4,74 % 2015-03-31	911	911	961
John Deere Credit inc.	3,25 % 2015-04-08	1 000	997	1 034
Metropolitan Life Global Funding I	2,62 % 2015-04-10	1 850	1 850	1 863
Caterpillar Financial Services Ltd	2,20 % 2015-06-01	14 000	13 999	14 121
VW Credit Canada inc.	2,50 % 2015-06-01	4 020	4 019	4 084
Alliance Pipeline L.P.	7,23 % 2015-06-30	1 578	1 742	1 650
BMW Canada inc.	2,64 % 2015-08-10	1 000	1 000	1 019
Daimler Canada Finance inc.	2,33 % 2015-09-14	5 400	5 400	5 433
Banque de Montréal	1,89 % 2015-10-05	15 000	14 983	15 014
HSBC Bank Canada	2,57 % 2015-11-23	12 000	12 000	12 216
Capital Power L.P.	4,60 % 2015-12-01	250	250	258
Financement-Québec	4,25 % 2015-12-01	72 000	77 646	77 687
Gouvernement du Canada	3,00 % 2015-12-01	50	53	53
Cadillac Fairview Finance Trust	3,24 % 2016-01-25	6 000	6 000	6 256
VW Credit Canada inc.	3,60 % 2016-02-01	2 000	1 998	2 097
Ford Auto Securitization Trust	3,02 % 2016-02-15	805	805	821
Nova Gas Transmission Ltd	12,20 % 2016-02-28	1 750	2 830	2 281
Province de l'Ontario	4,40 % 2016-03-08	7 000	7 698	7 635
Thomson Reuters Corp.	6,00 % 2016-03-31	2 250	2 245	2 526
Enbridge inc.	5,17 % 2016-05-19	1 185	1 293	1 310
TELUS Corp.	3,65 % 2016-05-25	6 000	5 978	6 310
BMW Canada inc.	2,11 % 2016-05-26	385	385	386
Rogers Communications inc.	5,80 % 2016-05-26	2 500	2 494	2 784
GE Capital Canada Funding Co.	5,10 % 2016-06-01	2 520	2 574	2 766
Gouvernement du Canada	2,00 % 2016-06-01	600	617	616
Municipal Finance Authority of British Columbia	3,00 % 2016-06-01	10 000	10 329	10 439
Claregold Trust	5,07 % 2016-06-15	869	860	924
Powell River Energy inc.	6,45 % 2016-07-25	1 500	1 500	1 592
Banque Royale du Canada	3,03 % 2016-07-26	5 000	4 998	5 178
Banque de Montréal	2,96 % 2016-08-02	5 000	5 000	5 166
Banque Toronto-Dominion	2,95 % 2016-08-02	4 450	4 450	4 614
Deutsche Bank AG	2,00 % 2016-08-22 Variable et rachetable à compter du 2013-02-22	2 000	1 999	1 860
Daimler Canada Finance inc.	3,28 % 2016-09-15	95	98	98
Georges Weston Ltd	3,78 % 2016-10-25	2 000	2 000	2 100
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2,65 % 2016-11-08	17 000	17 271	17 363
VW Credit Canada inc.	2,20 % 2016-11-10	2 335	2 333	2 358
Financement-Québec	3,50 % 2016-12-01	5 200	5 186	5 548
Emera inc.	2,96 % 2016-12-13	3 000	2 999	3 066
CI Financial Corp.	3,94 % 2016-12-14 Variable et rachetable à compter du 2015-12-14	1 075	1 075	1 117
Canada Housing Trust No 1	1,85 % 2016-12-15	5 420	5 408	5 491
Wells Fargo Financial Canada Corp.	2,77 % 2017-02-09	2 780	2 780	2 835
Bell Canada	5,00 % 2017-02-15	7 000	7 416	7 729
Province de l'Ontario	4,30 % 2017-03-08	6 800	7 463	7 508
Veresen inc.	3,95 % 2017-03-14	2 400	2 399	2 479
Reliance L.P.	4,57 % 2017-03-15	525	525	530
TELUS Corp.	4,95 % 2017-03-15	5 000	5 261	5 523
Altagas Income Trust	5,49 % 2017-03-27	3 000	3 000	3 334
VW Credit Canada inc.	2,90 % 2017-06-01	3 750	3 750	3 846

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Rogers Communications inc.	3,00 % 2017-06-06	10 000	9 992	10 212
Banque Nationale du Canada	2,69 % 2017-08-21	3 500	3 500	3 565
Province de l'Ontario	1,90 % 2017-09-08	13 430	13 221	13 462
Standard Life Assurance	3,94 % 2017-09-21 Taux variable	2 500	2 500	2 583
Hydro One inc.	5,18 % 2017-10-18	1 465	1 680	1 677
Banque Laurentienne du Canada	3,13 % 2017-10-19	4 000	4 000	4 028
Lower Mattagami Energy	2,23 % 2017-10-23	1 000	1 000	1 006
407 International inc.	3,87 % 2017-11-24	1 000	1 000	1 070
Financement-Québec	3,50 % 2017-12-01	41 600	42 318	44 604
Province de Québec	4,50 % 2017-12-01	6 350	7 144	7 125
Omers Realty Corp.	3,04 % 2017-12-05	375	375	375
Encana Corp.	5,80 % 2018-01-18	2 000	2 297	2 275
Province de l'Ontario	4,20 % 2018-03-08	16 300	17 752	18 130
Province du Nouveau-Brunswick	4,45 % 2018-03-26	2 000	1 984	2 246
Holcim Finance Canada inc.	3,65 % 2018-04-10	8 000	7 995	8 043
Suncor Energy inc.	5,80 % 2018-05-22	2 000	2 275	2 331
Gouvernement du Canada	4,25 % 2018-06-01	3 600	4 150	4 153
Enmax Corp.	6,15 % 2018-06-19	1 300	1 298	1 499
Financière Sun Life inc.	5,12 % 2018-06-26 Variable et rachetable à compter du 2013-06-26	3 500	3 499	3 553
Manulife Financial Corp.	5,51 % 2018-06-26	2 000	2 154	2 239
Inter Pipeline Fund	3,84 % 2018-07-30	2 500	2 500	2 657
Hydro-Québec	5,50 % 2018-08-15	26 965	28 344	31 838
Brookfield Power Corp.	5,25 % 2018-11-05	1 790	1 789	1 970
Financement-Québec	2,40 % 2018-12-01	10 000	9 841	10 105
Province de Québec	4,50 % 2018-12-01	39 790	45 005	44 989
Province de la Colombie-Britannique	4,65 % 2018-12-18	1 500	1 514	1 722
TD Capital Trust III	7,24 % 2018-12-31	2 185	2 185	2 716
Enbridge Income Fund	4,10 % 2019-02-22	1 500	1 497	1 570
Bell Aliant Regional Communications L.P.	5,52 % 2019-02-26	2 000	1 998	2 230
La Banque de Nouvelle-Écosse	4,94 % 2019-04-15 Variable et rachetable à compter du 2014-04-15	3 000	3 151	3 124
Power Corp. of Canada	7,57 % 2019-04-22	3 000	2 998	3 736
Gouvernement du Canada	3,75 % 2019-06-01	13 190	15 009	15 067
Province de l'Ontario	4,40 % 2019-06-02	44 705	48 120	50 607
GE Capital Canada Funding Co.	3,55 % 2019-06-11	510	525	532
Scotia Plaza	3,21 % 2019-06-15	1 460	1 460	1 486
Groupe SNC-Lavalin inc.	6,19 % 2019-07-03	1 570	1 570	1 814
Wells Fargo Financial Canada Corp.	2,94 % 2019-07-25	450	450	455
Cameco Corp.	5,67 % 2019-09-02	590	593	684
GE Capital Canada Funding Co.	5,68 % 2019-09-10	3 150	3 191	3 695
Greater Toronto Airports Authority	5,96 % 2019-11-20	345	392	423
Province de la Nouvelle-Écosse	4,15 % 2019-11-25	10 000	9 952	11 191
Financement-Québec	2,45 % 2019-12-01	44 000	43 891	44 076
Province de Québec	4,50 % 2019-12-01	2 715	2 736	3 087
Alliance Pipeline L.P.	4,93 % 2019-12-16	650	650	720
Banque Nationale du Canada	4,93 % 2019-12-22 Variable et rachetable à compter du 2014-12-22	1 530	1 536	1 622
Banque de Montréal	4,87 % 2020-04-22 Variable et rachetable à compter du 2015-04-22	4 885	4 992	5 207
AltaGas Ltd	4,07 % 2020-06-01	3 300	3 300	3 494
Gouvernement du Canada	3,50 % 2020-06-01	150	169	171
Province de l'Ontario	4,20 % 2020-06-02	29 695	32 310	33 427
Province du Manitoba	4,15 % 2020-06-03	12 000	11 920	13 512
Banque Royale du Canada	4,35 % 2020-06-15 Variable et rachetable à compter du 2015-06-15	9 000	9 348	9 487
NBC Asset Trust	7,45 % 2020-06-30	795	795	1 005

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
CDP Financial inc.	4,60 % 2020-07-15	6 500	6 487	7 422
Province de la Saskatchewan	3,90 % 2020-07-28	11 000	10 968	12 300
Rogers Communications inc.	4,70 % 2020-09-29	1 000	999	1 105
Banque Nationale du Canada	4,70 % 2020-11-02 Variable et rachetable à compter du 2015-11-02	790	796	845
Banque Royale du Canada	3,18 % 2020-11-02 Variable et rachetable à compter du 2015-11-02	5 270	5 291	5 419
Capital Desjardins inc.	3,80 % 2020-11-23 Variable et rachetable à compter du 2015-11-23	1 300	1 310	1 356
Mississagi Power Trust	6,92 % 2020-11-27	1 545	1 545	1 844
Province de Québec	4,50 % 2020-12-01	76 090	84 032	86 842
Shaw Communications inc.	5,50 % 2020-12-07	360	396	403
Cadillac Fairview Finance Trust	4,31 % 2021-01-25	3 000	2 999	3 394
Inter Pipeline Fund	4,97 % 2021-02-02	1 250	1 250	1 422
Brookfield Asset Management inc.	5,30 % 2021-03-01	1 500	1 499	1 661
Rogers Communications inc.	5,34 % 2021-03-22	4 670	4 672	5 365
Lower Mattagami Energy	4,33 % 2021-05-18	750	750	843
Capital Desjardins inc.	5,54 % 2021-06-01 Variable et rachetable à compter du 2016-06-01	690	707	763
Province de l'Ontario	4,00 % 2021-06-02	33 650	35 858	37 411
TELUS Communications inc.	10,65 % 2021-06-19	1 123	1 440	1 740
Fifth Avenue L.P.	4,71 % 2021-08-05	1 468	1 468	1 580
Sun Life Financial inc.	4,57 % 2021-08-23	3 000	2 999	3 257
AltaGas Ltd	3,72 % 2021-09-28	2 625	2 624	2 706
Westcoast Energy inc.	3,88 % 2021-10-28	1 230	1 230	1 326
TransCanada PipeLines Ltd	3,65 % 2021-11-15	420	419	452
Toronto Hydro Corp.	3,54 % 2021-11-18	350	350	373
Province de Québec	4,25 % 2021-12-01	3 070	3 411	3 444
TELUS Communications inc.	9,65 % 2022-04-08	537	761	805
Banque Nationale du Canada	3,26 % 2022-04-11 Variable et rachetable à compter du 2017-04-11	11 025	11 025	11 341
Citigroup inc.	5,16 % 2022-05-24	555	549	543
Inter Pipeline Fund	3,78 % 2022-05-30	3 000	2 999	3 105
Gouvernement du Canada	2,75 % 2022-06-01	3 040	3 312	3 320
Manufacturers Life Insurance Co.	4,17 % 2022-06-01 Variable et rachetable à compter du 2017-06-01	1 000	1 000	1 045
Municipal Finance Authority of British Columbia	3,35 % 2022-06-01	9 000	8 989	9 360
Province de l'Ontario	3,15 % 2022-06-02	37 210	38 077	38 588
La Banque de Nouvelle-Écosse	2,90 % 2022-08-03 Taux variable à compter du 2017-08-03	9 030	9 036	9 166
Greater Toronto Airports Authority	3,04 % 2022-09-21	350	350	357
BMO Subordinated Notes Trust	5,75 % 2022-09-26 Variable et rachetable à compter du 2017-09-26	2 000	2 000	2 299
Pembina Pipeline Corp.	3,77 % 2022-10-24	3 000	2 999	3 059
Cameco Corp.	3,75 % 2022-11-14	5 000	5 000	5 014
AltaLink L.P.	2,98 % 2022-11-28	620	620	624
Province de Québec	3,50 % 2022-12-01	11 935	12 587	12 575
Enbridge inc.	3,19 % 2022-12-05	7 900	7 894	7 894
Province de l'Alberta	2,55 % 2022-12-15	10 000	9 971	10 008
Banque de Montréal	6,17 % 2023-03-28 Variable et rachetable à compter du 2018-03-28	325	382	384
Brookfield Asset Management inc.	4,54 % 2023-03-31	2 500	2 499	2 581
Gouvernement du Canada	1,50 % 2023-06-01	220	211	213
Province de l'Ontario	2,85 % 2023-06-02	5 100	5 087	5 100
Great Lakes Power Limited, series 2, subordinate	7,80 % 2023-06-16	1 400	1 400	1 915
Province de Québec	3,00 % 2023-09-01	5 720	5 720	5 720
IPL Energy inc.	8,20 % 2024-02-15	911	1 298	1 341
La Banque de Nouvelle-Écosse	7,80 % 2024-06-30 Variable et rachetable à compter du 2019-06-30	5 200	5 200	6 582
La Banque de Nouvelle-Écosse	3,04 % 2024-10-18 Taux variable à compter du 2019-10-18	11 200	11 200	11 299
Banque Toronto-Dominion	9,15 % 2025-05-26	2 658	3 291	4 204
Nova Gas Transmission Ltd	8,90 % 2025-05-27	2 000	2 555	3 003

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Westcoast Energy inc.	8,85 % 2025-07-21	2 086	2 446	3 205
AGT Ltd	8,80 % 2025-09-22	560	661	863
Lievre Power Financing Corp.	5,56 % 2025-10-06	1 500	1 500	1 841
Alliance Pipeline L.P.	6,77 % 2025-12-31	959	959	1 172
Capital Desjardins inc.	4,95 % 2026-12-15	1 250	1 250	1 426
NAV Canada	7,56 % 2027-03-01	2 808	3 294	3 660
Province de l'Ontario	7,60 % 2027-06-02	26 000	35 687	39 359
Bell Canada	7,00 % 2027-09-24	445	418	575
Loblaw Cos. Ltd	6,45 % 2028-02-09	3 240	3 356	3 791
Loblaw Cos. Ltd	6,50 % 2029-01-22	1 172	1 119	1 379
Province de l'Ontario	6,50 % 2029-03-08	11 000	13 777	15 504
Master Asset Vehicle II, classe 8	0,00 % 2029-04-25	3	3	2
Bell Canada	6,55 % 2029-05-01	2 460	2 132	3 074
Gouvernement du Canada	5,75 % 2029-06-01	6 100	9 031	9 156
Province de Québec	6,00 % 2029-10-01	13 180	17 637	17 578
Ontario School Boards Financing Corp.	5,48 % 2029-11-26	1 866	1 866	2 179
Hydro One inc.	7,35 % 2030-06-03	1 902	2 203	2 777
Greater Toronto Airports Authority	7,05 % 2030-06-12	3 437	3 552	4 844
Enbridge inc.	7,22 % 2030-07-24	3 050	3 884	4 247
Ontario School Boards Financing Corp.	4,79 % 2030-08-08	2 480	2 480	2 749
Gaz Métro inc.	7,05 % 2030-10-30	1 000	998	1 418
Edmonton Regional Airport Authority	7,21 % 2030-11-01	747	811	991
TransCanada PipeLines Ltd	6,50 % 2030-12-09	1 115	1 005	1 449
Bell Canada	7,85 % 2031-04-02	1 362	1 615	1 907
Ontario School Boards Financing Corp.	5,07 % 2031-04-18	1 523	1 523	1 725
Greater Toronto Airports Authority	7,10 % 2031-06-04	2 335	2 572	3 331
Hydro-Québec	6,00 % 2031-08-15	16 000	16 468	21 504
Aéroport de Montréal	6,95 % 2032-04-16	1 911	1 987	2 524
Hydro One inc.	6,93 % 2032-06-01	2 875	3 516	4 114
Province de Québec	6,25 % 2032-06-01	5 990	8 201	8 310
Province de l'Ontario	5,85 % 2033-03-08	4 095	5 551	5 580
Great-West Lifeco inc.	6,67 % 2033-03-21	1 000	1 003	1 275
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2001-CAN5, A2)	6,79 % 2033-04-15	27	30	27
55 Ontario School Board Trust	5,90 % 2033-06-02	5 815	5 811	7 589
Nova Scotia Power inc.	6,95 % 2033-08-25	500	588	720
Aéroport de Montréal	6,55 % 2033-10-11	2 600	3 081	3 619
Gaz Métro inc.	6,30 % 2033-10-31	500	497	678
Province du Nouveau-Brunswick	5,50 % 2034-01-27	3 900	3 929	5 062
Greater Toronto Airports Authority	6,47 % 2034-02-02	500	500	688
Canadian Tire Corp. Ltd	6,32 % 2034-02-24	700	747	807
Financement-Québec	5,25 % 2034-06-01	12 614	13 098	15 559
Loblaw Cos. Ltd	6,05 % 2034-06-09	365	362	412
British Columbia Ferry Services inc.	6,25 % 2034-10-13	800	799	1 049
University of Ontario Institute of Technology	6,35 % 2034-10-15	9 320	9 320	10 918
Hydro-Québec	6,50 % 2035-02-15	13 040	15 601	18 831
Province de l'Ontario	5,60 % 2035-06-02	7 000	9 373	9 398
Brookfield Asset Management inc.	5,95 % 2035-06-14	1 310	1 302	1 338
Canadian Tire Corp. Ltd	5,61 % 2035-09-04	1 200	1 157	1 273
Metro inc.	5,97 % 2035-10-15	1 000	1 016	1 138
EPCOR Utilities inc.	5,65 % 2035-11-16	940	967	1 151
Sun Life Financial inc.	4,80 % 2035-11-23	835	834	874
407 International inc.	5,75 % 2036-02-14	1 325	1 366	1 639

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Gaz Métro inc.	5,70 % 2036-07-10	550	570	709
Union Gas Ltd	5,46 % 2036-09-11	1 000	1 000	1 246
Province de Québec	5,75 % 2036-12-01	3 260	4 368	4 391
Enbridge inc.	5,08 % 2036-12-19	500	569	603
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	4,50 % 2037-04-17	2 000	1 988	2 359
Toronto Community Housing Corp.	4,88 % 2037-05-11	1 200	1 200	1 377
Gouvernement du Canada	5,00 % 2037-06-01	22 830	30 595	34 207
Ontario Infrastructure Projects Corp.	4,70 % 2037-06-01	6 000	6 008	6 824
Province de l'Ontario	4,70 % 2037-06-02	16 000	18 429	19 345
GE Capital Canada Funding Co.	5,73 % 2037-10-22	595	586	740
FortisBC Energy Vancouver Island inc.	6,05 % 2038-02-15	1 000	999	1 334
Province de Québec	5,00 % 2038-12-01	9 250	9 701	11 460
TransCanada PipeLines Ltd	8,05 % 2039-02-17	1 045	1 407	1 738
Power Corp. of Canada	8,57 % 2039-04-22	700	699	1 041
Province de l'Ontario	4,60 % 2039-06-02	7 000	6 910	8 437
Nova Scotia Power inc.	5,95 % 2039-07-27	800	797	1 069
Rogers Communications inc.	6,68 % 2039-11-04	1 420	1 433	1 795
Shaw Communications inc.	6,75 % 2039-11-09	835	821	923
Province du Manitoba	4,65 % 2040-03-05	12 000	11 700	14 783
Province de la Colombie-Britannique	4,95 % 2040-06-18	19 500	20 178	25 295
Canada Post Corp.	4,36 % 2040-07-16	3 000	2 999	3 783
407 International inc.	7,13 % 2040-07-26	1 690	1 821	2 544
Winnipeg Airport Authority inc.	5,21 % 2040-09-28	1 205	1 205	1 341
Teranet Holdings L.P.	5,75 % 2040-12-17	690	690	769
Greater Toronto Airports Authority	5,30 % 2041-02-25	2 500	2 499	3 123
Province du Manitoba	4,10 % 2041-03-05	2 900	2 727	3 310
Arrow Lakes Power	5,52 % 2041-04-05	485	485	575
Gouvernement du Canada	4,00 % 2041-06-01	33 552	44 366	45 497
Province de l'Ontario	4,65 % 2041-06-02	35 775	40 192	44 029
Province du Nouveau-Brunswick	4,80 % 2041-06-03	8 000	7 955	9 846
Halifax International Airport Authority	5,50 % 2041-07-19	800	800	1 023
AltaLink L.P.	4,46 % 2041-11-08	250	250	278
Province de Québec	5,00 % 2041-12-01	9 000	9 988	11 387
EPCOR Utilities inc.	4,55 % 2042-02-28	3 500	3 491	3 748
407 International inc.	4,19 % 2042-04-25 Rachetable à compter du 2042-01-25	3 000	2 996	3 189
Province de la Colombie-Britannique	4,30 % 2042-06-18	13 365	13 165	15 959
AltaLink L.P.	3,99 % 2042-06-30	365	365	376
OPB Finance Trust	3,89 % 2042-07-04	2 320	2 318	2 365
US Treasuries	2,75 % 2042-08-15	6 720	6 302	6 603
Enbridge inc.	4,24 % 2042-08-27	2 300	2 299	2 347
Aéroport de Montréal	3,92 % 2042-09-26	1 000	1 000	1 016
Province du Manitoba	3,35 % 2043-03-05	7 000	6 965	7 069
Province de l'Ontario	3,50 % 2043-06-02	12 160	12 240	12 512
Simon Fraser University	5,61 % 2043-06-10	1 000	1 000	1 313
Province de Québec	4,25 % 2043-12-01	10 000	11 281	11 399
Lower Mattagami Energy	4,18 % 2052-04-23	425	425	448
Sun Life Capital Trust	7,09 % 2052-06-30 Rachetable à compter du 2032-06-30	1 390	1 520	1 557
Master Asset Vehicle II, classe A-1	0,00 % 2056-07-15	2 969	2 984	2 487
Master Asset Vehicle II, classe A-2	0,00 % 2056-07-15	9 141	9 184	7 313
Great-West Lifeco Finance Delaware L.P. II	5,69 % 2067-06-21 Variable et rachetable à compter du 2017-06-21	3 370	3 370	3 706
Great-West Lifeco Finance Delaware L.P. II	7,13 % 2068-06-26 Variable et rachetable à compter du 2018-06-26	3 000	3 000	3 558
Banque Toronto-Dominion	4,78 % 2105-12-14 Variable et rachetable à compter du 2016-12-14	1 600	1 600	1 744

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Obligations</u>				
Banque Toronto-Dominion	5,76 % 2106-12-18 Variable et rachetable à compter du 2017-12-18	3 390	3 390	3 895
BMO Capital Trust II	10,22 % 2107-12-31 Variable et rachetable à compter du 2018-12-31	1 785	1 785	2 474
CIBC Capital Trust	9,98 % 2108-06-30 Variable et rachetable à compter du 2019-06-30	2 500	3 270	3 350
TD Capital Trust IV	6,63 % 2108-06-30 Variable et rachetable à compter du 2021-06-30	2 500	2 523	3 095
Manulife Financial Capital Trust II	7,41 % 2108-12-31 Variable et rachetable à compter du 2019-12-31	4 190	4 190	4 884
Sun Life Capital Trust II	5,86 % 2108-12-31 Rachetable à compter du 2019-12-31	465	465	505
Total - obligations		<u>1 905 986</u>	<u>2 019 024</u>	<u>2 126 187</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Description		Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Instruments du marché monétaire</u>				
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,96 % 2012-12-06	3 000	2 998	3 000
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,97 % 2012-12-06	11 000	10 996	10 998
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,98 % 2012-12-06	5 000	4 999	4 999
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,98 % 2012-12-06	14 000	13 998	13 997
Enbridge Distribution inc., papier commercial	1,11 % 2012-12-07	12 000	11 990	11 997
TELUS Corp., papier commercial	1,11 % 2012-12-07	9 000	8 992	8 998
Inter Pipeline (Corridor) inc., papier commercial	1,16 % 2012-12-12	3 850	3 847	3 848
Société de transport de Montréal, papier commercial	1,14 % 2012-12-17	18 000	17 974	17 991
Banque Royale du Canada, acceptation bancaire	1,07 % 2012-12-19	70	70	70
Inter Pipeline (Corridor) inc., papier commercial	1,25 % 2012-12-21	15 000	14 956	14 990
La Banque de Nouvelle-Écosse, acceptation bancaire	1,12 % 2012-12-21	2 500	2 498	2 498
Province de l'Ontario, bon du trésor	1,03 % 2012-12-27	30	30	30
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,96 % 2013-01-17	150	150	150
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,95 % 2013-01-31	610	609	609
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,99 % 2013-01-31	190	190	190
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,94 % 2013-02-14	85	85	85
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,96 % 2013-02-14	75	75	75
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,99 % 2013-02-14	120	120	120
Total - instruments du marché monétaire		<u>94 680</u>	<u>94 577</u>	<u>94 645</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Élément sous-jacent	Prix de contrat ou d'exercice	Nombre d'unités	Échéance / livraison	Valeur notionnelle (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Contrats à terme - position acheteur						
Dollar américain	1,00 CAD	10 786 519	2012-12-06	10 788	-	(73)
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 265	2012-12-06	67 477	-	3
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2012-12-06	67 477	-	3
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2012-12-06	67 477	-	3
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2012-12-06	67 475	-	5
Dollar américain	0,99 CAD	4 504 677	2013-01-07	4 474	-	4
Dollar australien	1,04 CAD	25 431 031	2012-12-06	26 351	-	-
Dollar canadien	99,89 USD	17	2012-12-18	1 700	-	-
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	48 195 139	2012-12-06	6 178	-	-
Dollar de Singapour	0,81 CAD	4 683 757	2012-12-06	3 813	-	(2)
Euro	1,29 CAD	1 382 429	2012-12-06	1 785	-	1
Euro	1,29 CAD	81 173 793	2012-12-06	104 881	-	(4)
Franc suisse	1,07 CAD	18 271 806	2012-12-06	19 593	-	1
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2017-09-01	101,01 CAD	1 300 000	2012-12-13	1 313	-	(1)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	96,79 CAD	1 600 000	2012-12-13	1 549	-	5
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2023-06-01	96,79 CAD	2 200 000	2012-12-13	2 129	-	6
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2014-08-01	101,65 CAD	156 000 000	2013-01-30	158 568	-	183
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	109,23 CAD	2 700 000	2012-12-13	2 949	-	(3)
Gouvernement du Canada, 3,75 %, 2019-06-01	113,81 CAD	1 600 000	2012-12-13	1 821	-	5
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	135,01 CAD	3 750 000	2012-12-13	5 063	-	17
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	134,60 CAD	1 050 000	2012-12-13	1 413	-	9
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	134,15 CAD	14 000 000	2013-01-30	18 781	-	135
Indice S&P 500 E-Mini	1 433,63 USD	32	2012-12-21	2 248	-	-
Indice S&P/TSX 60	703,87 CAD	15	2012-12-20	2 106	-	-
Livre sterling	1,61 CAD	2 671 483	2012-12-06	4 304	-	(51)
Livre sterling	1,59 CAD	55 900 544	2012-12-06	88 998	-	(2)
Province de l'Ontario, 4,40 %, 2019-06-02	113,37 CAD	4 550 000	2012-12-13	5 158	-	(11)
Shekel israélien	0,26 CAD	5 672 811	2012-12-06	1 479	-	-
US Treasuries, 2,75 %, 2042-08-15	105,98 USD	3 900 000	2012-12-13	4 106	-	(275)
Yen	0,01 CAD	3 058 198 967	2012-12-06	36 840	-	(16)
Total - contrats à terme - position acheteur				788 294		(58)
Contrats à terme - position vendeur						
Dollar américain	1,00 CAD	70 165 322	2012-12-06	70 177	-	472
Dollar américain	1,00 CAD	70 165 321	2012-12-06	70 176	-	470
Dollar américain	1,00 CAD	70 165 321	2012-12-06	70 178	-	472
Dollar américain	1,00 CAD	70 165 321	2012-12-06	70 176	-	470
Dollar américain	1,00 CAD	1 822 288	2012-12-06	1 818	-	8
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2013-01-07	67 516	-	(7)
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 265	2013-01-07	67 519	-	(3)
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2013-01-07	67 519	-	(4)
Dollar américain	0,99 CAD	67 924 263	2013-01-07	67 516	-	(7)
Dollar américain	1,00 CAD	48 300 000	2012-12-10	48 166	-	178
Dollar américain	1,00 CAD	64 400 000	2012-12-11	64 514	-	529
Dollar américain	1,00 CAD	69 300 000	2012-12-12	69 464	-	609
Dollar américain	1,00 CAD	40 910 000	2012-12-13	41 003	-	355
Dollar américain	1,00 CAD	47 500 000	2012-12-14	47 598	-	402
Dollar américain	1,00 CAD	6 807 000	2012-12-20	6 819	-	55
Dollar américain	1,00 CAD	17 500 000	2012-12-14	17 536	-	148
Dollar australien	1,03 CAD	25 431 031	2012-12-06	26 303	-	(48)

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Élément sous-jacent	Prix de contrat ou d'exercice	Nombre d'unités	Échéance / livraison	Valeur notionnelle (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Contrats à terme - position vendeur						
Dollar australien	1,03 CAD	25 431 031	2013-01-07	26 301	-	(1)
Dollar australien	1,03 CAD	7 785 000	2012-12-10	8 053	-	(12)
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	48 195 139	2012-12-06	6 220	-	42
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	48 195 139	2013-01-07	6 182	-	-
Dollar de Singapour	0,82 CAD	4 683 757	2012-12-06	3 839	-	28
Dollar de Singapour	0,81 CAD	4 683 757	2013-01-07	3 815	-	(4)
E-Mini Consommation Discrétionnaire	466,59 USD	49	2012-12-21	2 310	-	-
Euro	1,30 CAD	80 564 644	2012-12-06	104 446	-	355
Euro	1,30 CAD	1 991 577	2012-12-06	2 582	-	9
Euro	1,29 CAD	81 173 793	2013-01-07	104 983	-	5
Euro	1,27 CAD	1 938 000	2012-12-10	2 462	-	(43)
Euro StoXX 50	2 531,00 EUR	30	2012-12-21	1 000	-	-
Franc suisse	1,07 CAD	16 229 095	2012-12-06	17 439	-	36
Franc suisse	1,07 CAD	2 042 711	2012-12-06	2 195	-	4
Franc suisse	1,07 CAD	18 271 806	2013-01-07	19 614	-	(2)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2017-09-01	100,78 CAD	5 000 000	2012-12-13	5 039	-	(8)
Gouvernement du Canada, 3,75 %, 2019-06-01	114,24 CAD	4 450 000	2012-12-13	5 084	-	5
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2017-06-01	110,75 CAD	19 000 000	2013-01-30	21 043	-	(131)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	130,82 CAD	38 000 000	2013-01-30	49 710	-	(1 630)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	130,82 CAD	10 000 000	2013-01-30	13 082	-	(429)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	135,70 CAD	11 750 000	2012-12-13	15 945	-	28
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	135,70 CAD	2 950 000	2012-12-13	4 003	-	7
Indice S&P 500 E-Mini	1 427,40 USD	341	2012-12-21	23 954	-	-
Indice S&P/TSX 60	681,80 CAD	4	2012-12-20	562	-	-
Livre sterling	1,61 CAD	58 572 028	2012-12-06	94 364	-	1 115
Livre sterling	1,59 CAD	55 900 544	2013-01-07	89 049	-	2
Livre sterling	1,59 CAD	9 112 000	2012-12-10	14 485	-	(23)
Or	1 724,40 USD	3	2012-12-27	510	-	-
Province de l'Ontario, 4,40 %, 2019-06-02	112,77 CAD	1 650 000	2012-12-31	1 861	-	(6)
Shekel israélien	0,26 CAD	5 672 811	2012-12-06	1 458	-	(20)
Shekel israélien	0,26 CAD	5 672 811	2013-01-07	1 478	-	-
Taux d'intérêt 10 ans obligations du gouvernement du Canada	136,02 CAD	495	2013-03-28	67 672	-	-
Taux d'intérêt 10 ans obligations du trésor américain	133,23 USD	72	2013-03-28	9 558	-	-
Taux d'intérêt 5 ans obligations du gouvernement du Canada	116,59 CAD	105	2013-03-28	12 266	-	-
US Treasuries, 2,75 %, 2042-08-15	98,98 USD	1 400 000	2012-12-13	1 377	-	2
Yen	0,01 CAD	3 058 198 967	2012-12-06	38 277	-	1 453
Yen	0,01 CAD	3 058 198 967	2013-01-09	36 876	-	16
Total - contrats à terme - position vendeur				<u>1 693 092</u>		<u>4 897</u>
Contrats de swap sur taux d'intérêt						
Variable CDOR 3 mois à recevoir / Fixe 4,305 % à payer		25 000 000	2018-03-05	25 000	-	(3 551)
Total - contrats de swap sur taux d'intérêt				<u>25 000</u>		<u>(3 551)</u>
Total - instruments financiers dérivés						<u>1 288</u> *
Total des autres investissements					<u>3 937 651</u>	<u>4 009 599</u> *

* De ces totaux, un montant de 6,4 M\$, représentant la juste valeur négative des instruments financiers dérivés, est présenté sous Crédeurs et autres passifs aux états financiers du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2012.

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 30 novembre 2012

Titres achetés en vertu de conventions de revente

Au 30 novembre 2012, la juste valeur des titres en portefeuille achetés en vertu de conventions de revente est de 224,0 M\$. Ces titres sont des obligations. Ces transactions ont été exécutées entre le 20 novembre 2012 et le 30 novembre 2012, tandis que leurs échéances se situent dans l'intervalle compris entre le 3 décembre 2012 et le 14 décembre 2012. Le montant payé est de 223,6 M\$ et il correspond à la juste valeur des titres reçus.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

Au 30 novembre 2012, la juste valeur des titres en portefeuille vendus en vertu de conventions de rachat est de 377,7 M\$. Ces titres sont des obligations. Ces transactions ont été exécutées entre le 20 novembre 2012 et le 30 novembre 2012, tandis que leurs échéances se situent dans l'intervalle compris entre le 3 décembre 2012 et le 19 décembre 2012. Le collatéral reçu est de 385,3 M\$. Le prix de rachat à payer est de 377,7 M\$.

**RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART
DU FONDS DANS LES INVESTISSEMENTS
EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS,
AU COÛT (NON AUDITÉ)**

AU 30 NOVEMBRE 2012

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 BDR Capital s.e.c.			
Accedian Networks Corporation			
Bluestreak Network inc.			
Énergie Afina inc.			
Enerkem inc.			
Gogo6 inc.			
Irphotonique inc.			
Les Réseaux Accedian inc.			
Logiciel Iscopia inc.			
Nanogestion inc.			
Omni-Med.com inc.			
ProVance Technologies inc.			
SolaCom Technologies inc.			
Technologie Bluestreak (Canada) inc.			
Technologies Microbridge Canada inc.			
TelcoBridges inc.			
Wavesat inc.			
Titres de deux autres sociétés			
	31 901	11 394	43 295
31-12-11 FIER Partenaires, société en commandite			
Capital St-Laurent, s.e.c.			
Fonds Brightspark II, s.e.c.			
Fonds CTI sciences de la vie, s.e.c.			
Fonds d'investissement iNovia II, société en commandite			
Fonds Propulsion III s.e.c.			
GO capital, s.e.c.			
Novacap Industries III, s.e.c.			
Novacap Technologies III, s.e.c.			
Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.			
Société en commandite AgeChem			
Titres de trois autres sociétés			
	25 311		25 311
Fonds engagés mais non déboursés			18 282
			43 593
31-03-12 Fonds Bio-Innovation, société en commandite			
Titres de huit sociétés	5 096	1 885	6 981
31-03-12 Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite			
9168-1478 Québec inc. (Laboratoires GSS)			
Attraction Média inc.			
Audio Postproduction SPR inc.			
Carpediem film & TV inc.			
Datsit Studios inc.			
De Marque inc.			
Écho Média inc.			
Gestion Juste pour Rire inc.			
Groupe Phaneuf inc.			
Groupe Pierre Belvédère inc.			
Groupe Star Suites inc.			
GVGS inc.			
Hibernum Créations inc.			
Jeux Alary inc.			
LC Média inc.			
Media-Max inc.			
Média Cinéflix inc.			
Modus FX inc.			
Tribal Nova inc.			
Vivavision inc.			
Wilson & Lafleur, limitée			
Titres de neuf autres sociétés			
	2 777	10 616	13 393
Fonds engagés mais non déboursés			1 977
			15 370

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 Fonds immobilier de solidarité FTQ inc.			
1030-1040 de Bleury s.e.c.		15 506	15 506
1421 Crescent, s.e.c.	3		3
790 Rand, s.e.c.	1 621		1 621
81-83 Richelieu s.e.c.	880	1 193	2 073
875 Charest s.e.c.	2 160		2 160
880 Honoré-Mercier s.e.c.	20 029		20 029
Bio Sherbrooke Phase I s.e.c.	1 224		1 224
Brossard-sur-le-Fleuve s.e.c.	2 217		2 217
Carré Chambord s.e.c.	500	1 000	1 500
Centre de développement des Biotechnologies de Laval s.e.c.	5 100	14 095	19 195
Condominiums Le George V s.e.c.	10		10
Condos Wanklyn-Milot s.e.c.	4 340		4 340
CPA Fontainebleau, s.e.c.	753	145	898
Développement Joseph-Morin, s.e.c.	250	489	739
Développements Wilfrid-Carrier s.e.c.	7 561		7 561
Édifice Saint-Vallier, s.e.c.	12 129		12 129
Espace MV1 s.e.c.	388		388
Espace MV2 s.e.c.	278		278
Espace MV3 s.e.c.	1 570		1 570
Espaces Lebourgneuf Phase III s.e.c.	1 800		1 800
Gérer son Quartier		3 562	3 562
Gestion d'immeubles noir		125	125
Graham-Mont-Royal, s.e.c.	10 484		10 484
La Résidence Le Nobilis inc.	1		1
Merlin immobilier inc.		1 231	1 231
Montée des Pionniers Phase I s.e.c.	500	3 405	3 905
Montée des Pionniers Phase II s.e.c.	550	1 550	2 100
R.P.A. Mont-Joli s.e.c.	901	296	1 197
R.P.A. Rawdon s.e.c.	1 353		1 353
S.E.C. Jonxion		2 215	2 215
Société en commandite Angus s.e.c. Phase I		697	697
Société en commandite Angus s.e.c. Phase II	41		41
Société en commandite Bourassa-Pelletier	10	9 603	9 613
Société en commandite Château Hymus	371		371
Société en commandite Clairevue	150	271	421
Société en commandite de Maisonneuve HRO	5 436		5 436
Société en commandite des Bassins I	2 500		2 500
Société en commandite GII, Ilôt 10 (Comm-bur)	2 518	2 400	4 918
Société en commandite GII, Ilôt 10 (Résidentiel)	1 061	4 008	5 069
Société en commandite Griffintown II	4 238		4 238
Société en commandite Griffintown II, Phase II	5 573		5 573
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Résidentiel-Locatif)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Résidentiel-Condos)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Commercial)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase III (Bloc I)	588	1 650	2 238
Société en commandite Héritage Pointe-Claire	1		1
Société en commandite Laurin/Saint-Louis Phase I	8 266	14 691	22 957
Société en commandite Le Sanctuaire de la Rive	500	66	566
Société en commandite QDS	24 191		24 191
Société en commandite Rose de Lima	10		10
Société en commandite St-Bruno-sur-le-Lac Phase 4	1 903		1 903
Société en commandite Viau Ontario	1		1
Société immobilière Dollier de Casson inc.	1		1
Souvenir-Corbusier s.e.c.	650		650
St-Paul/Du Palais s.e.c.	4 303	6 789	11 092
Technoparc Bromont Phase I s.e.c.	1 173		1 173
Urbania Phase VII s.e.c.	790	2 529	3 319
Wanklyn-Milot s.e.c.	2 918		2 918
48 commandités de sociétés en commandite	4		4
	143 820	87 516	231 336
Détention directe :			
Terrain Boul. Le Corbusier, Laval			10 795
			242 131

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11			
Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c.			
1061 St-Alexandre, s.e.c.	450		450
9045-8415 Québec inc.		80	80
9176-0934 Québec inc.		1 450	1 450
C.C.L. II, société en commandite	559		559
Centre de Ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain inc.	2 709	511	3 220
Condos Miscéo, s.e.c.	863	1 183	2 046
Construction Louis Lefebvre inc.		336	336
PTQM/Lutech s.e.c.	2 622		2 622
Société en commandite 1190 Jeanne-Mance		2 193	2 193
Société en commandite 1250 Jeanne-Mance		503	503
Société en commandite 37-39 Notre-Dame		260	260
Société en commandite 544 de l'Inspecteur		3 204	3 204
Société en commandite 87 St-Antoine	1		1
Société en commandite Alfred-Nobel		14	14
Société en commandite Alphonse T. Lépine	1 724		1 724
Société en commandite Ann-Ottawa		900	900
Société en commandite Beauharnois		3	3
Société en commandite Claude Baillif	1 045		1 045
Société en commandite de La Dauversière	1 839		1 839
Société en commandite Inspecteur-William	10	2 950	2 960
Société en commandite Les Berges Brossard	11	7	18
Société en commandite Milton	2 339		2 339
Société en commandite Place Dunant	150		150
Société en commandite Square Mont-Royal		3	3
Société en commandite Ste-Hélène	27	18	45
Société immobilière Chevrier de Fancamp inc.	1		1
Société immobilière Dollier de Casson inc.	1		1
Village de la Gare, s.e.c.	438		438
15 commandités de sociétés en commandite	1		1
	14 790	13 615	28 405
Détention directe :			
Terrain ave. du Lac-Clermoutier, Chertsey			1 295
			29 700
31-12-11			
Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c.			
1030-1040 de Bleury s.e.c.	4 100		4 100
1405 Henri Bourassa ouest s.e.c.	2 037		2 037
1405 PTQM s.e.c.	2 125		2 125
9045-8415 Québec inc.		80	80
9176-0934 Québec inc.		1 450	1 450
Capital BLF inc.	3 042		3 042
Centre de Ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain inc.		67	67
Espaces Lebourgneuf s.e.c.	2 042		2 042
Faubourg la Grande Place s.e.c.	1 169		1 169
Hôtel Particulier : Le Ste-Hélène s.e.c.		3 985	3 985
Immobilière Concorde-Corbusier s.e.c.	6 459		6 459
Neuvième Avenue, s.e.c.	10		10
S.E.C. Jonxion		660	660
SEC St-Bruno-sur-le-Lac Phase 2	1		1
SEC St-Bruno-sur-le-Lac Phase 3	460		460
Société en commandite 75 Boulevard Québec	1		1
Société en commandite African	500	454	954
Société en commandite Ann-Ottawa		900	900
Société en commandite Cavelier de LaSalle	4 325	902	5 227
Société en commandite CDTI de Hull	100		100
Société en commandite d'investissement Germain-Calgary	2 133	2 000	4 133
Société en commandite du 1400	458	440	898
Société en commandite du 259 boulevard St-Joseph-Hull	133		133
Société en commandite JBSL	755		755
Société en commandite Mansfield	2 075		2 075
Société en commandite PVM-Gatineau	1 000		1 000
Société en commandite RMI	239		239
Société immobilière Chevrier de Fancamp inc.	1		1
Trois A, Société en commandite	850		850
22 commandités de sociétés en commandite	2		2
	34 017	10 938	44 955
Détentions directes :			
Condominium 410 des Récollets, Montréal			615
Terrain ave. du Lac-Clermoutier, Chertsey			1 295
			46 865

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-08-12 Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.			
CDEC Rosemont-Petite Patrie, corporation de développement économique communautaire		352	352
Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan		125	125
Centre local de développement (CLD) de Marguerite-D'Youville		405	405
Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine	38	96	134
Centre local de développement (CLD) du Haut-St-François		250	250
Centre local de développement (CLD) du Fjord		10	10
Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil		60	60
Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC du Rocher-Percé		10	10
Centre local de développement (CLD) Montréal-Nord		10	10
Centre local de développement Beauharnois-Salaberry		286	286
Centre local de développement de Brome-Missisquoi		10	10
Centre local de développement de la Basse-Côte-Nord		10	10
Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré		164	164
Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHNC)		10	10
Centre local de développement de la M.R.C. d'Avignon inc.	60	25	85
Centre local de développement de la M.R.C. de Bonaventure		280	280
Centre local de développement de la Mitis	63	49	112
Centre local de développement de la MRC de Charlevoix		305	305
Centre local de développement de la MRC de Charlevoix-Est inc.	143	60	203
Centre local de développement de la MRC de Maskinongé		83	83
Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog		230	230
Centre local de développement de la MRC de Robert Cliche		47	47
Centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.	32	79	111
Centre local de développement de la MRC des Laurentides		525	525
Centre local de développement de la MRC du Val-Saint-François		50	50
Centre local de développement de la MRC Les Maskoutains		620	620
Centre local de développement de la municipalité régionale de comté de d'Autray		10	10
Centre local de développement de la Nouvelle-Beauce (C.L.D.N.B.)		35	35
Centre local de développement de la région d'Acton		10	10
Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup		70	70
Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu		150	150
Centre local de développement de l'île d'Orléans		10	10
Centre local de développement de Lachine (CLD Lachine)		10	10
Centre local de développement de Longueuil «CLD»		50	50
Centre local de développement de Manicouagan		30	30
Centre local de développement de Rimouski-Neigette (CLD)		10	10
Centre local de développement de Roussillon		81	81
Centre local de développement des Basques		80	80
Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais		165	165
Centre local de développement des Etchemins	17	10	27
Centre local de développement des Pays-d'en-Haut		10	10
Centre local de développement du Pontiac		10	10
Centre local de développement les 3 Monts		10	10
Centre local de développement Maria-Chapdelaine	114	116	230
Centre local de développement Mékinac		249	249
Centre local de développement Minganie		10	10
CLD de la MRC de Lotbinière	80	55	135
Corporation de développement économique communautaire (C.D.E.C.) Centre-Nord		160	160
Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic-Cartierville		305	305
Corporation de développement économique communautaire Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce		10	10
Corporation de développement économique et communautaire Centre-sud/Plateau Mont-Royal		510	510
Corporation de développement économique de Lasalle (CLD)		10	10
Développement économique - CLD Gatineau		310	310
Fonds local de solidarité (FLS) MRC d'Antoine-Labelle		185	185
Fonds local de solidarité (FLS) MRC de la Rivière-du-Nord		150	150
Fonds local de solidarité Laval		10	10
Fonds local de solidarité MRC de Coaticook		10	10
Fonds local de solidarité MRC de Drummond		248	248
Fonds local de solidarité Québec		10	10
Le centre local de développement de la M.R.C. de Bécancour inc.		430	430
Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)		500	500

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-08-12 Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. (suite)			
Sherbrooke Innopole (CLD)		10	10
Société de développement économique de la région de Thetford (CLD)	102	10	112
SOLIDE de la MRC de Bellechasse		70	70
SOLIDE de la MRC de Caniapiscau		10	10
SOLIDE de la MRC de Joliette		250	250
SOLIDE de la MRC de la Jacques-Cartier		10	10
SOLIDE de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est		62	62
SOLIDE de la MRC de Matane		205	205
SOLIDE de la MRC de Montmagny		10	10
SOLIDE de la MRC de Témiscamingue		10	10
SOLIDE de la MRC de Vaudreuil-Soulanges		173	173
SOLIDE de la MRC des Jardins-de-Napierville		10	10
SOLIDE de la MRC du Domaine-du-Roy		220	220
SOLIDE de la MRC du Fjord-du-Saguenay		10	10
SOLIDE de Lévis		115	115
SOLIDE de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve		10	10
SOLIDE de Shawinigan		37	37
SOLIDE Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles		110	110
SOLIDE Ville-Marie		130	130
	649	9 642	10 291
Fonds engagés mais non déboursés			38 922
			49 213
31-03-12 Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite			
2965-5099 Québec inc. (Les Réclamations du Nord-Ouest)		300	300
3088-6469 Québec inc. (Centre Jardin Lac Pelletier)		371	371
9052-5320 Québec inc.		150	150
9187-1186 Québec inc.		150	150
9187-8850 Québec inc. (Forage Boréal)	1 300	605	1 905
9259-0454 Québec inc.	1 625		1 625
A. & L. Pinard inc.		220	220
Abitibi Royalties inc.	3		3
Adventure Gold inc.	82		82
Agritibi R.H. inc.		1 729	1 729
Alexis Minerals Corporation	10	200	210
Atelier Tangente inc.		278	278
Centre de peinture L.B.G. inc.		423	423
Entrepreneur Minier Promec inc.	380		380
Exploration Azimut inc.	11		11
Exploration Midland inc.	219		219
Géliko inc.		200	200
Groupe Technosub inc.	1 398		1 398
H.P. Hydraulique inc.		367	367
Les Aciers J.P. inc.		297	297
Les équipements de forage VersaDrill inc.	1	116	117
Les Grains du Témis inc.		393	393
Les Mines de la Vallée d'Uranium	5		5
Les Mines de Nickel Nunavik	6		6
LVL Global inc.	350	598	948
Machines Roger International inc.		1 115	1 115
Matamec Explorations inc.	178		178
Mines de la Vallée de l'or Itée	214		214
Mines Richmond inc.	299		299
Modulabec inc.		900	900
Ressources Cartier inc.	247		247
Ressources Pershimco inc.	1		1
Service Sani Tri inc.		559	559
Transport Clément Bégin inc.		750	750
Transport D. Barrette & fils inc.		92	92
VCC-Massénoir inc.		880	880
	6 329	10 693	17 022
Fonds engagés mais non déboursés			450
			17 472

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite			
2959-8505 Québec inc. (Copeaux de la vallée)		250	250
9181-4244 Québec inc. (Carrière Neigette)	125		125
9183-9530 Québec inc. (Sélect Auto Parts)	150	350	500
9198-8659 Québec inc. (Multi-Pièces D.L.)		184	184
Adélard Soucy (1975) inc.		250	250
AMH Canada Itée	417	348	765
Érablières des Alléghanys inc.		761	761
Fonderie BSL inc.		150	150
Fonds Soutien Bas-Saint-Laurent, société en commandite	1 000		1 000
Gagnon Image inc.		228	228
Gestion du Fonds Soutien Bas-Saint-Laurent inc.	1		1
Les Constructions H.L. Thériault inc.		342	342
Les Distributions Arnaud inc.		300	300
Les Électriciens Pierre Roy inc.		500	500
Les Produits PBM Itée		100	100
Mon Joli Motel (1993) inc.		25	25
NutrOcéan inc.		15	15
Productions Québec Multimédia inc.		269	269
Projexco inc.		298	298
Richard Poirier et Frères Électrique Itée		779	779
Topocom Technologie inc.		58	58
	1 693	5 207	6 900
31-03-12 Fonds régional de solidarité Centre-du-Québec, société en commandite			
Huppé Meubles inc.		300	300
Nitek Laser inc.		525	525
Recyclage Granutech inc.	252	550	802
Rénovation Expo inc.		1 000	1 000
Vibrotech inc.		150	150
	252	2 525	2 777
31-03-12 Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite			
9050-7641 Québec inc. (Ramp-Art)		500	500
9069-4654 Québec inc. (Supervac 2000)		56	56
9075-5349 Québec inc. (Fenêtres Météo)		292	292
Acier Majeau inc.		553	553
Bercomac Limitée		500	500
Cométal inc.		304	304
Composittech inc.		140	140
Équipements récréatifs Jambette inc.		600	600
Fenêtres Altek inc.		750	750
Fini. U.V. International inc.		400	400
Forimpex inc.		250	250
Groupe P.H.L. inc.		607	607
Groupe S.S. inc.		350	350
J.L. Leclerc & fils inc.	725	92	817
Les Productions Horticoles Demers inc.		204	204
L'usine Tac Tic inc.	212	697	909
Menuiserox inc.		526	526
Multi-Brosses inc.		160	160
Portes Veilleux 2000 inc.		600	600
Quartz Industrie inc.		125	125
Usine Sartigan inc.		1 431	1 431
	937	9 137	10 074
31-03-12 Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite			
7583168 Canada inc. (Les Entreprises Electro Select)		220	220
9011-1501 Québec inc.		800	800
9196-7109 Québec inc.		760	760
Carrosserie Pro 2010 inc.		455	455
Construction F.H.D. inc.		69	69
Construction J.G.M. inc.		300	300
Croisière 2001 inc.	100		100
Fonds Soutien Côte-Nord, société en commandite	1 000		1 000
Gestion du Fonds Soutien Côte-Nord inc.	1		1
Hôtel Mingan inc.		840	840
Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.		600	600
Lajoie Réfrigération inc.		167	167
Les Distributions G.F.D. inc.		528	528

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite (suite)			
Les Pétroles Paul Larouche inc.		360	360
Nord Industrie inc.		173	173
Pec-Nord inc.	300		300
Phoenix services environnementaux inc.		150	150
Synergica Électrique inc.		475	475
	1 401	5 897	7 298
31-03-12 Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite			
9100-2790 Québec inc.		347	347
9248-4195 Québec inc.		660	660
Amecci inc.		417	417
Ani-Mat inc.		1 500	1 500
Beaudin Le Prohon inc.		1 196	1 196
Boréal - Informations stratégiques inc.		867	867
Café Faro inc.		113	113
Domaines Pinnacle inc.		830	830
Kemestrie inc.	630		630
Laser AMP inc.		125	125
Les Cartons Northrich inc.		295	295
Les fabricants de boyaux industriels Premier Itée		302	302
Les Industries Touch inc.		1 375	1 375
Les Viandes Laroche inc.		407	407
M.P. Éco inc.		500	500
Motrec international inc.		1 000	1 000
Oasis Tropik Nordik inc.		333	333
Oxybec Médical inc.		160	160
Scholer Industriel inc.		229	229
Soudure Brault inc.		220	220
Sport Powertek inc.		347	347
	630	11 223	11 853
31-03-12 Fonds régional de solidarité Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, société en commandite			
B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	524		524
Cap sur mer inc.	632	30	662
Fabrication Delta inc.		490	490
Fonds Soutien Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite	500		500
Gaspésie Diésel inc.		295	295
Gestion du Fonds Soutien Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine inc.	1		1
Junex inc.	46		46
Les entreprises Léo Leblanc & fils inc.		282	282
Les Industries Leblanc inc.		23	23
Les Pêcheries Marinard Itée		455	455
Les Pétroles C. Poirier inc.		83	83
Les Reboiseurs de la Péninsule inc.		97	97
Michaud technologies inc.	125	88	213
Pêcheries Vilo inc.		394	394
Serres Jardins-Nature inc.	97	305	402
	1 925	2 542	4 467
Fonds engagés mais non déboursés			550
			5 017
31-03-12 Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite			
7912811 Canada inc. (Les Signatures Passions)		385	385
ABC Environnement inc.		200	200
Agro-100 Itée		1 000	1 000
Laboratoires Bi-Op inc.		255	255
Les Aliments Sibon (1985) Itée		673	673
Les Industries Harnois inc.	12		12
Nita Équipements inc.		167	167
Pneus Lanoraie inc.		329	329
Produits Vince inc.		600	600
Sécurité GMR inc.		150	150
Triotech Amusement inc.		1 627	1 627
Verre Select inc.		308	308
	12	5 694	5 706

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite			
4486021 Canada inc.		200	200
Aéroport International de Mont-Tremblant inc.		43	43
BMI Canada inc.		850	850
Boulangerie Les Moulins La Fayette inc.	250		250
Complexe Hôtelier St-Jovite / Mont-Tremblant inc.	750		750
Distributions Denis Fontaine inc.		375	375
Gestion Estérel inc.		1 000	1 000
Gestion hôtelière REVPAR inc.		243	243
Groupe Aviation et Puissance inc.		1 783	1 783
Groupe Star Suites inc.		300	300
La Petite Bretonne inc.		1 586	1 586
Le Groupe Synergie Xpress inc.		300	300
Les Matériaux Sima inc.		75	75
Lev-Fab inc.		250	250
Montour Itée		325	325
Palmex International inc.		292	292
Service Alimentaire Desco inc.		607	607
Vision Villégiature inc.	300		300
	1 300	8 229	9 529
Fonds engagés mais non déboursés			1 400
			10 929
31-03-12 Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite			
9210-9107 Québec inc. (Jungle Adventure)		250	250
Alimentation L'Épicier inc.		1 000	1 000
Aliments Imex inc.		183	183
Ciel Aventure Québec inc.		150	150
Emballages Cré-O-Pack International inc.		767	767
Europharm International Canada inc.		217	217
Groupe Carreaux Céragrès inc.		1 000	1 000
Groupe Lincora inc.		276	276
Hydrolico International inc.		288	288
K.F. Construction inc.		720	720
Les Bouteilles Recyclées du Québec (B.R.Q.) inc.	126	683	809
Les Contrôles Novatech G & P inc.		17	17
Les Équipements Power Survey Itée		85	85
Les Fruits de Mer IFC inc.		1 000	1 000
Les industries Cendrex inc.		600	600
Les Investissements Sylvania inc.		542	542
Les Productions Diamant Itée		450	450
Paris, Ladoureur & associés inc.			
Perlite Canada inc.		733	733
S.R.A.D. Communications inc.		367	367
Stylo Bankers (1991) inc.		1 250	1 250
Les laboratoires de recherche de Lan Wirewerks inc.		442	442
Tornatech inc.		1 168	1 168
	126	12 188	12 314
Fonds engagés mais non déboursés			1 150
			13 464
31-03-12 Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite			
Climatisation Trois-Rivières inc.		300	300
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.	672		672
Déneigement Maska inc.	325	446	771
Kinipi Spa Nordique inc.		400	400
Portes & fenêtres Nouvel Horizon inc.		500	500
Tuyauterie Borgia Itée		125	125
	997	1 771	2 768

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite			
Agrocentre Belcan inc.		317	317
Aliments Horizon Nature inc.		308	308
Andy transport inc.		280	280
Atelier d'usinage Quenneville inc.		274	274
Bousquet Frères Limitée		700	700
Contacts Électriques Excel inc.		237	237
DCL Nutrition & santé animale inc.		299	299
Dermolab Pharma ltée		442	442
Esthétique sans frontières inc.		237	237
Grillage Major inc.		90	90
Groupe Damafro inc.		967	967
Investissements Brasco inc.		844	844
LC Média inc.	565		565
Les armoires de cuisines Denis Couture (2002) inc.		34	34
Les Produits de Ventilation Lambro inc.		215	215
Les sols Sportica inc.		250	250
Location Jean Légaré ltée		446	446
M.G.B. Électrique inc.		750	750
Magnus Poirier inc.		1 475	1 475
Perfecta Plywood ltée		500	500
Plombco inc.		850	850
Quincaillerie architecturale Capsol inc.		160	160
Ray-Mont Logistiques inc.		1 722	1 722
Service sérigraphique professionnel S.S.P. inc.	422		422
Soya Excel inc.	195		195
TelcoBridges inc.	375	300	675
	1 557	11 697	13 254
Fonds engagés mais non déboursés			200
			13 454
31-03-12 Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite			
9129-3852 Québec inc. (Entretien industriel D.L.B.)		193	193
Blais & Langlois inc.		850	850
Cogitore Ressources inc.	167		167
Donner Metals Ltd	437		437
Équipement de bureau Ungava inc.		336	336
Exploration Azimut inc.	187		187
Exploration Dios inc.	56		56
Exploration Khalkos inc.	6		6
Exploration Midland inc.	113		113
Exploration NQ inc.	71		71
Focus Graphite inc.	10		10
Fonds Soutien Baie-James, société en commandite	500		500
Gestion du Fonds Soutien Baie-James inc.	1		1
Les Consultants de l'Arctique inc.		509	509
Les Pétroles M.J. inc.		434	434
Lucien Senneville (2002) inc.		1 068	1 068
Mines Virginia inc.	87		87
Nemaska Lithium inc.	117		117
Nord Décoration inc.		133	133
Ressources Cartier inc.	150		150
Ressources Monarques inc.	104		104
Ressources MSV inc.		400	400
Ressources Sirios inc.	50		50
Société d'Exploration Minière Vior inc.	88	150	238
St-Félicien Diesel (1988) inc.		697	697
Stornoway Diamond Corporation	217		217
	2 361	4 770	7 131

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite			
140689 Canada Itée (Taxi Loyal)		147	147
2786630 Canada inc. (Vitrerie Vision 2000 enr.)		1 000	1 000
6227945 Canada inc. (InnovationEngineering Group)		166	166
6479138 Canada inc. (Les Services de la première générale (Gatineau))		200	200
Alary, St-Pierre & Durocher Arpenteurs-géomètres inc.		583	583
Auberge & Spa le Nordik inc.		919	919
Cactus Commerce inc.		667	667
Gestion conseil Immogest-Sweeney inc.		472	472
Les Aliments Chebly inc.		47	47
Mr. Refill International inc.		71	71
Multicorpora R&D inc.	924		924
PCI Géomatiques Entreprises inc.		500	500
ProVance Technologies inc.		750	750
Restaurations Sélect inc.		255	255
Service de Pneus Lavoie Outaouais inc.		1 702	1 702
SolaCom Technologies inc.	1		1
Terrapro Construction inc.		1 197	1 197
Tomoye Corporation	550		550
Tubes & Jujubes Centre d'amusement familial inc.		117	117
VanillaSoft corp.		147	147
WMD Moulin de Wakefield développements inc.		250	250
Zeligsoft inc.	1		1
	1 476	9 190	10 666
Fonds engagés mais non déboursés			150
			10 816
31-03-12 Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite			
9099-7768 Québec inc. (E.B.M. Laser)	200	285	485
Agora Communication inc.		428	428
Armeco inc.		562	562
Ascenseurs Maxi inc.		500	500
Auvents W. Lecours inc.		405	405
Chemco inc.		430	430
Connexion Technic inc.		59	59
Corporation Eatsleepmusic.com	460		460
Distribution Sports Loisirs G.P. inc.		254	254
DK-SPEC inc.	750		750
Filtrum inc.		1 530	1 530
Fleurigros 1995 inc.		268	268
Groupe Incursion inc.		784	784
Groupe Renaud et Ass. inc.		300	300
Imprimerie Nicober inc.		481	481
Laboratoire Hygiènex inc.		200	200
Les Aliments 2000 inc.		1 400	1 400
Les Chaussures Henri-Pierre inc.		327	327
Les Distributions Marc Boivin (2007) inc.		791	791
Les Entreprises P.E.C. inc.		310	310
Les Industries Rouillard inc.		297	297
Les Vêtements Perlimpinpin inc.		153	153
Load Systems International inc.		129	129
Métafab (1996) inc.		307	307
Métal Potvin inc.		425	425
Mode Avalanche inc.	126		126
Panavideo inc.		328	328
Pelliko inc.		257	257
Radio-Onde inc.		1 000	1 000
Simon Giguère Produits Pétroliers inc.		803	803
Tapitec (Québec) inc.		344	344
Transport C.D.P. inc.		1 521	1 521
Usital Canada inc.		1 100	1 100
	1 536	15 978	17 514

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12	Fonds régional de solidarité Saguenay - Lac-Saint-Jean, société en commandite		
	2861-0467 Québec inc. (Notre Hôtel)	129	356
	2956-3475 Québec inc. (Interbus)	236	236
	2964-6767 Québec inc. (Les Équipements pétroliers Claude Pedneault)	464	464
	6482066 Canada inc. (Société P.C.P.)	950	950
	9052-0651 Québec inc. (Logistik 22)	46	121
	9055-3876 Québec inc. (Les Chocolats Lulu)	425	425
	9107-6513 Québec inc. (Menuiserie St-Henri)	239	239
	9143-8945 Québec inc. (Maçonnex)	840	840
	A.S. Nettoyage inc.	177	177
	Cycles Devinci inc.	285	285
	Dynamitage Express inc.	1 200	1 200
	Équipements Mauvalin inc.	81	81
	Excavation Michel Paradis inc.	5	5
	Garage Marcel Simard inc.	500	500
	Gestion du Fonds AP 60 inc.	1	1
	Gestion LJ inc.	100	100
	Groupe Giroux Maçonnex inc.	760	760
	Industrie Bois Lamontagne inc.	419	419
	Industries Bofab inc.	268	268
	Isumi Précision Itée	57	57
	Les Fenêtres AGM inc.	507	507
	Les Lignes du Fjord inc.	187	187
	Les Pétroles R.L. inc.	342	342
	Les Placements G.M.R. Maltais inc.	246	246
	Nolicam Location de camions inc.	359	532
	Novabrik International inc.	1 405	1 481
	Oxygène Dolbeau inc.	300	300
	Perfecta Forêt Itée	250	696
	Pétrolex St-Félicien inc.	500	500
	Précicast Itée	559	647
	Prowatt inc.	150	150
	Remac innovateurs industriels inc.	215	215
	SCP 89 inc.	297	297
	Société de gestion Trois-Trois-Trois inc.	350	350
	Transports J.M. Bernier inc.	450	450
		4 420	14 384
31-12-11	Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.		
	BC0917620 inc. (Réseau Playerize)		
	Chango, inc.		
	Eightfold Logic, inc.		
	Fixmo inc.		
	GrowLab		
	Les Entreprises Beyond the rack inc.		
	Les Réseaux Accedian inc.		
	Logiciel Iscopia inc.		
	LucidLogix Technologies, Ltd		
	Mobio Technologies inc.		
	NetShelter inc.		
	Public Mobile inc.		
	Titres de quatre autres sociétés		
		13 401	13 889

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 30 novembre 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 Soccrent 2006, société en commandite			
6775993 Canada inc. (Groupe Fruits Bleus)			
7246404 Canada inc. (Groupe Secto inc.)			
Dynaplast Extruco inc.			
Groupe Secto inc.			
Groupe Sotrem-Maltech inc.			
Industries Spectal inc.			
Intercalaire Inex inc.			
Les Consultants Olympe inc.			
Les Conseillers Trigone inc.			
Les Industries G.R.C. inc.			
Novabrik international inc.			
Produits Alba inc.			
Titres de trois autres sociétés			
	9 488	3 308	12 796
30-04-12 Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite			
Solifor Bloc A-RPF, société en commandite			
Solifor Bloc B-LP, société en commandite			
Solifor Bloc Monet, société en commandite			
Solifor Charlevoix-Saguenay, société en commandite			
Solifor Lac Métis, société en commandite			
Solifor Lotbinière, société en commandite			
Solifor Mauricie, société en commandite			
Solifor Nicolas Riou, société en commandite			
Solifor Perthuis, société en commandite			
	134 891		134 891
31-12-11 VC, société en commandite			
Titres de deux sociétés	33		33
Détentions directes de propriétés immobilières			94 016
			94 049

Ce répertoire, non audité, détaille les investissements effectués par tous les fonds régionaux, et par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) a investi plus de 0,2 % de son actif net, ainsi que par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds a un pourcentage de participation de 50 % ou plus et une influence notable dans la gestion de ces fonds. Les montants investis par entreprise sont indiqués seulement dans les cas prévus au Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.